



Courant Communiste International

Deuxième semestre 2017

Revue Internationale

Présentation de la Revue

Catalogne, Espagne

Les prolétaires n'ont pas de patrie !

**Les États-Unis au cœur du chaos grandissant
du capitalisme en décomposition**

**Manifeste sur la révolution d'Octobre 1917
en Russie**

22ème congrès du CCI

Résolution sur la lutte de classe internationale

159

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Parait tous les 6 mois

1 **Présentation de la Revue**

3 **Catalogne, Espagne Les prolétaires n'ont pas de patrie !**

De l'espoir du Mouvement des Indignés en 2011...
...à l'arriération et l'hystérie nationaliste en 2017
Deux options opposées et antagoniques pour l'avenir de la société
Comment en est-on arrivés là ?
Les causes historiques
L'histoire du prolétariat en Catalogne aux prises avec le nationalisme
Quel enjeu pour le prolétariat en Catalogne comme pour le prolétariat mondial ?

7 **Les États-Unis au cœur du chaos grandissant du capitalisme en décomposition**

Trump et la guerre commerciale globale qui s'intensifie
La crise politique de la bourgeoisie américaine
Les États-Unis et la question russe
En guise de conclusion

La révolution mondiale est le seul avenir de l'humanité

13 **Manifeste sur la révolution d'Octobre 1917 en Russie**

La guerre de classe est-elle dépassée ?
Le capitalisme s'est survécu
La révolution empire-t-elle les choses ?
Le grand mensonge : "stalinisme égale communisme"
En défense d'Octobre
La nécessité du parti de classe
La dégénérescence de la révolution et les erreurs du parti bolchevique
1968-2017 : le spectre de la révolution hante encore le système capitaliste
Longue vie à Octobre 17 !

22ème congrès du CCI

23 **Résolution sur la lutte de classe internationale**

Un siècle de lutte classe
L'impact de la décomposition
1917, 2017 et la perspective du communisme

<http://www.internationalism.org>
france@internationalism.org
belgium@internationalism.org
schweiz@internationalism.org
international@internationalism.org

Directeur de la publication: D.Vancelst,
N° de Commission paritaire: 0504 K 78939.

Présentation de la Revue

Ce numéro de la *Revue internationale* rassemble quatre documents qui expriment nos préoccupations actuelles concernant la situation mondiale et notre rôle en son sein en tant que révolutionnaires.

Pour commencer, une nouvelle prise de position sur la Catalogne. Elle n'est pas la première de notre part sur les événements récents comme les lecteurs de nos publications, surtout sur notre site web, l'auront remarqué. En octobre 2017, nous avons distribué un tract "Confrontations en Catalogne: la démocratie et la Nation sont le passé réactionnaire, le prolétariat est l'avenir", traduit en différentes langues. Un certain nombre d'autres articles ont paru, notamment sur notre page en langue espagnole, mais ces événements devront être suivis de près dans la période à venir et cette prise de position ne sera certainement pas la dernière.

Le mouvement indépendantiste en Catalogne est en contradiction directe avec la gestion "rationnelle" de l'État capitaliste et de l'économie au niveau de la Catalogne, de l'Espagne et de l'Union européenne. Les seuls dans les rangs de la bourgeoisie mondiale qui pourraient bénéficier d'un nouvel approfondissement de ce processus seraient des Poutine, rivaux d'une UE forte dans la compétition impérialiste mondiale. Mais l'aspect qui doit nous préoccuper le plus, c'est l'impact de ces événements sur le prolétariat. La fièvre nationaliste autour de "l'indépendance" de la Catalogne est un coup dur contre la classe ouvrière non seulement de cette région, mais aussi sur le plan international, étant donné l'importance mondiale de la lutte des classes en Espagne.

Nous voyons que beaucoup de ceux qui ont participé à la révolte des *Indignados* en 2011- un mouvement qui s'est orienté vers l'internationalisme, vers les principes prolétariens - abandonnent aujourd'hui toute idée de lutte contre le capitalisme et se joignent aux manifestations en faveur ou contre l'indépendance. Les familles prolétariennes sont déchirées entre ceux qui soutiennent Puigdemont ou d'autres fractions de la cause catalane et ceux

qui, soutenant les "Españolistas", pensent que l'Espagne doit rester un seul pays. Et où sont les internationalistes? Ils sont actuellement une minorité assiégée, mais il est plus que jamais nécessaire qu'ils parlent haut et fort.

Le deuxième article porte sur la vie de la bourgeoisie de la puissance économique et militaire la plus puissante, les États-Unis, qui se trouvent au cœur du désordre mondial grandissant. L'analyse qu'il développe fait partie d'une analyse de la classe dirigeante dans les principaux pays occidentaux¹. L'article souligne les grandes difficultés de la classe dirigeante aux États-Unis après presque un an de présidence Trump. Un chapitre important de cet article est consacré aux relations entre les deux anciens leaders de bloc et au rôle que la Russie joue aujourd'hui dans les options stratégiques américaines. Ces analyses doivent être considérées comme une continuation de l'orientation décidée lors du 21^{ème} congrès international en 2015 d'analyser de manière critique la situation internationale, sans exclure une réflexion autocritique sur les erreurs que nous avons pu commettre à ce niveau dans le passé (cf. dans la *Revue Internationale* 156 : "40 ans après la fondation du CIC, quel bilan et quelles perspectives pour notre activité ?").

Le troisième texte de la présente revue est notre "Manifeste sur la révolution d'Octobre 1917 en Russie", un siècle après la première révolution prolétarienne réussie. Nous l'avons publié en ligne en octobre et nous avons organisé une série de réunions publiques sur ce sujet. Tout d'abord, nous devons défendre le caractère internationaliste de la révolution d'Octobre appartenant à un mouvement de classe mondiale

1. Faute de place nous ne pouvons en publier que la partie concernant les États-Unis. La version complète de l'article est publiée sur notre site.

contre le capitalisme. Sans ce point de référence, et sans un examen courageux de toutes les erreurs commises et des faiblesses rencontrées, une nouvelle tentative ne pourra pas être victorieuse à l'avenir. La révolution russe fait partie de notre histoire, de l'histoire du prolétariat, malgré sa dégénérescence et les atrocités commises en son nom par la suite. Le *Manifeste* ne répond pas seulement aux campagnes bourgeoises actuelles, mais tire aussi les leçons et essaie de donner des indications pour la perspective du communisme d'aujourd'hui. Bien que la révolution ne se soit pas propagée au monde entier et que le processus soit resté isolé et donc sans perspective réelle de vaincre le capitalisme, "*l'insurrection d'Octobre est encore à ce jour le point le plus élevé atteint par la lutte de classe prolétarienne - une expression de sa capacité à s'organiser à grande échelle, consciente de ses objectifs, confiante dans son rôle de prise en main de la vie sociale. C'était l'anticipation de ce que Marx appelait "la fin de la préhistoire", de toutes les conditions dans lesquelles l'humanité est à la merci de forces sociales inconscientes ; l'anticipation d'un futur dans lequel, pour la première fois, l'humanité fera sa propre histoire selon ses propres besoins et ses propres desseins*".

Le dernier texte de cette revue est la "Résolution sur la lutte de classes internationale", un document du dernier congrès international du CCI au printemps 2017.

Avec cette analyse globale de la situation, nous commençons à rendre compte des résultats de notre congrès, qui a traditionnellement pour tâche fondamentale de décider des orientations générales de nos activités pour la période à venir. L'analyse de la situation mondiale en est un élément crucial.

La résolution est centrée sur la situation sociale, le rapport de forces entre les deux principales classes de la société capitaliste actuelle - la bourgeoisie et le prolétariat. Près de trois

décennies après l'effondrement de l'ancien système des blocs et le début de ce que nous appelons la période de décomposition du capitalisme, nous essayons toujours de mieux comprendre les défis auxquels les révolutionnaires sont confrontés aujourd'hui, d'affiner nos concepts du cours historique et de la décomposition : *"Les mouvements de classe qui ont surgi dans les pays avancés après 1968 marquaient la fin de la contre-révolution, et la résistance maintenue de la classe ouvrière constituait un obstacle à la "solution" de la bourgeoisie à la crise économique : la guerre mondiale. Il était possible de définir cette période comme un "cours à des affrontements de classe massifs", et d'insister sur le fait qu'un cours à la guerre ne pouvait s'ouvrir sans une défaite directe d'une classe ouvrière insurgée. Dans la nouvelle phase, la désintégration des deux blocs impérialistes a éliminé la guerre mondiale de l'ordre du jour indépendamment du niveau de la lutte de classe. Mais cela signifiait que la question du cours historique ne pourrait plus être posée dans les mêmes termes. L'incapacité du capitalisme à dépasser ses contradictions signifie toujours qu'il ne peut offrir à l'humanité qu'un futur de barbarie, dont on peut déjà préfigurer les contours dans une combinaison infernale de guerres locales et régionales, de désastres écologiques, de pogromes et de violence sociale fratricide. Mais à la différence de la guerre mondiale, qui requiert une défaite physique directe tout autant qu'idéologique de la classe ouvrière, cette "nouvelle" descente dans la barbarie opère de manière plus lente, plus insidieuse, qui peut embrigader graduellement la*

classe ouvrière et la rendre incapable de se reconstituer en tant que classe. Le critère pour évaluer l'évolution du rapport de force entre les classes ne peut plus être celui d'empêcher la guerre mondiale, et est devenu en général, plus difficile à définir." (Résolution point 11)

De quels critères avons-nous besoin aujourd'hui pour évaluer correctement l'équilibre des forces de classe ?

La capacité de la classe ouvrière à résister à la politique d'austérité de la bourgeoisie et le degré de solidarité développé dans ses rangs sont indubitablement des facteurs pertinents pour une telle évaluation.

- Mais il y a aussi la question des perspectives. Si le prolétariat n'est pas capable de se percevoir comme une classe distincte et de développer une perspective allant au-delà de la société existante qui nous soumet à la logique aliénée du profit pour le profit, il n'y a pas d'avenir à rechercher - et cet état d'esprit affecte la capacité de résistance du prolétariat. *"Après 1989, avec l'effondrement des régimes "socialistes", un facteur qualitatif nouveau a surgi : l'impression de l'impossibilité d'une société moderne non basée sur des principes capitalistes. Dans ces circonstances, il est bien plus difficile pour le prolétariat de développer, non seulement sa conscience et son identité de classe, mais aussi ses luttes économiques défensives, dans la mesure où la logique des besoins de l'économie capitaliste pèse beaucoup plus si elle semble n'avoir aucune alternative."* (Point 13)

Plus précisément, la résolution souligne les effets pernicioeux de la perte de

solidarité dans les rangs du prolétariat : *"Plus particulièrement, nous voyons la montée du phénomène de bouc-émis-sarisation, une façon de penser qui accuse les personnes - sur lesquelles on projette tout le mal du monde - de tout ce qui va mal dans la société. De telles idées ouvrent la porte au pogrom. Aujourd'hui, le populisme est la manifestation la plus frappante, mais loin d'être la seule, de ce problème, qui tend à imprégner tous les rapports sociaux. Au travail et dans la vie quotidienne de la classe ouvrière, de façon croissante, il affaiblit la coopération, renforce l'atomisation et le développement de la méfiance mutuelle et du mobbing."* (Point 20)

Nous ne pensons pas que le point de non-retour a été franchi, que la classe ouvrière dans les centres de l'essor historique du capitalisme mondial, et avec elle la masse gigantesque du prolétariat en Chine, ont été vaincues. Nous voyons encore dans cette situation qu'il existe un potentiel pour le développement de ce que nous appelons la dimension politico-morale de la lutte prolétarienne : *"l'émergence d'un rejet profond du mode de vie existant de la part de secteurs plus larges de la classe."* (Point 24)

Cette situation difficile a également une conséquence sur nos tâches en tant que minorité de la classe. Les minorités révolutionnaires sont un produit de la classe et ont un rôle spécifique - à l'heure actuelle, elles constituent un pont organisationnel entre les luttes révolutionnaires du passé et celles de l'avenir, même si, entre les deux, la distance est énorme.

Novembre 2017

Catalogne, Espagne

Les prolétaires n'ont pas de patrie !

La Catalogne, Barcelone en particulier, est un de ces lieux inscrits dans la mémoire du prolétariat espagnol et mondial. Les luttes, les victoires et les défaites de la classe ouvrière dans ce territoire ont marqué l'histoire de notre classe. Aussi, dans la situation présente, le CCI, par cet article et d'autres qui l'ont précédé dans notre presse territoriale, veut alerter notre classe face au danger d'être entraînée peu ou prou par la bagarre nationaliste qui s'y déroule. Elle n'en sortirait pas indemne.

De l'espoir du Mouvement des Indignés en 2011...

C'est au même endroit et avec à peine quelques années de distance, qu'on a pu assister à deux scénarios sociaux non seulement différents mais complètement opposés.

Barcelone, quelques jours après le 15 mai 2011 : lors du mouvement des Indignés, la Place de Catalogne est une ruche de réunions et d'assemblées ; il y a plus de 40 commissions qui abordent des questions qui vont de la catastrophe environnementale à la solidarité avec les luttes en Grèce contre les coupes sociales. Il n'y a pas un seul drapeau. Par contre, il y a partout des bibliothèques improvisées avec des livres apportés par des anonymes et à la disposition de tous, pour élargir la vision du mouvement, et partout sont présentes l'indignation et la profonde inquiétude face au sombre avenir que la survie de ce système entraîne pour l'humanité tout entière. Ces mêmes places, à Barcelone ou ailleurs en Espagne, dans le sillage du mouvement initié à la Puerta del Sol de Madrid, voient des gens de tout âge, de toutes langues, de toutes conditions, se réunir et débattre, avec du respect et un sens de l'écoute. Vers les assemblées convergent, jour après jour, des manifestations ouvrières, des manifestations contre les coupes budgétaires dans les soins de santé, des délégations des quartiers cherchant la solidarité des personnes présentes pour essayer d'arrêter l'énième expulsion, etc. Les assemblées agissent comme un cerveau collectif qui essaie de relier les différentes expressions de la lutte à la recherche d'une cause commune unificatrice. "Nous sommes antisystème parce que ce système est

inhumain", voilà ce qui est fièrement proclamé. Mais le mouvement subit une répression impitoyable¹, on dénonce cette violence mais aussi "celle d'un salaire mensuel de 600 euros".

...à l'arriération et l'hystérie nationaliste en 2017

Et voilà que dans ces mêmes rues, aujourd'hui à Barcelone et dans la région, des centaines de milliers de personnes manifestent "pour l'indépendance de la Catalogne". Mais ces manifestations-là sont instrumentalisées, elles ne peuvent constituer qu'une masse de manœuvre qui obéit à des actions convoquées par de sombres "cerveaux de l'ombre", pour des actions qui ont un sens incompréhensible pour les figurants d'une pièce écrite par d'autres. C'est ce qui est arrivé à ceux qui ont reçu les coups de matraques de la police, en défendant les urnes lors du référendum du 1^{er} octobre, qui ont vu comment, dans les jours qui ont suivi la tenue du référendum, ses propres organisateurs ayant après-coup relativisé la tenue même de la consultation en la réduisant à un acte purement "symbolique". Ou ceux qui se sont laissés emporter par l'euphorie du "Nous sommes déjà une République" après la pantomime de proclamation de ladite République catalane le 27 octobre. Il s'agissait, comme les dirigeants indépendantistes l'ont affirmé par la suite, d'un acte virtuel, et "symbolique". À l'extrême opposé du

1. Le 27 mai 2011, la police catalane chargea brutalement, suivant les ordres du gouvernement nationaliste catalan en lien étroit avec le ministère de l'intérieur espagnol pour essayer de "nettoyer" la place de Catalogne. Il y a eu plus de 100 blessés.

mouvement du 15 Mai en 2011, pour se joindre à de tels actes nationalistes, l'esprit critique est évidemment de trop. Il suffit d'avoir en tête un "discours national" bien mitonné. Ceci est le propre de tout nationalisme, mais dans le cas de la Catalogne et d'autres contrées "sans État", ce discours est un pataquès où tout est mélangé dans des esprits conditionnés pour qu'aucune critique ne puisse se faire jour. Ainsi on se revendique d'une Arcadie mythifiée, une patrie catalane qui n'a jamais existé. Dans ce processus, un ennemi est nécessaire et ce ne peut-être que l'Etat central et ses vestiges soi-disant "fascistes". Et un bouc-émissaire : les "Espagnols" en général et tout ce qui y ressemble, qui seraient la cause de toutes les souffrances de cette société; et ainsi on est prêt à répondre au quart de tour aux appels faits par les réseaux sociaux pour marcher, tête baissée et yeux fermés, aux côtés des exploiters catalans, des Catalans corrompus, des corps de répression de la police catalane, des "ultras catalanistes" qui passent leur temps à pointer du doigt et à intimider les "autres" (dans le cas présent, ceux qui se montrent tièdes vis-à-vis d'un "anti-espagnolisme" obligatoirement viscéral). Et c'est ce même mode opératoire ignoble qui est suivi par d'autres manifestants qui, dans les jours qui suivent, défilent dans ces mêmes rues, à leur tour "contre l'indépendance de la Catalogne". Cette fois, le paradis perdu usurpé est celui de la "coexistence pacifique de tous les Espagnols". Cette fois-ci, les boucs émissaires coupables de la misère ou de l'incertitude sur l'avenir sont "ceux qui enfreignent la loi" ou "ceux qui veulent briser l'Espagne". Et voilà ces manifestants qui marchent aussi coude à coude avec une cohorte similaire d'exploiteurs, de corrompus et d'organes répressifs, avec aussi leurs "ultras espagnolistes", dans une logique de persécution et d'intimidation violente plus ou moins ouverte contre les autres².

2. Ce climat de recherche de tous les maux de la société dans l'autre moitié de la population avait déjà été encouragé lors des mobilisa-

Deux options opposées et antagoniques pour l'avenir de la société

Entre le mouvement des Indignés de 2011 et les récentes orgies patriotar-des catalanes ou espagnoles, il y a une frontière de classe et un gouffre dans les perspectives.

Le premier, malgré ses énormes difficultés indéniables, était l'expression d'une classe - le prolétariat - qui porte avec elle le projet d'une transformation sociale à l'échelle planétaire, en quête d'une explication cohérente des origines des problèmes qui affectent le monde entier, créant la base pour une véritable unification de toute l'humanité et en surmontant ainsi les divisions de classe, de race, de culture, etc. C'était donc un mouvement fondé sur la recherche d'une solution révolutionnaire pour l'avenir de la société, libérant l'humanité des chaînes de l'exploitation.

Les orgies patriotar-des, par contre, sont basées sur des réminiscences, des atavismes, de tout un passé mythifié et mystificateur. Non seulement cela, mais elles justifient et approfondissent la division et le rabaissement de frères de classe en nationalistes des deux bords. Leur perspective n'est pas celle d'une avancée révolutionnaire, mais d'un recul réactionnaire dans un passé clos, plein de méfiance et de peur. Le facteur qui les nourrit n'est pas la recherche d'une nouvelle organisation sociale fondée sur la satisfaction des besoins de tous, mais la décomposition du vieil ordre social qui règne sur la base du "chacun pour soi".

Comment en est-on arrivés là ?

Les uns et les autres donnent des explications circonstanciées et locales. Selon les nationalistes catalans, on assisterait à une résurgence des vestiges franquistes qui ont perduré en Espagne après la transition démocratique. Selon les nationalistes espagnols, la dérive indépendantiste serait une sorte de fuite en avant pour cacher les turpitudes d'un régime de corruption mis en place dans les administrations catalanes depuis des décennies.

tions contre les attentats terroristes du 17 août à Barcelone. Lire dans *Acción Proletaria*: de septembre 2017 "Atentados terroristas en Cataluña: la barbarie imperialista del capitalismo en descomposición".

Le principal démenti de ces balivernes justificatives est le comportement même des acteurs de ce processus. Pendant des décennies, le principal parti de la Généralité (l'administration autonome catalane), anciennement connue sous le nom de CiU et aujourd'hui PDe-Cat³, a fondé son hégémonie sur un régime clientéliste et corrompu. Mais cela n'a pas empêché les gouvernements espagnols successifs, de gauche comme de droite, de payer le soutien de ce parti au gouvernement central au moyen d'une juteuse compensation à la charge du budget de l'État. Et de leur côté, les nationalistes catalans n'ont jamais fait la fine bouche avec ces "résidus du franquisme" de l'État espagnol dont ils parlent, en passant des accords avec le PP⁴, puis avec Zapatero⁵ (les gouvernements tripartites d'ERC et d'Iniciativa⁶ - qui sont maintenant des soutiens communs de la maire de Barcelone). Lorsque le PdeCat est retourné à la tête de la Généralité en 2010, le nouveau président, Artur Mas⁷, n'a pas hésité à compter sur le PP pour mener un programme d'austérité implacable contre les conditions de vie de la population qui inspirera plus tard Mariano Rajoy⁸ lui-même.

3. Convergence et Union (CiU) était une coalition de la droite catalane qui a gouverné la région depuis la "transition démocratique" (1978) avec quelques intermédiaires de gauche. Il y avait deux composantes : l'une plutôt nationaliste et l'autre plutôt autonomiste, mais toutes deux favorables au pacte avec le pouvoir central et surtout solidement unies dans des combines clientélistes qui ont fait de CiU l'un des partis le plus corrompus d'Espagne. La coalition a disparu et les plus nationalistes, aujourd'hui séparatistes, ont fondé le Parti Démocrate Européen de Catalogne (PDECat), avec Puigdemont à sa tête.

4. Parti Populaire, celui de Rajoy, qui gouverne aujourd'hui en Espagne, un autre champion de la corruption.

5. Chef du gouvernement espagnol socialiste (2004-2011). Après avoir minimisé la crise économique des années 2008, il mit en place des mesures anti-ouvrières qui ont ouvert la voie à leur approfondissement brutal par le gouvernement de Rajoy.

6. Le gouvernement catalan (2003-2010) formé par la "gauche" : PS, ERC (Gauche Républicaine de Catalogne) et une coalition, Iniciativa, incluant le parti stalinien et les Verts.

7. A. Mas a été président de la Généralité entre 2010 et 2016. Après avoir fait basculer la droite vers l'indépendantisme, il organisa le premier référendum pour l'indépendance. C'est Carles Puigdemont qui lui a succédé.

8. Chef de la droite et du gouvernement espagnol. Il a mis en place l'article 155 de la

Les causes historiques

C'est pourquoi nous pouvons dire que l'explication de la dérive séparatiste en Catalogne ne trouve pas ses origines dans des facteurs de l'évolution historique spécifique de la Catalogne ou de l'Espagne, mais dans les conditions historiques mondiales, dans l'entrée de l'ensemble du capitalisme mondial dans sa phase finale de décomposition sociale.

Le marxisme n'a jamais nié l'existence des facteurs particuliers dans l'évolution du capitalisme dans chaque pays. En particulier, dans le cas des séparatismes en Espagne, se dressant comme une barrière réactionnaire supplémentaire face à la nécessité du prolétariat de se voir comme une classe indivisible, il a reconnu le poids d'un développement déséquilibré entre les zones plus ouvertes au commerce et à l'industrie, et les autres plus enfermées dans l'isolement et incapables de rattraper leur retard⁹. Mais le marxisme explique aussi que ces conflits locaux et ces contradictions évoluent en étant conditionnés par le cours du capitalisme à l'échelle mondiale. Cela est particulièrement évident dans le cas du nationalisme. Si, aux XVIII^e et XIX^e siècles, la formation de certaines nouvelles nations pouvait représenter une avancée décisive pour la démolition des structures féodales et le développement de forces productives, une fois que le capitalisme a atteint la fin de son stade ascendant au début du XX^e siècle, la "libération nationale" devient un mythe nettement réactionnaire, désormais au service de l'encadrement de la population et de la classe révolutionnaire en particulier, pour et dans la guerre impérialiste¹⁰. C'est pourquoi

constitution pour prendre directement en charge la Généralité catalane, destituant ses ministres, en emprisonnant certains. Le président Puigdemont s'est réfugié en Belgique.

9. Cela est à son tour le résultat, comme l'avait clarifié Marx, du caractère exceptionnel des conditions du développement du capitalisme en Espagne qui a eu pendant des siècles tout un monde où investir ses capitaux sans avoir besoin d'engager une modification généralisée de ses structures féodales et une industrialisation dans la "mère patrie". Nous avons résumé l'analyse des séparatismes en Espagne dans un article récent, L'imbroglie catalan montre l'aggravation de la décomposition capitaliste.

10. Lire notre brochure *Nation ou classe* et aussi notre dénonciation du caractère réactionnaire de la revendication du "droit des peuples à l'autodétermination" dans nos articles "Les

les vrais révolutionnaires ont toujours dénoncé le caractère anti-prolétarien des séparatismes en Espagne, comme défenseurs outranciers de l'exploitation et ennemis déclarés de la classe ouvrière, ainsi que le prolétariat de Catalogne, l'un des plus anciens du mouvement ouvrier mondial, a pu le constater à maintes reprises.

L'histoire du prolétariat en Catalogne aux prises avec le nationalisme

Ce n'est pas un hasard si Barcelone a été le théâtre de la première grève générale sur le territoire espagnol en 1855. C'est un produit de l'industrialisation précoce de la Catalogne. Pas de hasard, non plus, si cette ville fut le siège du Congrès des Travailleurs de la Région Espagnole, qui en 1870 constitua la base de la Première Internationale en Espagne¹¹. Ce n'est pas une simple coïncidence si, contre les manifestations les plus avancées de la lutte des classes, comme la grève de "La Canadiense" à Barcelone en 1919, la bourgeoisie catalane a déployé, en 1920-1922, le *pistolisme* patronal contre les grèves et les militants d'organisations anarcho-syndicalistes¹². Ce n'est pas un hasard si, pour cette raison, le nationalisme catalan (Cambó), avec les secteurs les plus arriérés de l'armée espagnole, a été le principal promoteur de la dictature de Primo de Rivera (1923-1930). Ce n'est pas non plus par hasard si c'est la Généralité catalane (Companys avec le soutien des staliniens, et la complicité de la CNT elle-même) qui est devenue un bastion de l'État républicain espagnol poussant – par la mystification et la force des armes – les ouvriers à abandonner la lutte de classe, contre l'exploitation, et à re-

joindre les front militaires de la guerre entre le camp fasciste et le camp démocratique, aussi bourgeois l'un que l'autre, et préfigurant ainsi les camps de la Deuxième boucherie impérialiste mondiale. Il n'est pas fortuit que la Généralité catalane ait été chargée de la mission criminelle de détruire par le sang et le feu la tentative du prolétariat de Barcelone en mai 1937, la dernière tentative du prolétariat de combattre sur son propre terrain de classe contre les exploiters de tous les camps et de toutes les patries¹³, avant d'être enfermé dans la confrontation inter-impérialiste.

Ce n'est pas non plus un hasard si ce sont les ouvriers de Catalogne, arrivés parfois des régions les plus arriérées d'Espagne, qui, dans les années 1970, ont transformé leurs luttes (le Baix Llobregat en 1973, SEAT en 1975) en véritables phares pour la lutte de la classe ouvrière de l'Espagne entière. La classe ouvrière en Catalogne, par son propre développement et son expérience accumulée, est un maillon important de ce caractère associé de la production de toute la richesse sociale que le prolétariat international incarne et qui se heurte à l'appropriation privée et nationale de cette richesse. Dans la région de Barcelone, on trouve des travailleurs de plus de soixante nationalités, des ingénieurs stagiaires américains aux travailleurs immigrés subsahariens. Tous font partie intégrante et fondamentale de la même classe ouvrière mondiale, même si l'idéologie capitaliste, surtout à travers ses forces d'extrême-gauche, s'efforce d'insuffler le sentiment d'appartenance "nationale" ou "régionale" dans les rangs du prolétariat pour justement désagréger son unité de la classe.¹⁴

Quel enjeu pour le prolétariat en Catalogne comme pour le prolétariat mondial ?

Aujourd'hui, c'est tout ce potentiel accumulé au cours des décennies de lutte ouvrière qui est menacé par l'avancée de la décomposition sociale capitaliste. Cela ne veut pas du tout dire qu'on soit déjà dans une situation sociale dans laquelle les ouvriers sont prêts à se soumettre au rôle de chair à canon, dans les querelles entre les différentes bandes de la classe exploiteuse, ce qui correspondrait à un triomphe complet de l'alternative bourgeoise à la crise historique du capitalisme. Ceci est illustré dans la situation actuelle de la Catalogne par le fait que les travailleurs ne suivent pas du tout avec enthousiasme les appels aux grèves générales "pour l'indépendance", mais cela ne veut pas dire, pour autant, que les travailleurs aient la conscience de représenter une alternative pour l'avenir de l'humanité, qui puisse bannir la guerre de tous contre tous que le capitalisme en décomposition porte dans ses entrailles.

Particulièrement déroutantes pour la conscience de la classe ouvrière, les alternatives qui postulent qu'il y aurait une solution "rationnelle" à ces tensions au sein de la classe exploiteuse, alors que l'avancée de la décomposition capitaliste pousse à l'enracinement parmi la population des solutions "populistes" de plus en plus irrationnelles, qui vont de la sortie de l'Union européenne (que proposent, par exemple la CUP ou des secteurs de Podemos¹⁵), à la soumission totale à l'État espagnol,

révolutionnaires face à la question nationale", *Revue Internationale* n° 34 et 42.

11. Le territoire du Congrès (la "région espagnole" et absolument pas la "nation catalane") est une indication du climat internationaliste qui était mis en avant dans ces premiers pas du mouvement ouvrier, qui voyait dans chaque territoire une région de l'humanité libérée à l'échelle planétaire.

12. Ce qui fait croître encore plus l'indignation qu'on ressent quand on voit ceux qui se proclament les héritiers de la "Rosa de Foc" ("Rose de feu", le nom que les anarchistes donnaient à la Barcelone des années 1920-30, tant s'y étaient multipliés les incendies sociaux), faire aujourd'hui des courbettes devant ceux qui luttent contre "l'oppression nationale de la Catalogne".

13. Nous encourageons vivement la lecture de notre brochure avec les textes de la Gauche Communiste sur la guerre d'Espagne : "1936: Franco y la República masacran al proletariado".

14. La campagne menée actuellement par les formations d'extrême-gauche du capital – les CUP ou Podemos – sur l'identification de l'intérêt social avec l'intérêt national est l'héritière, avec un ton encore plus aberrant si cela est possible, de la campagne déployée dans les années 1970 et 80 par leurs géniteurs staliniens pour subordonner les luttes contre l'exploitation aux consignes de la "Liberté démocratique" ou du "Statut d'Autonomie" pour la Catalogne.

15. CUP : Candidature d'Unité Populaire : regroupement d'anciens gauchistes de tout poil et d'anarchistes tendance "municipaliste", se disant "anticapitalistes". C'est l'extrême-gauche du nationalisme catalan, soutien critique et "social" des partis nationalistes. Ils avaient réussi à imposer à la droite catalaniste le retrait d'Artur Mas, trop clientéliste et corrompu. Ils sont les animateurs principaux des CDR (Comités de défense de la République), de création récente et en lien avec d'autres institutions "culturelles", convoquées à coups de réseaux sociaux pour faire la traque, tels des brigades de choc du nationalisme, à tout ce qu'ils considèrent comme "espagnoliste". Sur Podemos, on peut lire "Podemos : des habits neufs au service de l'empereur capitaliste". C'est un parti national espagnol avec des "franchises" régionales. Celle de la Catalogne avec ses alliés (dont la maire de Barcelone) ne sait pas très bien sur quel nation danser, ils sont cependant favorables à un référendum avec l'accord du pouvoir central.

comme le défendent les partis "constitutionnalistes". Le nationalisme et la violence finissent nécessairement par se rencontrer. L'illusion d'une "révolution du sourire", revendiquée par certains partisans du séparatisme catalan, comme le rêve de cette vie "normalisée" présentée comme une alternative par le bloc espagnoliste, sont une pure fiction mystificatrice. Comme nous l'avons déjà souligné dans notre article "Pays de l'Est : la barbarie nationaliste" (*Revue internationale* n° 62) : *"Toute forme, toute expression de nationalisme, fût-il grand ou petit, porte obligatoirement et fatalement la marque de l'agression, de la guerre, du "tous contre tous", de l'exclusivisme et de la discrimination."*

L'alternative du prolétariat mondial est une perspective complètement différente pour l'humanité. Comme nous le soulignons dans cet article sur la barbarie nationaliste : *"La lutte du prolétariat a donné lieu au dépassement des divisions de nature nationale, ethnique, religieuse et linguistique, avec lesquelles le capitalisme - poursuivant le travail d'oppression des modes de production antérieurs - a tourmenté l'humanité. Dans le corps commun de la lutte unie pour les intérêts de classe, ces divisions disparaissent de manière naturelle et logique. La base commune, ce sont les conditions d'exploitation qui, partout, ne font qu'empirer avec la crise mondiale, l'intérêt commun est l'affirmation de leurs besoins en tant qu'êtres humains contre les be-*

soins inhumains et de plus en plus despotiques de la marchandise et l'intérêt national."

Ce qui est en jeu aujourd'hui dans la situation du prolétariat mondial en Catalogne, c'est que la classe révolutionnaire mette en avant la défense des intérêts de l'humanité dans son ensemble, mette en avant sa solidarité de classe internationale contre la désagrégation sociale que le capitalisme en décadence favorise.

Face à la recherche d'un refuge dans de fausses identités locales ou régionales, dans la vision d'un futur enchaîné au carcan étrié du "chacun pour soi" au détriment des autres, du pessimisme social croissant, s'impose, au contraire, la confiance dans les valeurs de l'association ouvrière internationale contre les divisions nationales, la conscience que la barbarie qu'annonce le monde actuel est le résultat de l'inhumanité de la soumission de la planète aux lois capitalistes de la loi de la valeur et de la concurrence. Avant tout, il incombe aux groupes qui revendiquent d'être à l'avant-garde de la classe ouvrière de dénoncer tous les pièges qui divisent notre classe et, surtout, ceux qui tentent de justifier leur soutien à l'une ou l'autre fraction de la classe exploiteuse parce que l'une ou l'autre serait "moins répressive" ou plus favorables aux intérêts de la lutte pour la libération du prolétariat. Si l'alternative révolutionnaire mondiale du prolétariat finalement échouait, la perspective serait celle d'une guerre de tous contre

tous, où il sera difficile de distinguer quelle fraction sera la plus cruelle et plus inhumaine en imposant sa propre survie au détriment du reste de la race humaine.

Lorsque la police a essayé de démolir les camps du mouvement du 15 Mai à Barcelone en 2011, un cri s'est élevé : "Nous sommes tous Barcelone". Il a été entendu dans toutes les places et toutes les manifestations, et nulle part plus bruyamment qu'à la Puerta del Sol de Madrid. La recrudescence du nationalisme en Catalogne est un coup porté non seulement contre le prolétariat de Barcelone, mais aussi contre le prolétariat de toute l'Espagne - puisque dans tout le pays, les prolétaires ont été entraînés dans des mobilisations pour ou contre l'unité de l'État espagnol. Ce poison a également touché les nombreux immigrants espagnols qui travaillent actuellement dans d'autres pays européens, où il y a eu de petites mais significatives manifestations autour du même thème. Et ce coup porté au prolétariat espagnol est aussi un coup porté au prolétariat mondial tout entier, précisément à cause de la profondeur des traditions révolutionnaires du prolétariat en Espagne. Comme toujours, la solidarité avec les travailleurs d'Espagne ne peut que résider dans le développement de la lutte internationale des classes.

Valerio, 5 décembre 2017

Les États-Unis au cœur du désordre mondial grandissant

L'année dernière, les "élites" dominantes du capitalisme mondial ont été choquées par l'issue du referendum au Royaume-Uni sur l'appartenance des Britanniques à l'Union Européenne (avec le "Brexit"), et par le résultat des élections présidentielles aux États-Unis (avec le Président Trump). Dans les deux cas, les résultats obtenus ne correspondaient pas aux intentions, ni aux intérêts des fractions dirigeantes de la classe bourgeoise. Nous allons donc examiner une série d'éléments qui sont reliés entre eux dans le but de faire un premier bilan de la situation politique aux États-Unis et en Grande-Bretagne dans le sillage de ces événements. ¹ Pour élargir l'angle d'attaque de notre examen, nous développerons aussi une analyse de la politique de la classe dominante dans les deux principaux pays d'Europe continentale : la France et l'Allemagne. En France, les élections présidentielles et législatives ont eu lieu au début de l'été 2017. En Allemagne, les élections générales au Bundestag ont eu lieu en septembre. La bourgeoisie des deux pays était obligée de réagir à ce qui s'est passé en Grande-Bretagne et aux États-Unis, et elle a réagi.

Dans ce numéro de la *Revue Internationale*, nous ne publions que le chapitre sur les États-Unis. L'article complet pourra être consulté sur notre site Web.

En choisissant de nous concentrer sur ces quatre pays, ces chapitres n'essaieront pas de faire une analyse de la vie politique de la bourgeoisie dans deux pays, la Russie et la Chine, qui jouent un rôle clef dans la constellation des puissances capitalistes impérialistes, aujourd'hui. Une étude de leur situation reste à faire. Ceci étant dit, nous devons dire que toutes deux, la Russie et la Chine, jouent un rôle extrêmement important dans notre ana-

lyse de la situation politique des quatre pays capitalistes centraux "de l'Ouest" qu'on doit examiner dans ces chapitres. Nous nous concentrerons aussi sur la vie politique des classes dominantes, sans entrer dans celle du prolétariat. Ici encore, il est clair que la situation actuelle pose une série de questions et de défis à la classe ouvrière que les organisations révolutionnaires doivent prendre à bras le corps et contribuer à clarifier, ce que nous essaierons de faire dans des articles à venir. Pour le moment, nous recommandons aux lecteurs de consulter la "Résolution sur la lutte de classe internationale" de notre dernier congrès international, publiée également dans ce numéro de la *Revue Internationale*.

Le fondement historique de ces développements politiques réside dans un processus plus profond : la décomposition de l'ordre social capitaliste qui s'accélère. Nous recommandons vivement que la lecture de cet article et des suivants soit accompagnée d'une lecture ou d'une relecture de nos "Thèses sur la décomposition" publiées dans la *Revue Internationale* n° 107, disponibles sur notre site. Pour nous, la situation actuelle est une grande confirmation de ce que nous avons souligné dans ce texte écrit il y a plus d'un quart de siècle. En particulier, l'examen concret de la situation actuelle confirme que c'est d'ailleurs la classe dominante elle-même qui est la

première et la plus affectée par cette décomposition de son système, et que (sauf face à une menace prolétarienne) la bourgeoisie a de plus en plus de difficultés à maintenir son unité politique et sa cohésion.

Trump et la guerre commerciale globale qui s'intensifie

En réaction à l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, les médias du reste du monde et les porte-paroles du "libéralisme" en Amérique même ont donné une image sinistre d'une planète bientôt plongée par Trump dans les affres d'une catastrophe protectionniste telle que celle qui s'était déjà produite après 1929. Il était affirmé que le protectionnisme était le programme du "populisme" politique en général et de Donald Trump en particulier. À ce moment-là déjà, dans notre article sur le populisme et sur l'élection de Trump, nous disions qu'un programme économique particulier (protectionniste ou autre) n'est pas une caractéristique majeure du populisme de droite. Au contraire, ce qui caractérise cette sorte de populisme, au niveau économique, est le manque de tout programme cohérent. Soit ces partis n'ont que peu ou rien à dire sur les questions économiques, soit – comme dans le cas de Trump – ils veulent une chose un jour et son contraire le lendemain. Bien que Trump au pouvoir ait déjà fait la preuve de son penchant pour "l'unilatéralisme" en menaçant ou en commençant à retirer les États-Unis de deux des plus importants accords commerciaux : celui de NAFTA (avec l'Amérique du Nord) et le TPP (avec l'Asie, sans la Chine). Dans le premier cas, cela reste une menace à laquelle vont s'opposer beaucoup de compagnies américaines importantes. Dans le second cas, l'accord réel n'a jamais été signé, si bien qu'un retrait formel des États-Unis n'est pas nécessaire. En même temps, Trump a suspendu les négociations sur le TTIP (Traité de Libre Echange Transatlantique) avec l'Union Européenne – mais son intention en procédant de la sorte

1. Ces chapitres qui sont conçus pour être lus comme une unité ont été d'abord écrits pendant l'été 2017 après les élections générales en Grande-Bretagne et les présidentielles et les législatives en France, mais avant les élections au Bundestag en Allemagne. Pour plusieurs raisons, ce travail n'a pu être publié à l'époque. Quelques mises à jour et corrections ont été faites, mais nous avons choisi de ne pas changer la section sur l'Allemagne où la situation même après les élections reste extrêmement incertaine. Voir notre analyse sur les élections en Allemagne. Cela a aussi été écrit avant la dernière crise dans les rapports entre les États-Unis et la Corée du Nord et entre les États-Unis et l'Iran sur les problèmes des programmes atomiques et de fusées de ce que Washington appelle "les États-voyous". Pour la crise avec Corée du Nord, voir notre article "Menace de guerre entre la Corée du Nord et les États-Unis : c'est le capitalisme qui est irrationnel"

reste peu claire. Selon ses propres propos, son but est d'imposer "un meilleur traité" pour l'Amérique. Jetant tout le poids des États-Unis pour faire pression sur les autres, Trump joue avec des enjeux importants, comme nous avions prévu qu'il le ferait. Le résultat reste, lui, imprévisible. Ce qui est clair, cependant, c'est qu'au niveau de la politique économique, les classes dominantes des autres pays ont profité de la rhétorique protectionniste de Trump pour blâmer unilatéralement les États-Unis pour ce qui est, d'abord et avant tout, un produit du capitalisme global. Ce dont nous avons été témoins récemment, ce n'est rien de moins qu'une étape qualitativement nouvelle de la vie économique ou de la lutte à mort entre les puissances capitalistes dominantes – quelque chose qui a déjà commencé avant que Trump ne devienne président. Et, en même temps que les autres gouvernements font à voix haute des déclarations "en défense du libre-échange" contre Trump, en réalité, ils ont tous adopté sa rhétorique contre le *dumping* et pour "le libre, mais aussi équitable, échange". Jadis un slogan des ONG, "le commerce équitable", est aujourd'hui le cri de guerre de la lutte économique bourgeoise. Le protectionnisme n'est ni nouveau, ni le monopole des États-Unis. Il fait partie de la compétition capitaliste, et il est pratiqué par tous les pays.

Le protectionnisme formel du marché n'est cependant qu'une des formes que prend le conflit. Une autre est l'arme des sanctions. Les sanctions économiques contre Moscou, surtout promues par les États-Unis, sont presque autant dirigées contre l'économie européenne que contre la Russie. En particulier, le renouvellement de ces sanctions et leur intensification (imposées par une coalition de Démocrates et de Républicains, contre la volonté du président), mettent ouvertement en question les arrangements de l'Europe de l'Ouest avec la Russie sur les nouveaux oléoducs et pipelines, et cela a provoqué une avalanche de protestations, surtout en Allemagne. Sous Obama déjà, la bourgeoisie américaine avait aussi commencé à poursuivre légalement en justice les compagnies allemandes qui opéraient aux États-Unis, comme la Deutsche Bank et Volkswagen. Il ne serait pas exagéré de parler d'une guerre commerciale offensive des Américains contre l'Allemagne, d'abord et avant tout contre son industrie automobile.

Nous ne doutons pas une minute que les gens de VW ou Mercedes soient coupables de toutes les saloperies dont ils ont été accusés (centrées sur la falsification des contrôles de pollution). Mais ce n'est pas la principale raison pour laquelle ils sont poursuivis, et la preuve en est que d'autres "coupables" n'ont été que peu affectés par les procédures légales.

Bien que Trump, à la différence de son prédécesseur, n'ait pas pris de telles mesures pour le moment, il continue à menacer massivement, pas tant l'Europe, mais surtout la Chine. De son point de vue, il a de bonnes raisons de le faire. Au niveau économique déjà, la Chine est actuellement en train de faire surgir deux menaces gigantesques pour les intérêts des États-Unis. La première d'entre elles est la soi-disant nouvelle Route de la Soie, un programme d'infrastructure massive visant à relier l'Asie du Sud-est, le Moyen Orient, l'Afrique et l'Europe à la Chine grâce à un vaste système de trains modernes, d'autoroutes, de ports et d'aéroports, par terre et par mer. Pékin a déjà promis mille milliards de dollars pour cela, le programme le plus ambitieux pour des infrastructures dans l'histoire jusqu'à nos jours. La seconde menace est que la Chine (mais aussi le Japon) a commencé à retirer des capitaux des États-Unis et de la zone dollar et à établir des accords bilatéraux avec d'autres gouvernements (les États qu'on appelle les BRICS, mais aussi le Japon et la Corée du Sud) pour accepter des paiements dans toutes les autres monnaies², au lieu de payer en dollars. Bien qu'il y ait évidemment des limites objectives au niveau jusqu'auquel peuvent aller la Chine et le Japon sans se créer eux-mêmes des problèmes, ces mouvements représentent une grave menace pour les États-Unis : "*tôt ou tard, le marché de la monnaie reflètera le rapport de force dans le commerce international – signifiant un ordre multipolaire avec trois centres de pouvoir. Dans un futur prévisible, le dollar devra partager son rôle dominant avec l'Euro et le Yuan chinois. (...) Cela n'affectera pas que l'économie et le secteur social, mais aussi l'armement militaire de la puissance mondiale*"⁵. Cela risque d'ailleurs de saper, sur le long terme, la supériorité militaire

2. Josef Braml : *Trump's Amerika*, page 211. Braml Work for the German Society for Foreign Policy. (DGAP)

écrasante des États-Unis, la suprématie écrasante du dollar comme la monnaie du commerce mondial finance actuellement à un degré considérable leur gigantesque machine militaire et leur dette d'État. Bien que les États-Unis et l'Union Européenne menacent tous deux la Chine de nouveaux droits de douane pour répondre à ce qu'ils appellent le *dumping* chinois, ce à quoi ils veulent avant tout arriver, c'est que Pékin soit dépouillé de son statut, dans les institutions économiques internationales, de "pays en voie de développement" (qui donne à la Chine beaucoup de possibilités légales de protéger son propre marché). L'élément dans le programme économique de Trump, qui a cependant le plus impressionné la classe dominante, pas seulement aux États-Unis, est sa "réforme des impôts" planifiée. Le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en Allemagne a déclaré que cela constituerait – si cela devait se réaliser – rien de moins qu'une "révolution des impôts"³. Son idée principale n'est pas nouvelle en elle-même, mais va dans la même direction que des "réformes" semblables dans l'ère "néo-libérale" : celle de taxer autant que possible la consommation plutôt que la production. Comme tout le monde paie la taxe à la consommation, de tels transferts constituent une espèce de suppression d'impôts pour les propriétaires des moyens de production. Convaincus que les États-Unis sont le seul grand pays où un tel système de taxation pourrait être imposé d'une façon réellement radicale, Trump espère, en rendant la production aux États-Unis virtuellement libre d'impôts, ramener *at home* les compagnies américaines, leurs quartiers généraux étant actuellement dans des endroits comme Dublin ou Amsterdam, mais aussi la production à l'étranger, et devenir plus attractive pour les investisseurs et les producteurs étrangers. Cela semble surtout être la contre-offensive que Donald Trump a en tête dans l'étape actuelle de l'économie de guerre.

Sur le plan économique, Trump n'est rien d'autre qu'en opposition à la politique "néolibérale" dont il se réclame parfois. S'il a un but, celui de son gouvernement de milliardaires ressemble plus au "parachèvement" de la "révolution néolibérale". Derrière la rhétori-

3. *Frankfurter Allgemeine Zeitung* 02.04.2017. Le journal FAZ est un des porte-paroles dominants de la bourgeoisie allemande.

que de son conseiller précédent, Steve Bannon, sur la "destruction de l'État", se cache l'État néolibéral, une forme particulièrement brutale et puissante de capitalisme d'État. Mais le problème de l'administration Trump aujourd'hui n'est pas seulement que son programme économique se contredit. C'est aussi que ces éléments de son programme qui pourraient être des plus utiles à la bourgeoisie américaine sont vraiment peu certains d'être mis en œuvre. La raison en est le chaos dans l'appareil politique de la première classe dominante du monde.

La crise politique de la bourgeoisie américaine

Aujourd'hui, il y a dans le bureau ovale un président qui voudrait gérer le pays comme une simple entreprise capitaliste et qui semble n'avoir aucune compréhension de choses comme l'État et l'habileté politique ou la diplomatie. C'est en soi un signe clair de la crise politique dans un pays comme les États-Unis. Depuis 2010, la vie politique de la bourgeoisie aux États-Unis a été caractérisée par une tendance de tous les principaux protagonistes à se bloquer les uns les autres. Les Républicains radicaux ont retardé le plan budgétaire de la présidence Obama, par exemple, à un tel niveau que, à des moments critiques, l'État a été sur le point d'être incapable de payer même les salaires de ses employés. L'obstruction mutuelle entre le président et le Congrès, entre les Républicains et les Démocrates, et au sein des deux partis (en particulier, au sein du premier) a atteint un niveau tel que cela a commencé à handicaper gravement la capacité des États-Unis à remplir leur rôle de maintenir un minimum d'ordre au capitalisme global. Un exemple de cela en est la réforme des structures du Fond Monétaire International (FMI), qui devenait nécessaire pour répondre au poids croissant des BRICS en particulier (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) dans l'économie mondiale. Le président Obama reconnaissait que, si les institutions économiques internationales, inspirées par les États-Unis et sous leur conduite, devaient continuer à accomplir leur fonction de donner certaines "règles du jeu" à l'économie mondiale, il n'y avait aucun moyen d'éviter de donner aux "pays émergents" plus de droits et de votes en leur sein. Mais cette restructuration a été bloquée par le Congrès américain pendant pas moins

de cinq ans. En conséquence, la Chine a pris l'initiative de créer la dite Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII). Pire encore, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France ont décidé de participer à la BAII (mars 2015). Un pas majeur a été fait dans la création d'une architecture institutionnelle alternative, dirigée par les Chinois, pour l'économie mondiale. L'opposition en Amérique n'a même pas eu de succès en empêchant la "réforme" du FMI.

Donald Trump souhaitait mettre fin à cette tendance à une paralysie rampante du système de pouvoir américain en détruisant le pouvoir de l'*establishment*, des "élites" établies, en particulier au sein des partis politiques eux-mêmes. Il est évident que cet *establishment* n'a aucune intention de rendre son pouvoir. Le résultat de la présidence de Trump, au moins jusqu'à maintenant, a transformé cette tendance au blocage en une crise à grande échelle de l'appareil politique américain. Une furieuse lutte de pouvoir s'est enclenchée entre les *trumpistes* et leurs opposants, entre le président et le système judiciaire, entre le Maison Blanche et les partis politiques, au sein du parti Républicain lui-même – que Trump a plus ou moins kidnappé en tant que moyen de sa candidature présidentielle – et même dans l'entourage du président lui-même. Une lutte de pouvoir qui se mène aussi dans les media : CNN et la presse de la côte Est contre Breitbart et Fox News. Les tribunaux et les municipalités bloquent la politique de Trump en matière d'immigration. Sa "réforme de la santé" pour remplacer celle d'Obama manque de soutien dans son "propre" camp républicain. Les fonds pour construire son mur contre le Mexique n'ont pas été alloués. Même sa politique étrangère est ouvertement contestée, en particulier, son intention de faire une "bonne affaire" avec la Russie. Le président frustré, agissant par coups de tête, branché sur *Twitter*, a licencié des membres éminents de sa propre équipe les uns après les autres. En même temps, pas à pas, l'opposition construit un mur pare-feu autour de et contre lui, constitué de campagnes médiatiques, d'investigations et de la menace de poursuite, et même de destitution (*impeachment*). Sa capacité de gouverner le pays, et même sa santé mentale, sont mises en question publiquement. Ce développement n'est pas spécifique aux États-Unis. Au cours

des deux dernières années, par exemple, on a vu une série de manifestations massives contre la corruption, que ce soit en Amérique latine (au Brésil par exemple), en Europe (Roumanie) ou en Asie (Corée du Sud). Ce sont des protestations, non contre l'État bourgeois, mais contre l'idée que l'État bourgeois fait correctement son travail (et bien sûr, il y a des protestations contre certaines factions – souvent à l'avantage d'une autre faction). En réalité, ladite corruption n'est qu'un symptôme de problèmes plus profonds. La gestion permanente, non seulement de l'économie, mais de l'ensemble de la société bourgeoise par l'État, est un produit de la décadence du capitalisme, l'époque globale inaugurée par la Première Guerre mondiale. Le déclin du système nécessite un contrôle permanent de l'État avec une tendance de plus en plus totalitaire : le capitalisme d'État. Sous sa forme actuelle, l'appareil capitaliste d'État, y compris l'administration, le processus de prise de décisions et les partis politiques, est un produit des années 1930 et/ou de la période après Deuxième Guerre mondiale. En d'autres termes, tout cela existe depuis des décennies. Au cours du temps, la tendance innée à l'inertie, à l'inefficacité, à l'affirmation de l'intérêt personnel et à l'autoperpétuation devient de plus en plus marquée. Cela vaut aussi pour la "classe politique", avec une tendance croissante des politiciens et des partis politiques et d'autres institutions à préserver leurs propres intérêts acquis, au détriment de ceux du capital national dans son ensemble. Le "néolibéralisme" s'est en partie développé pour répondre à ce problème. Il essayait de rendre les bureaucraties plus efficaces en introduisant des éléments de compétition économique directe dans leur mode de fonctionnement. Mais sur beaucoup de plans, le système "néolib" a aggravé le mal qu'il voulait soigner. La volonté de faire des économies dans le fonctionnement de l'État a fait naître un nouvel appareil gigantesque, celui de ce qu'on appelle le lobbysme. En dehors de ce système de lobbies, s'est développé en retour la sponsorship, de groupes ou d'individus privés, de ce qu'on appelle aux États-Unis les Comités d'Action Politique (CAP) : "*think tanks*", instituts politiques et soi-disant mouvements de base. En mars 2010, la Cour d'appel américaine garantissait le droit à des fonds illimités pour de tels organismes. Depuis lors, des groupes

privés puissants ont de plus en plus exercé une influence directe sur la politique nationale. Un exemple en est le vote de la "Grover Norquist Initiative" (vote d'une motion lancée par le Républicain Grover Norquist) qui a réussi à obtenir une large majorité de Républicains à la Chambre des députés pour jurer publiquement et solennellement que jamais plus n'aurait lieu de vote en faveur d'augmentations d'impôts. Un autre exemple en est l'institut Cato et le Mouvement *Tea Party* sponsorisés par les frères Koch (des magnats du pétrole). L'exemple le plus pertinent, peut-être, dans le contexte actuel, est celui de Robert Mercer (appartenant à une espèce de droite équivalente à celle du "libéral" George Soros), apparemment un brillant mathématicien, qui a utilisé ses talents en mathématiques pour devenir un des leaders milliardaires en fonds spéculatifs et pour créer un puissant instrument d'investigation et de manipulation de l'opinion publique appelé Cambridge Analytica. Ce dernier institut, avec sa chaîne d'information Breitbart axée sur la supériorité de la race blanche, a probablement eu un rôle décisif dans la victoire à la présidence de Donald Trump, et a aussi été impliqué dans des manipulations d'opinions pour un résultat pro-Brexit dans le référendum au Royaume-Uni⁴.

L'indication la plus claire du fait que l'obstruction mutuelle au sein de la classe dominante a franchi un nouveau pas qualitatif – celle d'une crise politique à grande échelle – est que, bien plus que dans les années passées, l'orientation impérialiste et la stratégie militaire de la superpuissance sont elles-mêmes devenues la principale pomme de discorde et des sujets donnant prise au blocage de l'État.

Les États-Unis et la question russe

Une des particularités des élections présidentielles américaines de 2016 a été (comme dans les "républiques bananières" proverbiales) qu'aucun des deux candidats n'acceptait sa défaite.

4. Pour une analyse plus détaillée des contradictions entre la politique de Trump et les intérêts de la principale fraction de la bourgeoisie américaine, voir notre article "L'élection de Trump et le délitement de l'ordre capitaliste mondial" de la Revue internationale n° 158, qui développe aussi le contexte du déclin global des États-Unis et le cancer du militarisme qui se développe toujours et qui pèse sur son économie.

Trump l'avait déjà annoncé avant le jour de l'élection, mais sans dire ce qu'il ferait dans le cas d'une défaite. En ce qui concerne Hillary Clinton, au lieu de blâmer qui que ce soit d'autre pour sa défaite (elle-même par exemple)⁵, elle avait décidé d'en attribuer la responsabilité à Vladimir Poutine. En même temps, une grande partie de l'*establishment* politique américain a repris ce thème, si bien que le "Russia-gate" est devenu le principal instrument d'opposition à l'administration Trump au sein de la classe dominante américaine. Comme le monde entier le sait maintenant, les connexions de Trump avec la Russie remontent à l'année 1987, quand Moscou était encore la capitale de l'URSS et "l'Empire du Mal" aux yeux des États-Unis. Selon un film documentaire récent, sur ZDF, la deuxième chaîne d'État en Allemagne⁶, c'était la connexion russe de Trump, notamment ses liens d'affaires avec la pègre russe, qui a (peut-être plusieurs fois) sauvé Trump de la faillite. En tout cas, l'idée centrale des investigations contre Trump à propos de la Russie, c'est que la personne qui est devenue président des États-Unis dépend du Kremlin et est peut-être l'objet de chantage de la part de ce dernier. Ce qui est surtout vrai, c'est que les *trumpistes* voulaient et veulent toujours changer radicalement la politique des États-Unis avec la Russie, faire une "une bonne affaire" avec Poutine.

Il est nécessaire, ici, de rappeler brièvement l'histoire des relations Amérique-Russie depuis l'effondrement de l'Union Soviétique.

Pendant les jours grisants de la "victoire" américaine dans la guerre froide, il y avait dans la classe dominante américaine un sentiment très fort que son ancien rival en tant que superpuissance pourrait devenir une espèce d'État vassal et, surtout, la source d'abondants profits. Le premier président russe, Boris Eltsine, se reposait sur des conseillers américains ("néolib") dans le processus de conversion du système stalinien existant en "économie de marché". Le résultat a été un désastre

5. Son mari, l'ex-président Bill Clinton, aurait été furieux de l'incompétence avec laquelle sa campagne avait été gérée.

6. ZDF Zoom : Gefährliche Verbindungen – Trump und seine Geschäftspartner ("Connexions dangereuses – Trump et ses partenaires en affaires") de Johannes Hano et Alexander Sarovic.

économique. En ce qui concerne les conseillers américains "experts", leur principale préoccupation était de faire passer autant que possible la fabuleuse richesse en matières premières de la Russie sous contrôle américain. La présidence d'Eltsine (1991-1999), un gouvernement de type mafieux, était plus ou moins prête à vendre les ressources du pays au meilleur offrant. L'administration qui lui a succédé, celle de Vladimir Poutine, bien qu'elle ait d'excellents rapports avec le milieu russe, s'est rapidement avérée être un régime d'une toute autre sorte, gérée par des bureaucrates des services secrets déterminés à défendre l'indépendance de la mère-patrie Russie et à garder ses richesses pour eux-mêmes. Ce fut donc Poutine qui a empêché la prise de contrôle américaine sur l'économie russe. Cette perte sérieuse a correspondu à un déclin plus global de l'autorité américaine, déclin qui voyait la plupart de ses anciens alliés, et même un certain nombre de puissances secondaires dépendantes, commencer à contester l'hégémonie de la seule superpuissance mondiale restante.

Depuis l'ascendance de Poutine, les soi-disant "néocons", les instituts et les *think-tanks* "conservateurs" et ouvertement belliqueux aux États-Unis, ont perpétuellement plaidé pour un "changement de régime" à Moscou. Une fois de plus, la Russie sous Poutine est devenue une espèce "d'empire du mal" pour la propagande guerrière de l'impérialisme américain. Malgré le changement abrupt dans la politique américaine de la Russie sous Poutine, la politique américaine est restée vis-à-vis de la Russie, jusqu'en 2014, fondamentalement la même. Son axe principal était l'encercllement de la Fédération de Russie, d'abord et avant tout avec le déploiement de l'OTAN de plus en plus près du cœur de la Russie. Avec l'intégration des anciens pays baltes de l'URSS dans l'OTAN, la machine militaire américaine s'est retrouvée à encercler l'enclave russe de Kaliningrad, à une distance presque accessible à pied des faubourgs de Saint-Petersbourg, la deuxième ville de Russie. Cependant, quand Washington a offert à deux anciennes composantes de l'Union Soviétique de devenir membre de l'OTAN – l'Ukraine et la Géorgie –, ce sont d'autres "partenaires" de l'OTAN qui l'en ont empêché, en particulier l'Allemagne, qui a réalisé que cette étape allait vraisemblablement

provoquer une espèce de réaction militaire de Moscou.

Les "partenaires" occidentaux ont d'ailleurs été d'accord sur une procédure plus subtile : l'Union Européenne a offert à l'Ukraine un accord de "libre échange". Mais comme l'Ukraine avait déjà un accord similaire avec la Fédération de Russie, les conséquences de l'arrangement entre Bruxelles et Kiev allaient être que les marchandises européennes, via l'Ukraine, pourraient entrer librement en Russie. Bruxelles a cependant délibérément exclu Moscou de ses négociations avec Kiev. La réaction de Moscou à cet arrangement entre Bruxelles et Kiev ne s'est donc pas fait attendre : l'Ukraine devait choisir entre un marché partagé avec l'UE, ou avec la Russie. Il est apparu une situation qui menait à une confrontation ouverte entre forces "pro-occidentales" et "pro-russes" en Ukraine. À l'époque, le Vieux Grand manitou de la diplomatie américaine, Henry Kissinger, disait à CNN que le changement de régime à Kiev était une espèce de répétition générale de ce qui arriverait à Moscou.⁷ Mais il s'est alors produit quelque chose que personne à Washington ne semble avoir prévu : une contre-offensive militaire russe. Ses trois principales composantes étaient le mouvement séparatiste soutenu par Moscou en Ukraine orientale, l'annexion de la péninsule de Crimée sur la côte de la Mer Noire ukrainienne, et l'intervention militaire de la Russie en Syrie. Il est apparu une nouvelle situation, dans laquelle la cohérence et l'unité de la politique américaine vis-à-vis de la Russie ont commencé à s'effriter.

Un accord pouvait encore avoir lieu à Washington sur l'étranglement économique de la Russie, vu comme une réponse adéquate à la contre-offensive de Moscou. Les trois piliers de cette politique – encore en place – sont : des sanctions économiques : l'affaiblissement du secteur énergétique russe en maintenant le prix du pétrole et du gaz aussi bas que possible sur le marché mondial ; enfin, l'intensification de la course aux armements avec une Russie qui était économiquement incapable de tenir la cadence. Mais, à partir de 2014, il y a eu des dissensions croissantes sur la manière dont l'Amérique devait répondre à la Russie au niveau militaire. Une faction dure a surgi, qui

devait soutenir Hillary Clinton à l'élection présidentielle de 2016. Un de ses représentants était le commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, Philip Breedlove. En novembre 2014, et de nouveau en mars 2015, Breedlove a répandu ce qui allait s'avérer être une *fake-news*, que l'armée russe avait envahi l'est de l'Ukraine. Cela ressemblait à une tentative de créer un prétexte pour une intervention de l'OTAN en Ukraine. Le gouvernement allemand était tellement alarmé qu'à la fois la chancelière Merkel et le ministre des affaires étrangères Steinmeier ont condamné publiquement ce qu'ils appelaient "la propagande dangereuse" du commandant de l'OTAN.⁸ Breedlove, évidemment, n'engendrait pas l'amour, mais la guerre. Selon la revue allemande *Cicero* (04.03.16), Breedlove a aussi proposé au Congrès américain d'attaquer Kaliningrad, le port russe situé sur la mer Baltique, en guise de réponse adéquate à l'agression russe plus au sud. Il n'était pas le seul à partager cette manière de voir. L'agence *Associated Press* a rapporté que le Pentagone était en train d'envisager l'usage de l'arme atomique contre la Russie. Et, lors d'une conférence de l'Association de l'Armée américaine en octobre 2016, des généraux américains disaient qu'une guerre avec la Russie et même la Chine, était "presque inévitable".⁹ Ces déclarations étaient extrêmes, mais elles montrent la force inébranlable de la position "antirusse" au sein des cercles militaires américains. Alarmé par cette escalade, celui qui avait été en dernier à la tête de l'État de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, a écrit une contribution pour le *Time Magazine* (27.01.17), titrée "Il semble que le monde se prépare à la guerre", dans laquelle il voulait mettre en garde contre le danger d'une catastrophe nucléaire en Europe. Gorbatchev ne réagissait pas moins qu'à une idée qui était de plus en plus mise en avant par les *think-tanks* conservateurs aux États-Unis : que les risques imposés par un conflit nucléaire avec la Russie étaient devenus calculables et pouvaient être "minimisés" - au moins pour les États-

8. *Der Spiegel*, 07.03.2015. "NATO Oberbefehlshaber Breedlove irritiert die Alliierten". (OTAN, le commandant en chef irrite les alliés.)

9. Wolfgang Bittner : *Die Eroberung Europas durch die États-Unis (La Conquête de l'Europe par les États-Unis)*, page 151.

Unis. Selon cette "école de pensée", un tel conflit ne serait pas déclaré mais se développerait à partir de la "guerre hybride" (Breedlove) avec la Russie, dans laquelle les distinctions entre les affrontements armés, la guerre conventionnelle et la guerre nucléaire s'estompent. C'est en réponse à une telle "pensée à haute voix" à Washington que le Kremlin a "assuré" le monde entier que la capacité de frappe nucléaire russe était encore telle que, non seulement Berlin, mais Washington aussi seraient "rasés jusqu'au sol" si l'OTAN attaquait la Russie.¹⁰

Face à cette considération croissante de l'option militaire contre la Russie, l'opposition s'est développée non seulement au sein de l'OTAN mais aussi au sein de la classe dominante américaine. Le sommet de l'OTAN de septembre 2014 au Pays de Galles a rejeté la proposition d'intervenir militairement en Ukraine et a abandonné, au moins temporairement, l'idée que Kiev devienne un membre de l'OTAN. Et à partir de ce moment, Barack Obama, tant qu'il a été en place, tout en contribuant à la modernisation des forces armées ukrainiennes, a toujours rejeté un engagement militaire américain direct dans ce pays. Mais la réaction la plus importante politiquement à la situation avec la Russie au sein de la bourgeoisie américaine a été celle de Donald Trump. Pour comprendre comment dans ce contexte, une nouvelle position sur la politique vis-à-vis de la Russie en est arrivée à être formulée dans la bourgeoisie américaine, il faut garder à l'esprit que la Russie n'a pas la même signification pour les États-Unis qu'elle avait il y a un quart de siècle, pendant "la période de lune de miel" entre Bill Clinton et Boris Eltsine. À cette époque, l'objectif principal de la politique russe de l'Amérique était la Russie elle-même, le contrôle de ses ressources. Aujourd'hui, le contrôle américain de la Russie serait plus un moyen d'un nouveau dessein : l'encerclement militaire du nouvel ennemi n°1 qui est la Chine. Dans ce contexte qui a changé, Donald Trump pose une question très simple au reste de sa classe : si la Chine est maintenant notre principal ennemi, pourquoi n'essayons-nous pas de gagner Moscou à une alliance contre la Chine ? La Russie n'est ni l'amie naturelle de la Chine, ni l'ennemi naturel des États-Unis.

7. Youtube, 17.08.2015.

10. Youtube, 05.02.2015

La question qui pour le moment présente le plus d'intérêt pour le "courant dominant" de la bourgeoisie américaine (en particulier les supporters d'Hillary Clinton), est cependant différente : est-ce que le Kremlin a eu une influence sur l'issue des dernières élections présidentielles ? Répondre à cette question n'est pas difficile en fait. Poutine a non seulement influencé les élections, il a même contribué à créer au sein de la bourgeoisie américaine un groupe ouvert à conclure des arrangements avec Moscou. Les principaux moyens qu'il a utilisés dans ce but ont été des plus légitimes dans la société bourgeoise : la proposition de traités d'affaires. Par exemple, l'arrangement proposé à Exxon Oil et à son président, Rex Tillerson – maintenant secrétaire d'État (ministère des affaires étrangères) – est estimé à 500 milliards de dollars. Nous pouvons donc comprendre comment, après tous les discours de la bourgeoisie au cours des dernières décennies sur les sources d'énergie fossile qui appartiennent au passé, il y a un gouvernement à Washington aujourd'hui avec une surreprésentation de l'industrie pétrolière et même du charbon : ce sont les parties de l'économie à qui la Russie peut le plus offrir.

Bien que Trump ait apparemment réussi à convaincre Henry Kissinger de sa proposition (Kissinger est devenu un conseiller de Trump et un avocat de la "détente" avec la Russie), il est très loin d'avoir convaincu la majorité des gros bonnets qui lui sont opposés. Une des raisons en est que, ce que Dwight Eisenhower, dans son discours d'adieu en tant que président des États-Unis (17.02.1961) appelait le "complexe mi-

litaro-industriel", se sent menacé dans son existence par un traité possible avec la Russie. C'est parce que la Russie, pour le moment, continue à être la principale justification du maintien d'un appareil aussi gigantesque. À la différence de la Russie, la Chine, au moins pour le moment, bien qu'étant une puissance atomique, n'a pas un tel assemblage de missiles nucléaires intercontinentaux menaçant directement les plus grandes villes des États-Unis.

En guise de conclusion

L'œil du cyclone du capitalisme en décomposition est aujourd'hui le pays central du système bourgeois : les États-Unis. Le triomphe électoral d'un président qui personnifie la vague populiste a déjà démontré à quel point cette émergence est contraire aux intérêts "rationnels" du capital national et des factions de la bourgeoisie qui les représentent le mieux (au niveau sécuritaire, militaire, diplomatique et politique) qui ont le plus le sens des "besoins de l'État". Là, la tendance dominante à présent est clairement l'intensification des tensions et même une impasse authentique au sein de la classe dominante. Mais, précisément parce que les États-Unis sont si centraux pour le monde capitaliste, la pression sur la bourgeoisie américaine s'accroît chaque jour pour essayer de trouver une solution à cette situation difficile. Mais comment ? Pour le moment, il ne semble pas que l'administration Trump soit capable d'imposer sa politique – la résistance au sein de la classe dominante semble être trop forte. Une autre possibilité est que les *trumpistes* cèdent et adoptent tacitement la politique de

leurs opposants (ou au moins, se montrent plus enclins à des compromis). Bien qu'il y ait des signes dans ce sens, il y a aussi des signes qui vont aussi dans le sens contraire. L'option la plus en discussion est "*impeachment*" du président. L'inconvénient de cette méthode, qui vise à écarter Trump du bureau ovale, est qu'elle menace de devenir une procédure politique, légalement compliquée et qui s'éternise. D'autres options, prometteuses d'une résolution plus rapide du problème, sont sans aucun doute sur la table aussi, même si elles ne sont pas discutées aussi librement : l'une d'entre elles est de faire reconnaître et déclarer le président "dément", donc incapable. Il est aussi possible que Trump (ou quelqu'un d'autre) essaie de sortir de l'impasse avec des aventures militaires à l'étranger. Un des avantages de la "guerre contre le terrorisme" menée par George W. Bush était qu'il permettait à son gouvernement, au moins temporairement, d'unifier la classe dominante derrière lui, et d'imposer de grandes parties de son programme "néo-conservateur". Aujourd'hui, des pays comme la Corée du Nord ou l'Iran offrent des cibles tentantes pour de telles opérations, puisqu'elles sont étroitement liées, non seulement à la Russie, mais aussi à la Chine. S'il y a une chose sur laquelle la bourgeoisie américaine est d'accord, c'est que Pékin est le principal rival aujourd'hui.

Steinklopfer, 23.08.17 et réactualisé.

La révolution mondiale est le seul avenir de l'humanité

Manifeste sur la Révolution d'Octobre 1917 en Russie

En octobre 1917, après trois ans de carnage indescriptible sur les champs de bataille, une lueur d'espoir surgissait dans les ténèbres de la guerre : les ouvriers russes, après avoir chassé le Tsar en février, renversaient le gouvernement provisoire bourgeois qui l'avait remplacé mais qui s'obstinait dans la poursuite de la guerre "jusqu'à la victoire". Les Soviets (conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans), avec le parti bolchevique en première ligne, demandaient la fin immédiate de la guerre et appelaient les ouvriers du monde à suivre leur exemple révolutionnaire. Ce n'était pas un rêve absurde puisqu'il existait déjà des explosions de colère dans tous les pays en guerre – des grèves dans les industries de guerre, des mutineries et des fraternisations sur le front. En novembre 1918, l'éclatement de la révolution en Allemagne obligeait la classe dominante à appeler à un arrêt de la guerre par crainte que toute tentative de la prolonger ne fasse qu'attiser les flammes de la révolution. Pendant une brève période, le spectre du "bolchevisme" – qui à cette époque symbolisait la solidarité de la classe ouvrière au-delà de toutes les frontières, et la conquête du pouvoir politique par les conseils ouvriers – hanta le monde. Pour la classe dominante, cela ne pouvait signifier que chaos, anarchie, effondrement de la civilisation elle-même. Mais pour les travailleurs et les révolutionnaires qui la soutenaient, l'insurrection d'Octobre contenait la promesse d'un monde nouveau. En 2017, la révolution russe demeure un événement majeur dans l'histoire du monde, et son centenaire renvoie aux puissances qui dirigent le monde des souvenirs pénibles. En Russie même, le régime de Poutine a eu du mal à trouver le ton juste pour sa commémoration : après tout, la puissante URSS de Staline, dont Poutine (qui a fait ses premières armes dans le KGB) rêve de restaurer l'empire, s'était aussi proclamée l'héritière de la révolution d'Octobre. Mais à côté de cette interprétation nationaliste (en fait diamétralement opposée) nous avons la vision internationaliste de Lénine et des bolcheviks, l'idée que la loyauté de la classe ouvrière en Russie n'est pas envers la mère-patrie mais envers les travailleurs du monde entier. Dans les pays démocratiques occidentaux, on nous sert toutes sortes de mixtures d'analyses et d'explications, mais une chose est sûre, si elles viennent des porte-paroles politiques, médiatiques ou académiques du capitalisme, elles ne serviront qu'à déformer la signification de la révolution russe.

Quels sont les grands fronts de cette offensive idéologique, de cette tentative, soit d'enterrer, soit de pervertir la mémoire de la classe ouvrière ?

La guerre de classe est-elle dépassée ?

Premier front de l'offensive : tout cela est de l'histoire ancienne, sans grand intérêt pour le monde moderne. Nous ne vivons plus, nous dit-on, aux temps décrits dans les films saccadés en noir et blanc, où les charges de cavalerie étaient encore en usage dans la guerre et où les paysans labouraient la terre avec des charrues tirées par des chevaux (s'ils avaient assez de chance pour en posséder). Même les gran-

des usines comme celle de Poutilov à Petrograd (aujourd'hui Saint-Pétersbourg) où des dizaines de milliers d'ouvriers étaient exploités à l'extrême de leurs forces, ont en grande partie disparu, tout au moins dans la plupart des pays occidentaux. Bien sûr, non seulement il y a beaucoup moins de paysans, mais existe-t-il encore une classe ouvrière et, si c'est le cas, peut-on dire encore que c'est une classe exploitée alors qu'il est possible de faire appel à la protection sociale d'un État bienveillant et que beaucoup de travailleurs peuvent acheter (même à crédit) toutes sortes de choses qui auraient été hors d'atteinte des ouvriers russes en 1917 ? Les entreprises ultra-modernes comme *Uber* ne sont-elles pas plus

proches de la réalité lorsqu'elles classent leur force de travail comme une somme d'autoentrepreneurs isolés et non comme une force de travail collective capable d'agir ensemble dans son propre intérêt ? Quel que soit le travail que nous faisons, ne serions-nous pas tous mieux définis comme citoyens d'un vaste ordre démocratique ?

Pourtant, on nous répète chaque jour que le capitalisme (principalement sous sa forme actuelle "néolibérale") domine la planète, que ce soit présenté comme une bonne chose ou non. Il est d'ailleurs exact que le capitalisme domine la planète comme jamais auparavant – c'est incontestablement un système mondial, un mode de production global qui règne sur tous les pays du monde, y compris ceux, comme Cuba et la Chine, qui se proclament encore "socialistes"... Mais il demeure que là où le capital existe, il y a une classe qui le produit, qui travaille et qui est exploitée parce que le capital, par définition, est basé sur le travail non payé extorqué à ceux qui travaillent pour un salaire – qu'ils travaillent dans des usines, des bureaux, des écoles, des supermarchés, des hôpitaux, dans les transports ou à la maison. En bref, comme l'a dit Marx, dans une brochure précisément appelée : *Travail salarié et capital*, "le capital présuppose le travail salarié, et le travail salarié présuppose le capital". Où il y a un capital, il y a une classe ouvrière.

Évidemment, le profil de la classe ouvrière a énormément évolué depuis 1917. Des complexes industriels entiers ont migré en Chine ou en Amérique latine, ou encore dans d'autres parties de ce qu'on appelait autrefois le "Tiers-monde". Dans une grande partie de l'économie des "pays industrialisés" d'Europe occidentale, de nombreux ouvriers ont cessé de produire des biens matériels au sein de l'usine et travaillent maintenant sur des écrans d'ordinateur dans "l'économie du savoir" ou dans le secteur financier, souvent dans des lieux de travail beaucoup plus petits. De même, avec le démantèlement des sec-

teurs industriels traditionnels comme les mines, les aciéries ou les chantiers navals, les concentrations d'habitations ouvrières ont aussi été disloquées. Tout cela a contribué à saper les moyens par lesquels la classe ouvrière s'identifiait comme classe, avec une existence distincte et des intérêts distincts dans la société. Cela a affaibli la mémoire historique de la classe ouvrière. Mais cela ne l'a pas fait disparaître.

C'est vrai que si la classe ouvrière continue d'exister objectivement cela n'implique pas qu'il subsiste automatiquement dans des parties significatives de celle-ci un projet politique, l'idée que le système capitaliste doit être, et peut être, renversé et remplacé par une forme supérieure de société. D'ailleurs, en 2017, il est légitime de se demander : où sont les équivalents aujourd'hui des organisations marxistes, comme les bolcheviks en Russie ou les spartakistes en Allemagne, qui avaient été capables de développer une présence parmi les travailleurs industriels et d'avoir une grande influence quand ils s'engageaient dans des mouvements de masse, dans des grèves ou des soulèvements ? Dans les dernières décennies qui vont de la période de "l'effondrement du communisme" à celle du surgissement du populisme (à la Trump ou Le Pen), ceux qui parlent encore de la révolution prolétarienne sont souvent considérés, au mieux, comme des curiosités sans importance, des animaux rares d'une espèce en voie d'extinction, et pas seulement par les media capitalistes hostiles. Pour la grande majorité de la classe ouvrière, 1917, la Révolution russe, l'Internationale Communiste – tout cela a été oublié, peut-être enfoui dans quelque recoin profond de l'inconscient, mais ne fait plus partie d'une quelconque tradition vivante. Aujourd'hui, nous avons atteint un niveau si bas dans la capacité du mouvement ouvrier de se souvenir de son propre passé que les partis de la droite populiste peuvent se présenter eux-mêmes – et être présentés par leurs opposants libéraux – comme des partis de la classe ouvrière, comme les véritables héritiers de la lutte contre les élites qui gouvernent le monde.

Cet oubli n'est pas accidentel. Le capitalisme aujourd'hui, plus que jamais, repose sur le culte de la nouveauté, sur "la révolutionnarisation continue" non seulement des moyens de production, mais aussi des biens de consom-

mation, si bien que ce qui était jadis nouveau, comme les derniers téléphones portables, devient vieux en l'espace de deux ans et doit être remplacé. Ce dénigrement de ce qui est "démodé", de l'expérience historique authentique, est utile pour la classe des exploités parce que cela sert à produire une espèce d'amnésie chez les exploités. La classe ouvrière est confrontée au danger d'oublier sa propre tradition révolutionnaire ; et elle désapprend les leçons réelles de l'histoire à ses dépens, parce qu'elle aura besoin de les appliquer dans ses luttes futures. La bourgeoisie, en tant que classe réactionnaire, veut soit que nous oublions le passé, soit (comme avec les populistes et les djihadistes) nous offrir le mirage d'un faux passé idéalisé. Le prolétariat, à l'opposé, est une classe qui a un futur et qui, pour cette raison même, est capable d'intégrer ce qu'il y a de meilleur dans le passé de l'humanité dans sa lutte pour le communisme.

Le capitalisme s'est survécu

Nous avons besoin de tirer les leçons du passé parce que le capitalisme est un système social condamné par ses propres contradictions internes, et les contradictions qui ont plongé le monde dans les horreurs de la Première Guerre mondiale en 1914 sont les mêmes que celles qui menacent aujourd'hui le monde d'une plongée dans la barbarie qui va en s'accéléralant. La contradiction entre le besoin d'une planification de la production et de la distribution à l'échelle de la planète et la division du monde en États-nations concurrents est à la base des grandes guerres impérialistes et des conflits du XX^{ème} siècle ; elle est toujours à la base des confrontations militaires chaotiques qui dévastent des régions entières au Moyen-Orient, en Afrique et au-delà. La même contradiction – qui n'est qu'une expression de l'incompatibilité entre la production socialisée développée par le capitalisme et son appropriation privée par la classe bourgeoise – est inséparable à la fois des convulsions économiques qui ont secoué le capitalisme mondial en 1929, 1973 et 2008 et de la destruction écologique accélérée qui menace la base même de la vie sur Terre.

En 1919, les révolutionnaires qui se sont rassemblés à Moscou pour fonder la Troisième Internationale, l'Internationale communiste, ont dit que la

guerre impérialiste de 1914-18 marquait l'entrée du capitalisme mondial dans son époque d'obsolescence et de déclin, une époque dans laquelle l'humanité serait confrontée au choix entre socialisme ou barbarie. Ils ont prédit que si le capitalisme n'était pas renversé par la révolution prolétarienne mondiale, il y aurait des guerres encore plus dévastatrices que celle de 1914-1918, des formes de domination capitalistes plus monstrueuses que tout ce qu'on avait déjà vu. Avec la défaite de la vague révolutionnaire internationale, avec les conséquences de l'isolement et de la dégénérescence de la révolution en Russie, il s'est avéré qu'ils n'avaient eu que trop raison : les horreurs du nazisme, du stalinisme, et la Seconde Guerre mondiale ont en effet été pires que tout ce qui avait précédé.

C'est vrai que le capitalisme a surpris de façon répétée les révolutionnaires par sa résilience, sa capacité d'inventer de nouvelles façons de survivre et même de prospérer. La Deuxième Guerre mondiale a été suivie par plus de deux décennies de "boom économique" dans les pays capitalistes centraux, même si cela s'accompagnait aussi de la menace d'anéantissement nucléaire exercée par les deux blocs impérialistes dominant le monde. Bien que ce "boom" ait ouvert la voie à une crise économique nouvelle et prolongée à la fin des années 1960, le capitalisme, depuis les années 1980, a appliqué de nouvelles formules, non seulement pour rester en vie, mais même pour s'étendre dans des zones qui étaient auparavant "sous-développées", comme l'Inde et la Chine. Mais ce développement même, qui fut alimenté dans une grande mesure par des injections colossales de crédit, a accumulé d'énormes problèmes économiques pour le futur (dont le *krach* financier de 2008 a constitué déjà un avertissement). En même temps, la croissance des dernières décennies a pesé d'un poids terrible sur l'environnement naturel et n'a en aucune manière diminué le danger de conflits militaires. La menace d'une guerre mondiale entre deux blocs géants peut avoir reculé, mais aujourd'hui, il y a encore plus de pays dotés d'armes nucléaires et les guerres par procuration entre les grandes puissances, qui autrefois étaient plus ou moins restreintes aux régions les moins développées, ont maintenant un impact direct sur les pays centraux eux-mêmes, avec la multiplication des attentats terroristes en Europe et en

Amérique et les vagues de réfugiés qui fuient désespérément les guerres cauchemardesques du Moyen-Orient et d'Afrique. La survie du capitalisme est, plus que jamais, incompatible avec la survie de l'humanité.

Ainsi, la révolution est encore plus nécessaire aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1917 ; c'est l'ultime espoir de l'humanité confrontée à un système social en pleine décomposition. Et il ne peut s'agir que d'une révolution mondiale, une révolution qui balaie le système capitaliste de la planète et le remplace par une communauté humaine mondiale faisant de la Terre un "trésor commun" et libère la production et la distribution des exigences inhumaines du marché et du profit. C'était déjà le secret de la révolution en 1917, qui n'était pas simplement "russe" mais était comprise par ses protagonistes comme le premier assaut d'une révolution mondiale ; et c'était effectivement un facteur actif et indispensable des grèves de masse et des soulèvements qui se sont répandus dans le monde entre 1917 et 1923.

La révolution empire-t-elle les choses ?

Reste le problème suivant : si une nouvelle société est nécessaire, est-elle réellement possible ? De fait, **un deuxième front de l'offensive** contre la mémoire d'octobre 1917 est l'idée que *la révolution ne peut qu'empirer les choses*.

La preuve ? La révolution russe a abouti au goulag stalinien : la terreur de masse, les procès montés de toutes pièces, la falsification de l'histoire, l'élimination de toute opinion dissidente ; elle a créé des économies qui pouvaient générer de grands arsenaux militaires mais étaient incapables de fournir des biens de consommation décentes ; elle a établi une "dictature du prolétariat" qui employait les tanks pour écraser les révoltes prolétariennes, comme en Allemagne de l'Est en 1953, en Hongrie en 1956, ou en Pologne en 1981.

Et tout cela n'est pas arrivé soudainement après la mort de Lénine en 1924 et avec la montée de Staline au pouvoir. Même au temps de Lénine, les grèves ouvrières et les révoltes étaient confrontées à la force armée. La violence incontrôlée de la *Tcheka* comptait beaucoup de victimes parmi la classe ouvrière et les paysans. Même du vivant de Lénine, les Soviets

ont progressivement cessé d'exercer un quelconque contrôle réel sur l'État, et la dictature du prolétariat a en grande partie été remplacée par une dictature du parti bolchevique.

Ceux qui défendent avec sérieux la possibilité de la révolution n'ont aucun intérêt à cacher la vérité ou à minimiser l'immensité de la tâche attendant une classe ouvrière qui aurait l'audace de s'affronter au système capitaliste et de le renverser. Faire la révolution, c'est se débarrasser de toute la boue des différentes époques du passé – de toutes les illusions et de toutes les habitudes nocives héritées, non seulement de la société capitaliste et de son idéologie, mais de milliers d'années de domination de classe. Cela exige un grand effort physique, moral et intellectuel, visant non seulement à démanteler l'ancien régime, son État et son économie, mais à créer de nouveaux rapports sociaux qui ne soient plus basés sur la concurrence et l'exclusion, mais sur la solidarité et la coopération, et tout cela à l'échelle de la planète. L'ampleur même du projet, son impossibilité apparente, sont devenues un facteur supplémentaire des difficultés actuelles de la classe ouvrière. Il est beaucoup plus facile de se retrancher derrière la passivité ou, pour ceux qui restent convaincus que le système actuel est profondément mauvais, de chercher les alternatives plus "faciles" offertes par les "hommes forts" populistes, par le terrorisme nihiliste qui se pose en "dji-had" ou par les partis "de gauche" qui affirment que l'État capitaliste existant peut mettre en place une société socialiste.

Nous n'avons rien à cacher sur la réalité de la révolution russe, ses terribles difficultés et ses erreurs tragiques. Nous reviendrons plus loin sur certaines de ces erreurs. Mais auparavant, examinons les conclusions que nous offre l'histoire conventionnelle selon lesquelles le bolchevisme, dès le début, n'était pas différent du stalinisme, que toute tentative de détruire l'état de choses existant aboutira inévitablement à la terreur massive et à la répression, ou que la nature humaine est ainsi faite que la société capitaliste d'aujourd'hui est la meilleure que nous puissions espérer. Rappelons-nous qu'en 1917, la classe dominante n'a pas cru qu'il suffisait de s'en remettre au prétendu égoïsme de la nature humaine, elle n'a pas attendu que tout aille de travers pour pouvoir

ricaner ensuite : "je vous l'avais bien dit". En 1917 et dans les années qui ont suivi, la classe dominante du monde entier a, de fait, pris très au sérieux la menace de la révolution et elle a fait tout ce qu'elle a pu pour la réprimer. Confrontée à l'éclatement de la révolution allemande en 1918, elle s'est hâtée de mettre fin à la guerre afin d'éliminer une des principales forces motrices des grèves de masse et des mutineries ; de plus, les Alliés sont venus en aide à leur ennemi de naguère – la classe dominante allemande – dans les efforts de ce dernier pour abattre les ouvriers, soldats et marins révolutionnaires tentés de suivre l'exemple de l'insurrection d'Octobre. Confrontés au pouvoir des Soviets en Russie, les deux camps de la guerre impérialiste sont intervenus avec l'objectif d'étouffer dans l'œuf le danger bolchevique. Ceux qui défendaient le pouvoir des Soviets dans la guerre civile déclenchée par les forces contre-révolutionnaires en Russie ne devaient pas seulement combattre les armées "blanches" levées sur place mais des corps expéditionnaires envoyées par les Britanniques, les Américains, les Japonais, les Allemands et bien d'autres, qui ont envoyé aussi des armes et des conseillers aux armées blanches. La guerre civile, s'ajoutant au blocus économique imposé par les alliés occidentaux après le retrait des Soviets de la guerre, a rapidement réduit en ruines l'économie russe - déjà rendue exsangue par trois ans de guerre – et cela a eu comme conséquence de terribles pénuries et la famine généralisée. Les conditions de la guerre civile ont aussi affaibli les bastions de la classe ouvrière industrielle qui avaient été la force la plus active dans la révolution, puisque la plupart de ses membres les plus dévoués se sont portés volontaires pour rejoindre les fronts militaires et qu'un nombre incalculable d'entre eux y ont perdu la vie, tandis que beaucoup d'autres ouvriers n'ont eu d'autre choix, pour échapper à la famine dans les villes, que de partir à la campagne pour y chercher de la nourriture et du travail. À l'intérieur et à l'extérieur de la Russie, un flot permanent de propagande était dirigé contre les bolcheviks, les décrivant comme des assassins d'enfants et des violeurs de femmes, et utilisaient souvent des thèmes antisémites affirmant que le bolchevisme n'était qu'un simple instrument d'une vaste conspiration juive internationale.

En fait, pour beaucoup de politiciens des "puissances démocratiques" - y compris Winston Churchill en Grande-Bretagne - le régime fasciste en Italie (et plus tard en Allemagne) était vu comme un mal nécessaire si on pouvait s'appuyer sur lui pour endiguer la marée bolchevique. De la même façon, quand l'URSS sous Staline a cherché à rejoindre le "concert des nations", nombre de politiciens et d'États bourgeois ont été capables de voir que Staline était "un homme avec qui on pouvait s'entendre" et ont compris que sa politique "du socialisme dans un seul pays" signifiait qu'il n'était plus intéressé par la révolution mondiale - et qu'en réalité il était contre elle. Cette acceptation de l'URSS dans le concert impérialiste fut confirmée par sa participation à la Deuxième Guerre mondiale aux côtés des Alliés.

Et c'était bien la démonstration la plus parlante que le stalinisme ne représentait pas la continuation du bolchevisme mais qu'il était son fossoyeur. En 1914-18, le bolchevisme défendait l'opposition révolutionnaire à la guerre impérialiste, pour la lutte de classe contre tous les États belligérants. En 1941, l'URSS stalinienne - à la suite d'un pacte temporaire avec l'Allemagne nazie - a brandi le drapeau de la "grande guerre patriotique" et a pris part au repartage impérialiste du globe à la fin de celle-ci.

Le grand mensonge : "stalinisme égale communisme"

Le stalinisme n'était donc pas le produit de la révolution, mais de l'isolement et de la défaite de celle-ci. En 1923, l'incendie révolutionnaire international déclenché par l'insurrection d'Octobre s'était éteint, fournissant les munitions requises par la couche de bureaucrates, qui allait en se renforçant dans le parti bolchevique, pour déclarer que la priorité n'était plus la révolution mondiale, mais la construction du socialisme en URSS. Mais cela voulait dire abandonner l'idée de base du marxisme que le socialisme ne peut être construit qu'à l'échelle mondiale, que des avant-postes isolés de socialisme sont une impossibilité. Ainsi, ce qui fut construit par les Plans quinquennaux impitoyables de la bureaucratie stalinienne n'était pas du socialisme mais une forme de capitalisme dans laquelle les capitalistes individuels étaient rempla-

cés par un patron unique, l'État. Cette tendance au capitalisme d'État ne se limitait nullement à l'URSS : c'était la réponse universelle du capitalisme à la crise économique et à la guerre, prenant diverses formes : le fascisme en Italie et en Allemagne, le *New Deal* aux États-Unis, l'État-providence keynésien après la Deuxième Guerre mondiale, les dictatures militaires dans beaucoup de pays capitalistes plus faibles. La particularité de la Russie était, d'une part, que la tendance vers le capitalisme d'État y avait atteint sa forme la plus extrême, la plus concentrée, résultat d'une quasi-élimination (par leur fuite ou leur expropriation) des capitalistes privés pendant la révolution, et d'autre part, comme la contre-révolution s'était développée du sein de l'État qui était né de la révolution, et avait annexé un parti bolchevique qui s'était pratiquement confondu avec l'État, le régime stalinien fut en mesure, pour le reste de ses jours, de se réclamer d'une continuité avec la révolution d'Octobre qu'il avait enterrée sous des monceaux de cadavres.

Cette identification mensongère a donné un lustre radical aux partis staliens hors de Russie, qui pouvaient également camoufler leur fidélité totale au capitalisme et aux intérêts nationaux de leurs pays respectifs en se référant à l'Octobre rouge. Mais, surtout, cela a donné licence aux principaux secteurs de la classe dominante en Occident pour répandre le plus grand mensonge de l'histoire selon lequel le régime stalinien serait égal au communisme.

L'énormité de ce mensonge peut se mesurer en comparant le régime stalinien à ce qui a été défendu au sein du mouvement ouvrier, au moins depuis les temps de Marx et Engels, concernant ce que signifie réellement le communisme. Pour Marx et Engels, comme pour ceux qui ont gardé le cap du marxisme, le communisme signifie le dépassement de millénaires d'aliénation humaine, de tout ordre social dans lequel les propres créations de l'humanité sont devenues des forces hostiles qui dominent sa vie. Au niveau politique, cela veut dire une société sans État, puisque l'État est précisément l'expression de la domination d'une classe sur une autre, et donc d'un appareil politique sur lequel la grande majorité n'a aucun contrôle. Et pourtant le régime stalinien a été la quintessence de la domination totale de l'État sur l'individu,

sur la société et, surtout, sur la classe ouvrière. Au niveau économique, le communisme signifie que l'humanité n'est plus soumise à des lois économiques inhumaines, aux exigences impitoyables du profit et du marché. Cela signifie que dans le communisme, il n'y a pas de place pour l'argent, le marché ou le travail salarié. Et pourtant, sous le pouvoir totalitaire de l'État stalinien, tout l'édifice économique dominé par la production pour la guerre, s'est construit sur la plus-value extraite de la classe des travailleurs salariés. Le capital est, par essence, un rapport social, pas simplement une forme légale de propriété. Pour les travailleurs salariés, cela ne fait aucune différence que leur force de travail soit vendue à un patron privé ou à un bureaucrate d'État : les bases de l'exploitation capitaliste demeurent. Alors que le communisme signifie la fin de la séparation de l'humanité en différentes nations, l'abolition des frontières, les régimes staliens ont été des pourvoyeurs fanatiques de l'idéologie nationaliste, entièrement dédiés à la défense de leurs frontières nationales et à la poursuite de leurs intérêts nationaux et donc impérialistes sur la scène mondiale.

Mais si l'affirmation "stalinisme égale communisme" était un mensonge aussi énorme, pourquoi un tel mensonge a-t-il été capable de se maintenir aussi longtemps ? D'abord et avant tout, c'était dans l'intérêt des deux camps de la classe dominante, à l'Est et en Occident, de promouvoir ce mensonge. Pour justifier tous ses crimes contre l'humanité, et contre la classe ouvrière en particulier, la bourgeoisie d'État stalinienne avait besoin de s'appuyer sur l'affirmation de sa "continuité" avec la révolution d'Octobre. L'idée qu'il s'agissait d'États "socialistes" en marche sur la voie du communisme garantissait à ces régimes leurs justifications idéologiques. En cela, le stalinisme était encouragé sur sa "gauche" par les trotskistes qui continuaient à dire que ces régimes, bien que dégénérés ou déformés, étaient de fait des États ouvriers que le prolétariat devait défendre. De la même manière, pour beaucoup d'ouvriers en Occident, pour ceux qui n'étaient pas tout-à-fait convaincus des avantages du capitalisme sous sa forme démocratique, l'idée qu'il y avait, quelque part sur cette planète, une alternative réelle au capitalisme restait une source importante d'espoir. Les régimes staliens

étaient effectivement capitalistes mais parce qu'ils constituaient une forme de capitalisme tellement déformée, ils pouvaient apparaître à beaucoup comme représentant une sorte de société complètement différente.

Mais, pour une beaucoup plus grande partie de la population en Occident – et bien sûr pour la majorité de la classe ouvrière au sein des régimes staliniens eux-mêmes – l'idée que l'URSS et ses satellites étaient socialistes ou communistes était la preuve ultime que la variété occidentale de capitalisme était le seul système possible, un système qu'on devait défendre ou s'efforcer d'atteindre. En d'autres termes, la misère, l'austérité et la répression qui caractérisaient les régimes staliniens démontraient qu'il était impossible de remplacer le capitalisme par une forme supérieure de société. La concurrence capitaliste, le désir d'accumuler des richesses illimitées, tout cela était justifié comme faisant partie de l'essence même de la nature humaine. C'est pourquoi la classe dominante occidentale était si catégorique en présentant son ennemie à l'Est comme socialiste ou communiste ; et quand les régimes de l'Est se sont écroulés à la fin des années 1980, le mensonge selon lequel cet événement constituait la preuve finale de l'échec du marxisme et du communisme a été amplifié encore dans le monde par des campagnes politiques assourdissantes dont l'écho est loin d'avoir disparu aujourd'hui. Ces campagnes ont entraîné une confusion et un désarroi considérables dans les rangs de la classe ouvrière, qui avait déjà, dans les années 1980, une extrême difficulté à développer une perspective, un projet historique, qui aurait pu élever ses luttes immédiates à un niveau supérieur et plus unifié. L'idée largement répandue qu'il n'y a aucune perspective en dehors de la société actuelle a porté un coup très sévère à la capacité de la classe ouvrière de politiser ses luttes et de s'affronter au système capitaliste dans son ensemble.

En défense d'Octobre

Un élément clef du dénigrement de la révolution russe est l'idée que l'insurrection d'Octobre n'a été rien de plus qu'un coup d'État d'un parti bolchevique assoiffé de pouvoir qui a rapidement entrepris d'établir un État totalitaire, précurseur du régime stalinien. Bien sûr, dans cette version de l'histoi-

re, on peut manifester une grande sympathie et une grande compréhension pour les ouvriers qui, en février 1917, se sont engagés dans des grèves de masse spontanées et ont formé les soviets "démocratiques". Ce mouvement avait chassé l'autocratie tsariste et, aux yeux d'éminents historiens libéraux comme Orlando Figes, aurait pu préparer le terrain à l'émergence d'un État parlementaire vraiment démocratique, qui à son tour, aurait pu épargner à la Russie des décennies de souffrance et de terreur. Mais les intrigants bolcheviks ont saboté ces espoirs lumineux avec leur dogme de la "dictature du prolétariat" et trompé les masses avec leurs slogans démagogiques.

Mais que s'est-il réellement passé entre février et octobre 1917 ? D'abord, il y a eu un éveil politique en profondeur de la classe ouvrière et de toutes les couches opprimées – un processus que John Reed a très bien décrit dans son livre : *Dix jours qui ébranlèrent le monde*.

"La Russie tout entière apprenait à lire ; elle lisait de la politique, de l'économie, de l'histoire, car le peuple avait besoin de savoir. (...) La soif d'instruction, si longtemps refrénée devint avec la révolution un véritable délire. Du seul Institut Smolny sortirent chaque jour, pendant les six premiers mois, des tonnes de littérature, qui, par tombereaux et par wagons, allaient saturer le pays. La Russie absorbait, insatiable, comme le sable chaud absorbe l'eau. (...) Et quel rôle jouait la parole ! Les "torrents d'éloquence" dont parle Carlyle à propos de la France n'étaient que bagatelle auprès des conférences, des débats, des discours dans les théâtres, les cirques, les écoles, les clubs, les salles de réunions des Soviets, les sièges des syndicats, les casernes. On tenait des meetings dans les tranchées, sur les places des villages, dans les fabriques. Quel admirable spectacle que les 40 000 ouvriers de Poutilov allant écouter des orateurs sociaux-démocrates, socialistes-révolutionnaires, anarchistes et autres, également attentifs à tous et indifférents à la longueur des discours ! Pendant des mois, à Petrograd et dans toute la Russie, chaque coin de rue fut une tribune publique. Dans les trains, dans les tramways, partout jaillissait à l'improviste la discussion. (...) Dans tous les meetings, la proposition de limiter le temps de parole était régulièrement repoussée ;

chacun pouvait librement exprimer la pensée qui était en lui..."

C'est ce que signifie la politisation de la lutte de classe. Les ouvriers, poussés par la terrible nécessité économique, sont contraints de se poser la question de comment est gérée la société dans son ensemble. Pas à travers la démocratie trompeuse du système parlementaire, qui "donne le pouvoir" aux travailleurs en leur permettant de s'en remettre périodiquement aux experts et aux politiciens professionnels pour qu'ils gouvernent "en leur nom" ; mais avec les méthodes prolétariennes de l'association, du débat et de l'auto-organisation – à travers tout un réseau d'assemblées sur les lieux de travail, dans les quartiers, dans les régiments, dans les villages, des assemblées qui pouvaient envoyer des délégués mandatés et révocables aux conseils plus centraux, les Soviets. En 1917, un tel réseau s'est étendu à toute la Russie et, en moins d'un an, il a inspiré la formation d'organes similaires dans le monde entier. C'est dans ces assemblées et dans ces Conseils qu'un processus profond de maturation eut lieu, de confrontation entre ceux qui restaient attachés aux partis et aux idéologies de l'ancien système (y compris beaucoup de ceux qui se disaient encore socialistes) et ceux qui défendaient la conclusion logique de la révolution : ne pas céder la place à un parlement dominé par les partis bourgeois mais résoudre une situation intrinsèquement instable de "double pouvoir" par la prise du pouvoir politique par les Soviets. Les mots d'ordre des bolcheviks – par-dessus tout la nécessité de mettre fin à la guerre, qui était la cause de terribles souffrances pour la classe ouvrière et les paysans – coïncidaient avec la conscience croissante de la majorité du fait que les partis et les politiciens bourgeois ne voulaient pas et ne pouvaient pas rompre avec la politique de "défense nationale" ; et que, confrontées à la menace d'en bas, ces factions préféraient une dictature ouverte de la bourgeoisie, même si cela signifiait l'écrasement des Soviets. La complicité des démocrates avec la tentative de putsch militaire de Kornilov en août 1917, les tentatives ultérieures du Gouvernement Provisoire de "rétablir l'ordre", ont convaincu beaucoup d'ouvriers que le seul choix était entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat.

L'insurrection d'Octobre fut, en réalité, le point culminant de tout ce processus de politisation. Elle correspondait à une influence croissante des bolcheviks et d'autres groupes révolutionnaires au sein des Soviets dans toute la Russie, à une revendication croissante de renverser le Gouvernement Provisoire et de le remplacer par le pouvoir des Soviets. Mais il reflétait aussi un développement réel de l'auto-organisation et de la centralisation. Le fait que l'insurrection ait été une action planifiée, coordonnée qui, à Petrograd en particulier, s'est déroulée avec un minimum de violence, et ait été en grande partie menée par des détachements bien organisés d'ouvriers et de marins ; le fait qu'elle se soit déroulée sous la direction générale d'un organe du Soviet de Petrograd, le comité militaire révolutionnaire ; et le fait qu'elle ait rapidement rendu possible au Congrès des Soviets de toutes les Russies de se proclamer comme étant le pouvoir suprême dans le pays ; tout cela démontrait que l'insurrection n'était pas un putsch mais, au contraire, que la classe ouvrière russe avait appris la vérité pratique de la parole de Marx selon laquelle "l'insurrection est un art".

"Il n'y eut presque point de manifestations, de combats de rues, de barricades, de tout ce que l'on entend d'ordinaire par "insurrection" ; la révolution n'avait pas besoin de résoudre un problème déjà résolu. La saisie de l'appareil gouvernemental pouvait être effectuée d'après un plan, avec l'aide de détachements armés relativement peu nombreux, partant d'un centre unique... Le calme dans les rues, en octobre, l'absence de foules, l'inexistence de combats donnaient aux adversaires des motifs de parler de la conspiration d'une minorité insignifiante, de l'avenue d'une poignée de bolcheviks. (...) En réalité, les bolcheviks pouvaient ramener au dernier moment la lutte pour le pouvoir à "un complot", non point parce qu'ils étaient une petite minorité, mais au contraire parce qu'ils avaient derrière eux, dans les quartiers ouvriers et les casernes, une écrasante majorité, fortement groupée, organisée, disciplinée." (Trotski, Histoire de la révolution russe).

En renversant le gouvernement de la bourgeoisie en Russie, la classe ouvrière a été capable de mettre à profit le fait que la classe capitaliste était plutôt faible, divisée et inexpérimentée.

La bourgeoisie allemande, un an plus tard, a très vite montré qu'elle était un ennemi autrement plus redoutable ; et ce sera certainement le cas dans toute future révolution : la classe ouvrière sera confrontée à une classe dominante encore plus sophistiquée, avec un appareil étatique et idéologique hautement organisé. Cela dit, l'insurrection d'Octobre est encore à ce jour le point le plus élevé atteint par la lutte de classe prolétarienne – une expression de sa capacité à s'organiser à grande échelle, consciente de ses objectifs, confiante dans son rôle de prise en main de la vie sociale. C'était l'anticipation de ce que Marx appelait "la fin de la préhistoire", de toutes les conditions dans lesquelles l'humanité est à la merci de forces sociales inconscientes ; l'anticipation d'un futur dans lequel, pour la première fois, l'humanité fera sa propre histoire selon ses propres besoins et ses propres desseins.

La nécessité du parti de classe

Dans les débats qui ont eu lieu au sein du parti bolchevique dans la période précédant immédiatement l'insurrection, Lénine, impatienté par les tergiversations au sein des Soviets (et même dans le parti bolchevique lui-même), a mis en avant la possibilité que le soulèvement puisse être accompli au nom du parti bolchevique, qui avait désormais obtenu une majorité effective dans les principaux Soviets. Mais Trotski n'était pas d'accord, insistant sur le fait que l'insurrection devait clairement être perçue comme étant l'œuvre d'un organe responsable devant les Soviets, c'est-à-dire de l'organisation de la classe ouvrière dans son ensemble. À travers ce débat, mûrissait la compréhension que la prise du pouvoir politique n'est pas la tâche du parti. Nous reviendrons là-dessus. Mais ce que le développement tumultueux de la conscience de classe entre février et octobre a certainement prouvé, c'était qu'une révolution prolétarienne ne peut réussir sans l'intervention déterminée et la direction politique apportées par un parti communiste.

En tant que classe exploitée dans la société bourgeoise, la conscience de la classe ouvrière ne peut jamais être homogène. Il y aura toujours ceux qui sont plus combattifs, plus résistants à la pénétration de l'idéologie dominante, plus conscients de la lutte historique

de la classe et de ses leçons. C'est la tâche spécifique d'une organisation communiste de regrouper les éléments les plus clairvoyants de la classe autour d'un programme solide, de défendre ce programme quel que soit le niveau immédiat de conscience de la classe dans son ensemble. Cela ne signifie pas que l'organisation communiste détient une vérité infaillible : le programme communiste est fondé sur l'élaboration théorique des leçons réelles de l'histoire et il est constamment enrichi par de nouvelles expériences et de nouveaux débats au sein du mouvement ouvrier. Et il peut y avoir des moments où le parti est en retard par rapport à de nouvelles avancées dans la conscience de la classe – comme lors de la révolution en Russie elle-même, quand Lénine remarquait que les ouvriers les plus avancés étaient déjà à la gauche du parti. Mais cela signifie seulement que le combat contre l'influence de l'idéologie de la classe dominante doit se dérouler au sein de l'organisation communiste comme il se déroule dans la classe dans son ensemble : en fait, c'est précisément dans de tels moments que l'organisation communiste révèle son rôle de laboratoire vital pour l'élaboration de la conscience de classe.

Un tel moment s'est produit au sein du parti bolchevique à la suite de la révolution de février. Une majorité des "vieux bolcheviks" de Russie, emportée par l'euphorie démocratique qui a suivi l'abdication du Tsar, a adopté une position franchement opportuniste de soutien critique au gouvernement provisoire et à la poursuite de la participation à la guerre, qualifiée alors de "défensive" et non plus impérialiste de la part de la Russie. Cette position remettait en question trois ans d'opposition internationaliste déterminée contre la guerre qui avait placé les bolcheviks à l'avant-garde de tout le mouvement socialiste international. Mais la vie prolétarienne du parti, bien que menacée, était loin d'être éteinte. À son retour en Russie en avril, Lénine – comptant sur la radicalisation des secteurs les plus combattifs de la classe – a ébranlé le parti jusque dans ses fondations en publiant ses "Thèses d'avril" qui rejetaient tout soutien au gouvernement provisoire bourgeois, à toute participation à la guerre impérialiste et appelaient les ouvriers et les paysans pauvres à préparer la prochaine étape inévitable du processus révolutionnaire : le transfert du pouvoir aux Soviets, qui serait le si-

gnal de la révolution mondiale contre le système impérialiste mondial. Lénine a compris que cette position devait être défendue au sein du parti et par le parti au sein des Soviets et vis-à-vis de la classe dans son ensemble, non par des actions aventuristes mais par des explications patientes, par une bataille politique pour la clarté :

" (...) *Tant que nous sommes en minorité, nous nous appliquons à critiquer et expliquer les erreurs commises, tout en affirmant la nécessité du passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience*" (Thèse 4)

En réalisant ce travail "d'explication patiente" pendant que la crise mûrissait en Russie, et que la masse des ouvriers et des paysans perdait de plus en plus ses illusions à l'égard des fausses promesses du gouvernement provisoire, le parti bolchevique (une fois parvenu à faire sien la position de Lénine), fut capable d'accélérer de façon décisive le développement de la conscience de classe. La patience du parti s'est avérée particulièrement importante pendant les journées de juillet quand, à Petrograd, une minorité d'ouvriers et de marins courait le risque de tomber dans les provocations de la bourgeoisie et de pousser à la prise du pouvoir à un moment où cette initiative n'aurait pas été suivie par la majorité de la classe ouvrière en Russie. Cela aurait abouti à un massacre complètement démoralisant des ouvriers les plus avancés – un piège que, moins de deux ans plus tard, en janvier 1919, les ouvriers de Berlin et les spartakistes n'ont pas été capables de déjouer. Pendant les journées de juillet, les bolcheviks ne se sont pas cachés dans un coin, mais ont pris part aux manifestations ouvrières, expliquant pourquoi le temps n'était pas encore venu pour la prise du pouvoir, une position qui n'était pas du tout populaire. Immédiatement après ces événements, le parti a été l'objet d'une campagne soutenue de calomnies, accusé d'être un agent rétribué de l'impérialisme allemand et a été exposé à une forte répression du gouvernement. Mais le parti n'a pas seulement survécu à ce revers temporaire : il a été capable de reconquérir son influence dans la classe ouvrière, grâce à son rôle de premier plan dans la lutte contre la tentative de coup d'État du général Kornilov en août et de développer sa présence dans les Soviets à travers le

pays, préparant ainsi le terrain pour le moment où, loin de retenir la classe, il fallait se prononcer en faveur d'une action déterminée : l'insurrection d'Octobre.

Cette capacité de défendre une analyse cohérente et de tenir sur des principes de classe, même en période d'adversité – comme ils l'avaient fait pendant la guerre, alors que beaucoup d'ouvriers avaient succombé à la fièvre patriotique – dément la calomnie largement répandue selon laquelle les bolcheviks n'étaient qu'un groupe de comploteurs machiavéliques dont la seule préoccupation était de gagner le pouvoir pour eux-mêmes.

La dégénérescence de la révolution et les erreurs du parti bolchevique

A la suite de la défaite de la révolution, certains des courants politiques révolutionnaires qui avaient soutenu au début les bolcheviks et la révolution d'Octobre – des parties de la gauche communiste allemande, des anarchistes internationalistes – qui avaient vu très tôt les signes de dégénérescence de la révolution, ont commencé à accorder du crédit à l'idée qu'Octobre n'était qu'un simple coup d'État des bolcheviks assoiffés de pouvoir. L'idée a surgi dans leurs rangs que les bolcheviks étaient, au mieux, des "révolutionnaires bourgeois" et n'avaient rien à faire avec le mouvement prolétarien. Mais, ce faisant, ils ont escamoté le problème réel auquel étaient confrontés les révolutionnaires en essayant de saisir ce qui s'était passé en Russie : la nécessité de comprendre que les organisations prolétariennes peuvent dégénérer et même trahir, sous l'énorme pression de l'ordre social existant et de son idéologie.

Pour nous, le meilleur point de départ pour comprendre les hauts et les bas de la révolution russe est donné par la spartakiste Rosa Luxemburg qui, dans sa brochure sur la révolution russe, écrite en 1918, quand elle était encore en prison, exprimait sa solidarité totale avec les bolcheviks contre la propagande sanguinaire de la classe dominante. Pour elle, en agissant de façon décisive en faveur de la révolution prolétarienne et contre la guerre impérialiste, les bolcheviks avaient rétabli l'honneur du socialisme international profondément souillé par la trahison de l'aile opportuniste de la social-démocratie

qui s'était prononcée en faveur de la guerre en 1914 et qui s'opposait maintenant de toutes ses forces à la révolution. Le futur, écrivait-elle, appartenait au bolchevisme parce que le bolchevisme, comme l'avait bien compris la classe dominante, défendait la révolution mondiale. Cette position n'empêchait aucunement Rosa Luxemburg de critiquer avec une grande acuité et une grande perspicacité les erreurs très graves qu'elle percevait dans la politique des bolcheviks après leur prise en main du pouvoir politique : la tendance à restreindre et même à supprimer la liberté de débat et d'organisation politique dans les Soviets et autres organismes ; le recours à la "terreur rouge" contre les complots contre-révolutionnaires ; les concessions au nationalisme dans la politique "d'autodétermination" pour les peuples soumis de l'ancien empire russe, etc. Mais elle n'a jamais perdu de vue le fait que ces erreurs devaient être examinées dans le contexte de l'isolement de la révolution russe, un contexte dans lequel le blocus et l'invasion capitalistes avaient très rapidement réduit la Russie soviétique à la condition de forteresse assiégée. Le dépassement de cette situation reposait exclusivement dans les mains de la classe ouvrière internationale, surtout de la classe ouvrière en Europe de l'Ouest, qui était la seule à pouvoir faire lever le blocus en luttant pour le renversement révolutionnaire du capitalisme en dehors de la Russie. Par la suite, en partant de la démarche de solidarité critique de Rosa Luxemburg, d'autres courants, surtout la Gauche communiste d'Italie, ont été capables de développer davantage les critiques les plus tranchantes de Luxemburg, tout en rejetant celles qui en elles-mêmes étaient erronées (comme sa défense de l'Assemblée constituante en Russie). La Gauche italienne, en particulier, insistait sur le fait que c'était la tâche des révolutionnaires vivant dans le sillage de cette défaite, de développer une compréhension des leçons, qui n'avaient pu être engendrées que par l'expérience réelle et vivante : les bolcheviks eux-mêmes, comme leurs contemporains dans le reste du mouvement révolutionnaire, ne pouvaient à l'avance avoir une compréhension claire des questions qui n'avaient pas encore été posées dans la réalité, comme le rapport entre le parti et l'État de la période de transition entre le capitalisme et le communisme.

L'expérience de l'échec de la révolution russe appartient à la classe ouvrière et il revient à notre classe et à ses organisations politiques d'en tirer les principales leçons afin que, dans un futur mouvement révolutionnaire, les mêmes erreurs ne se reproduisent pas. Nous avons beaucoup écrit sur ces leçons (voir la liste des lectures ci-dessous) mais nous pouvons souligner ici les plus significatives :

1. Non seulement le socialisme dans un seul pays est impossible mais un pouvoir politique prolétarien isolé ne peut survivre longtemps face à un monde capitaliste hostile. Quand le prolétariat prend le pouvoir dans un pays, toutes ses orientations politiques et économiques doivent être subordonnées à la nécessité impérieuse d'étendre la révolution dans le monde entier. Confinée à un seul pays, ou une seule région, la révolution succombera inévitablement, soit à une attaque extérieure, soit à une dégénérescence interne.

2. Le rôle du parti prolétarien n'est pas d'exercer le pouvoir au nom de la classe ouvrière. C'est la tâche des Conseils ouvriers et des autres organisations de masse. La méthode des Conseils de délégués élus et révocables de façon permanente n'est pas compatible avec la méthode du parlementarisme bourgeois dans lequel le pouvoir gouvernemental est détenu pendant plusieurs années par des partis qui disposent d'une majorité des voix dans un pays. De plus, en assumant le pouvoir politique, un parti prolétarien sacrifie immédiatement sa fonction principale, qui est d'être la voix critique la plus radicale au sein des organisations de masse de la classe ouvrière. La tentative des bolcheviks de rester au pouvoir à tout prix après 1917 a eu comme résultat, non seulement qu'il s'est substitué lui-même aux Soviets, mais aussi le déclin et la destruction finale du parti lui-même, qui s'est graduellement transformé en machine d'État bureaucratique.

3. La révolution prolétarienne emploie nécessairement la violence contre l'ancienne classe dominante qui va mener un combat à mort pour conserver ses privilèges. Mais la violence de classe du prolétariat ne peut pas utiliser les mêmes méthodes que la terreur d'État de la classe dominante. Elle s'exerce avant tout contre des rapports sociaux, non contre des personnes ; elle abhorre l'esprit de revanche ; elle doit être su-

bordonnée en permanence au contrôle global des Conseils ouvriers ; et elle doit être guidée par les principes de la morale prolétarienne – selon laquelle les moyens qu'on utilise doivent être compatibles avec la fin, la création d'une société basée sur la solidarité humaine, à l'opposé de la notion bourgeoise selon laquelle "la fin justifie les moyens". En ce sens, Rosa Luxemburg avait tout-à-fait raison de rejeter la notion de terreur rouge. Même s'il était nécessaire de répondre fermement aux complots contre-révolutionnaires de l'ancienne classe dominante et de créer un organe spécial visant à les réprimer, la *Tcheka*, cet organe a rapidement échappé au contrôle des Soviets et a eu tendance à être infecté par la corruption morale et matérielle de l'ancien ordre social. Surtout, sa violence s'est dirigée très tôt, non pas seulement contre la classe dominante mais surtout contre des secteurs dissidents de la classe ouvrière – des travailleurs en grève contre la misère économique réelle pendant la guerre civile, des organisations politiques prolétariennes telles que les anarchistes qui critiquaient la politique bolchevique. Le point culminant de ce processus a été l'écrasement des ouvriers et des marins de Cronstadt en 1921, qui ont été dénoncés comme contre-révolutionnaires alors qu'ils avaient hissé le drapeau de la révolution mondiale et qu'ils appelaient à la régénération des Soviets. Ce fut une réelle expression de "la révolution qui dévore ses propres enfants", un moment-clé dans la destruction interne du pouvoir des Soviets. Son impact profondément démoralisant sur la classe ouvrière en Russie soulignait avec force que les rapports de violence au sein de la classe ouvrière doivent être rejetés en toutes circonstances.

4. La critique de la notion de terreur rouge est liée au problème de l'État dans la période de transition. La révolution russe n'a pas seulement fait surgir des organes comme les Conseils ouvriers, mais aussi tout un réseau de Soviets qui regroupaient d'autres classes et couches de la société, ainsi qu'à des organisations comme la *Tcheka* et l'Armée rouge destinées à mener la guerre civile. Cet appareil d'État, dans les conditions terribles rencontrées par la révolution, a tendu à se renforcer aux dépens des organisations spécifiquement prolétariennes – les Conseils, les comités d'usine, les milices ouvrières – de même qu'en absorbant et en

vidant de sa substance le parti bolchevique lui-même. Comme Lénine l'observait amèrement en 1922, c'était comme un véhicule qui aurait échappé au contrôle de son conducteur. Alors qu'un État de transition est une nécessité incontournable tant qu'il existe encore des classes, la révolution russe nous a appris que les institutions d'État ont inévitablement une nature conservatrice, et doivent être constamment surveillées et contrôlées par les organes directs de la classe révolutionnaire. Avec ses Conseils ouvriers, le prolétariat exercera sa dictature sur l'État de transition.

5. Puisque le communisme suppose l'abolition de l'État et de l'économie capitaliste basée sur le travail salarié et la production de marchandises, c'est une erreur de le voir comme étant le produit d'une étape dans laquelle soit l'État, soit un réseau de Conseils ouvriers, maintient et renforce les rapports capitalistes. En d'autres termes, ni le capitalisme d'État, ni "l'autogestion ouvrière" (prônée par les anarcho-sindicalistes en Russie) ne sont nullement des pas vers le communisme, mais plutôt des méthodes de préservation du capital. Cela ne signifie pas que le communisme authentique puisse être introduit du jour au lendemain, surtout quand la révolution n'a pas encore conquis le monde. Cela veut dire que le communisme est le produit d'une lutte consciente et organisée contre les rapports capitalistes, que seul un prolétariat politiquement dominant et auto-organisé peut mener ; et que, autant que possible, les mesures économiques immédiates prises par un pouvoir prolétarien, ne soient pas incompatibles avec le but du communisme. Mais en Russie, la majorité du parti bolchevique fut incapable de rompre avec l'idée que le capitalisme d'État était une étape nécessaire sur la route du socialisme. Et cela, en pratique, même avant la victoire du stalinisme, signifiait que l'exploitation et l'appauvrissement croissants de la classe ouvrière étaient justifiés au nom du "développement des forces productives" pour une future société communiste. L'idée que, tant que le parti bolchevique s'accrochait au pouvoir, la dictature du prolétariat existait encore, a eu la même conséquence tragique que l'identification du capitalisme d'État au socialisme (ou comme un pas en direction de celui-ci) : la réelle défaite de la révolution, le triomphe de la contre-révolution en Russie "sovié-

tique", se sont installés de l'intérieur, déguisés en continuation d'Octobre, et comme nous l'avons vu, cela a créé les confusions les plus néfastes au sein de la classe ouvrière mondiale. Ce fut la base objective du grand mensonge selon lequel le stalinisme et le communisme étaient la même chose.

1968-2011 : le spectre de la révolution hante encore le système capitaliste.

C'est une chose de tirer les leçons de la défaite de la révolution. Mais peut-il y avoir une nouvelle révolution dans laquelle celles-ci pourraient être mises en pratique ? Là encore, nous pouvons signaler la crise économique insoluble, le danger de guerre et d'autodestruction, la dévastation de l'environnement, la montée rampante de la criminalité et de la corrosion morale des rapports sociaux et répéter avec assurance que le communisme est plus que jamais une nécessité objective. Nous pouvons de plus mettre en avant l'existence de plus en plus planétaire de la classe ouvrière, l'interdépendance croissante des différents secteurs de l'économie mondiale, les décennies de développement frénétique des moyens de communication et insister sur les possibilités objectives d'unification du prolétariat mondial pour la défense de ses intérêts communs contre l'exploitation capitaliste. Mais la révolution prolétarienne est la première révolution dans l'histoire qui ne dépend pas seulement du développement des possibilités et des nécessités objectives, mais qui dépend par-dessus tout de la capacité subjective de la classe exploitée de comprendre les origines de l'exploitation, pas seulement pour se défendre elle-même mais pour développer un projet, une perspective, un programme pour l'abolition de toute l'exploitation. Cette dimension subjective, bien qu'elle puisse se développer en grande partie de façon invisible, souterraine, dans de petites minorités, ne peut être soutenue, nourrie et étendue sans le développement de mouvements massifs du prolétariat.

Et de tels mouvements sont en effet apparus sur la scène mondiale au cours des cinquante dernières années. Les hauteurs immenses atteintes par la vague révolutionnaire de 1917-1923 ont été suivies par de nombreuses décennies de contre-révolution, qui a montré son visage le plus brutal dans les pays

où la révolution avait atteint son plus haut point : en Russie avec la victoire du stalinisme, en Italie et en Allemagne avec l'arrivée du fascisme et du nazisme. Et ce triangle mortel a été complété par la montée des fronts populaires et de l'antifascisme démocratique. La combinaison de ces forces a réussi à étouffer les dernières expressions de résistance prolétarienne (comme en Espagne 1936-37) et à précipiter le prolétariat dans les griffes de la Deuxième Guerre mondiale impérialiste ; et pendant les deux décennies qui ont suivi la guerre, l'affrontement de classe a été tenu en échec par le "boom" économique et le filet de sécurité de l'État-providence, autant que par le nouveau faux choix entre "démocratie" occidentale et "socialisme" à l'Est.

Mais vers la fin des années 1960, alors que le boom économique d'après-guerre arrivait à son terme, alors que la vie quotidienne sous le capitalisme à l'Ouest comme à l'Est dévoilait sa réelle pauvreté et son hypocrisie, alors que les guerres par procuration entre les deux blocs impérialistes continuaient à faire rage au Vietnam et en Afrique, une nouvelle génération de prolétaires, qui n'avaient pas connu les défaites et les traumatismes de leurs parents, a commencé à remettre en question la normalité de la société capitaliste. Ce questionnement, qui touchait aussi d'autres couches de la population, est apparu au grand jour avec la grande grève générale en France en mai-juin 1968, un mouvement qui marquait la fin de la période de contre-révolution et qui fut le signal pour une vague internationale de luttes ouvrières sur tous les continents. À son apogée, le mouvement de mai 1968 en France a vu se manifester les mêmes débats politiques intenses, dans les rues, les écoles, les universités et les lieux de travail que ceux que John Reed avait observés en Russie avant Octobre 1917. Pour la première fois depuis des décennies, l'idée de remplacer le capitalisme par une nouvelle société était discutée sérieusement au sein de minorités significatives de travailleurs et d'étudiants et l'un des fruits les plus importants de cette fermentation fut l'apparition d'une nouvelle génération d'organisations politiques révolutionnaires.

Le mouvement en France ne pouvait poser la question de la révolution qu'au niveau théorique. Le capitalisme n'en était qu'au début de sa crise ouverte

et la classe dominante avait encore beaucoup de ruses politiques dans ses tiroirs, la moindre n'étant pas l'utilisation de ses partis de gauche et des syndicats comme fausse "opposition" au système. Mais les vagues de lutte qui avaient commencé en 1968 ont continué les deux décennies suivantes. Leur point culminant a probablement été le mouvement en Pologne de 1980, une authentique grève de masse qui a donné naissance à des formes d'organisations - comités de grève inter-usines - qui ont remis en mémoire les Conseils ouvriers des années révolutionnaires. Mais, malgré ce niveau très avancé d'auto-organisation, les ouvriers polonais n'ont jamais soulevé la possibilité de renverser le système capitaliste. Au contraire, ils ont été submergés par l'illusion qu'ils vivaient déjà dans un système communiste et que leur meilleur espoir résidait dans les formes démocratiques du capitalisme en Occident, avec leur parlement et leurs syndicats "libres". Les travailleurs de l'Occident avaient une plus grande expérience de la nature réelle de ces formes démocratiques, mais le problème fondamental qu'ils rencontraient n'était pas différent de celui de leurs frères et sœurs de classe dans le bloc de l'Est : la difficulté à élever la lutte du niveau de la défense économique à celle d'une offensive politique contre le capitalisme.

Les mouvements de la classe ouvrière dans les années 1970 et 1980 ont cependant eu un impact très significatif sur l'évolution de la société capitaliste. Dans les années 1930, quand l'explosion d'une crise économique ouverte est venue frapper une classe ouvrière dans les affres d'une défaite historique profonde, rien ne pouvait faire obstacle à la marche du capitalisme vers la guerre mondiale. À l'opposé, dans les années 1970 et 1980, même si la tendance à la guerre mondiale était très forte, le refus de la classe ouvrière de se sacrifier pour les intérêts de l'économie nationale signifiait aussi qu'elle ne voudrait pas marcher dans une nouvelle guerre. Les experts de la bourgeoisie expliquaient que, si une Troisième Guerre n'avait jamais eu lieu, c'est parce que le capitalisme avait tiré les leçons des guerres précédentes et avait créé des organismes internationaux tels que l'Union européenne ou les Nations-Unies pour contenir les rivalités nationales. Ou que l'existence même des armes atomiques a constitué la "force de dissuasion" la plus sûre

contre la guerre mondiale. L'idée que la lutte de la classe ouvrière puisse être un véritable moyen de dissuasion était totalement étrangère à la pensée politique bourgeoise.

Mais le barrage contre la guerre érigé par le prolétariat a rarement été construit de manière consciente. L'incapacité de la bourgeoisie à mobiliser la classe ouvrière pour la guerre était une chose, mais la classe a également été incapable de développer sa propre alternative politique : la révolution mondiale. En conséquence, depuis la fin des années 1980, nous vivons dans une sorte de blocage dans l'évolution de la société, qui est incapable d'évoluer vers l'une ou l'autre de ces issues. Dans le contexte d'une crise économique insoluble et qui s'éternise, cette situation condamne le capitalisme à pourrir sur pied. Avec l'effondrement des deux blocs impérialistes, la perspective d'une guerre mondiale est belle et bien repoussée, mais la tendance capitaliste à la guerre continue et s'accélère dans une dynamique plus chaotique mais non moins dangereuse.

La phase ultime du long déclin du capitalisme, sa phase de décomposition, a créé des difficultés supplémentaires pour la classe ouvrière. Les campagnes sur la "mort du communisme" ont été l'une des expressions les plus évidentes de la capacité de la classe dominante de retourner les effets de la décomposition de son système contre la conscience de la classe exploitée. Leur thème central – le triomphe de la "démocratie" sur le totalitarisme – a prouvé une fois de plus que l'idée que nous vivons sous le règne de la démocratie est l'une des mystifications les plus puissantes qu'ait secrétées la société capitaliste, énergiquement entretenue par la classe dominante. Ce même thème a reçu une nouvelle impulsion avec les campagnes plus récentes autour de l'affrontement entre populisme et anti-populisme, dans lequel les deux camps prétendent exprimer chacun "la véritable volonté du peuple".

En même temps, la dynamique sociale à l'œuvre dans cette phase de décomposition continue à opérer de façon plus insidieuse : la tendance de la société capitaliste à se fragmenter en cliques et en gangs à tous les niveaux, la montée de toutes sortes de peurs et de fanatisme irrationnels, la recherche croissante de boucs-émissaires ...

Ces tendances sont profondément

hostiles au développement de la solidarité internationale de la classe ouvrière et au type de réflexion globale, historique nécessaire pour saisir les processus réels de la société capitaliste. Et pourtant : malgré le reflux général de la lutte de classe depuis la fin des années 1980, nous continuons à voir d'importantes manifestations du prolétariat, même si les participants de ces mouvements, souvent, ne se reconnaissent pas eux-mêmes comme prolétaires. En 2006, le mouvement étudiant en France a échappé au contrôle des syndicats officiels et, parce qu'il menaçait de se répandre au secteur salarié, il a contraint la bourgeoisie à retirer le Contrat Première Embauche, une loi qui visait à augmenter rapidement la précarité de l'emploi. En 2011, dans le sillage des révoltes en Afrique du Nord, en Israël, en Grèce, le mouvement des *Indignados* en Espagne, à l'instar du mouvement des étudiants en France en 2006, a fait revivre le souvenir de 1968 en favorisant des débats massifs sur la nature de la société capitaliste et son manque total de perspective. Ce mouvement était très clair sur sa nature internationale et, en son sein, le mot d'ordre de "Révolution mondiale" devenait de plus en plus utilisé au sein de certaines petites minorités. Et de nouveau, comme dans le mouvement de 2006, la forme d'organisation adoptée par le mouvement fut l'assemblée générale dans les rues et les quartiers, en dehors des institutions officielles de la société bourgeoise. En d'autres termes, un faible écho, mais néanmoins précis, de la forme d'organisation des Soviétiques. Bien sûr, ces mouvements ont été de courte durée et ont souffert d'innombrables faiblesses et de multiples confusions, et pas des moindres, sur l'idéologie de la démocratie et de la citoyenneté, qui ont été habilement exploitées par les partis gauchistes comme *Syriza* en Grèce et *Podemos* en Espagne, avec leur refrain : "*assemblées, oui, mais utilisons-les pour régénérer notre vie démocratique, accroître la participation au parlement et aux élections...*". Sanders aux États-Unis et Corbyn en Grande-Bretagne nous vendent la même escroquerie. Mais ce qui est essentiel à propos de ces mouvements, c'est qu'ils démontrent que le prolétariat n'est pas mort, qu'il est encore capable de relever la tête, et quand il le fait, il est irrésistiblement attiré vers les traditions révolutionnaires de son propre passé.

Le prolétariat n'a pas dit son dernier mot. Les changements dans la composition de la classe ouvrière, malgré leur effet négatif jusqu'à présent, recèlent aussi des éléments qui sont beaucoup plus favorables à la perspective de la révolution. Les jeunes générations de prolétaires qui vivent dans une situation qui combine l'emploi précaire avec le chômage chronique peuvent à terme se reconnaître elles-mêmes comme partie d'une classe qui, comme le dit le *Manifeste communiste*, "*partage la misère de l'esclave sans la sécurité de l'esclave*", "*qui n'a rien à perdre que ses chaînes et un monde à gagner*". La situation présente et future du prolétariat mondial révèle de plus en plus ce que Marx identifiait comme étant les fondements de sa nature révolutionnaire, de sa capacité de détruire le capitalisme et de créer le communisme :

- Une classe de la société bourgeoise qui est étrangère à la société bourgeoise ;

- Une classe dont les chaînes raciales et la souffrance universelle la poussent vers une révolution radicale et universelle ;

- Une classe qui concentre en elle toute la souffrance des autres couches de la société sans bénéficier d'aucun de leurs avantages et qui ne peut s'émanciper qu'en émancipant l'ensemble de l'humanité ;

- Une classe produisant de manière associée qui peut organiser toute la société sur le principe de l'association, qui va à l'encontre du règne capitaliste de la marchandisation universelle ;

- La classe qui peut libérer la morale humaine de sa prison capitaliste en émancipant le corps humain de la servitude à l'égard de la marchandise et du travail salarié.

Longue vie à Octobre 17 !

La mémoire de la révolution d'Octobre ne pourra jamais réellement être effacée, pas plus qu'il ne peut y avoir de capitalisme sans lutte de classe. En 1917, l'humanité a été confrontée au choix entre socialisme et barbarie : révolution mondiale prolétarienne ou destruction de la civilisation, peut-être destruction de l'humanité elle-même. En 2017, nous sommes confrontés au même dilemme. Le capitalisme ne peut être réformé, ni repeint en vert, ou se donner un visage plus humain.

Suite page 35

Résolution sur la lutte de classe internationale

1. L'élection de Donald Trump en tant que président des États-Unis, qui a suivi de près les résultats inattendus du referendum au Royaume-Uni sur l'Union Européenne, a créé une vague de malaise, de peur, mais aussi de questionnement dans le monde. Comment "nos" dirigeants, ceux qui sont supposés être en charge de l'ordre mondial actuel, ont-ils pu laisser arriver de telles choses – une tournure des événements qui semble aller contre les intérêts "rationnels" de la classe capitaliste ? Comment s'est-il fait qu'un fier-à-bras, un voyou, un arnaqueur narcissique qui raconte n'importe quoi, soit maintenant à la tête de l'État le plus puissant du monde ? Et plus important : qu'est-ce que ça nous enseigne sur vers quoi va le monde aujourd'hui ? Sommes-nous en train de plonger dans une crise de civilisation, ou même de l'humanité elle-même ? Ce sont des questions auxquelles les révolutionnaires doivent donner des réponses claires et convaincantes.

Un siècle de lutte classe

2. Dans notre vision, la condition réelle de la société humaine ne peut être comprise qu'en la regardant du point de vue de la lutte de classe, de la classe exploitée de cette société, le prolétariat, qui n'a pas intérêt à cacher la vérité et dont la lutte l'oblige à surmonter toutes les mystifications du capitalisme en vue de le renverser. Il n'est possible, également, de comprendre les événements "actuels", immédiats ou locaux qu'en les situant dans un cadre historique mondial. C'est là l'essence de la méthode marxiste. C'est pour cette raison, et pas simplement parce que 2017 est le centenaire de la révolution en Russie, que nous commençons par revenir un siècle en arrière ou plus pour comprendre l'époque historique au sein de laquelle les développements les plus récents de la situation mondiale ont eu lieu : celle du déclin ou décadence du mode capitaliste de production.

La révolution en Russie a été la ré-

ponse de la classe ouvrière aux horreurs de la première guerre impérialiste mondiale. Comme ce fut affirmé par l'Internationale communiste en 1919, cette guerre a marqué le commencement de la nouvelle époque, la fin de la période ascendante du capitalisme, de la première grande explosion de "globalisation" capitaliste parce qu'elle entrainait en collision avec les barrières que posait la division du monde entre États nationaux rivaux : "l'époque des guerres et des révolutions". La capacité de la classe ouvrière de renverser l'État bourgeois dans tout un pays et de se doter d'un parti politique capable de la guider vers la "dictature du prolétariat" montrait que la perspective d'abolir la barbarie capitaliste était une possibilité et une nécessité historiques.

Plus encore, le Parti bolchevique qui, en 1917, était à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire, a su voir que la prise du pouvoir par les conseils ouvriers en Russie ne pouvait se maintenir que si c'était le premier assaut d'une révolution mondiale naissante. La révolutionnaire allemande, Rosa Luxemburg, a également compris que si le prolétariat mondial ne répondait pas au défi posé par l'insurrection d'Octobre, et ne mettait pas fin au système capitaliste, l'humanité serait plongée dans une époque de barbarie croissant, une spirale de guerres et de destruction qui mettrait danger la civilisation humaine.

Avec la révolution mondiale en vue, et avec la nécessité de créer pour le prolétariat un pôle de référence alternatif à la Social-Démocratie désormais contre-révolutionnaire, le Parti bolchevique a pris la tête de la création de l'Internationale communiste dont le premier congrès s'est tenu à Moscou en 1919. Les nouveaux partis communistes, particulièrement ceux en Allemagne et en Italie, étaient les fers de lance de l'extension de la révolution prolétarienne vers l'Europe de l'Ouest.

3. La révolution en Russie a bien sûr été l'étincelle d'une série de grèves de

masse à l'échelle du monde et de soulèvements qui ont contraint la bourgeoisie à mettre fin à la boucherie impérialiste, mais la classe ouvrière internationale n'a pas été capable de prendre le pouvoir dans d'autres pays, à part quelques tentatives limitées dans le temps en Hongrie et dans quelques villes allemandes. Confrontée cependant à la plus grande menace de son fossoyeur potentiel, la classe dirigeante a été capable de surmonter ses rivalités les plus aiguës pour s'unir contre la révolution prolétarienne : en isolant le pouvoir des soviets en Russie par le blocus, par l'invasion et le soutien à la contre-révolution armée, en se servant des partis ouvriers sociaux-démocrates et des syndicats, qui avaient déjà démontré leur loyauté au capital en participant à l'effort de guerre impérialiste, pour infiltrer ou neutraliser les conseils ouvriers en Allemagne et les dévoyer vers un accommodement avec le nouveau régime bourgeois "démocratique". Mais la défaite de la révolution n'a pas seulement démontré la capacité à gouverner d'une nouvelle classe dirigeante réactionnaire qui s'est maintenue; elle a aussi résulté de l'immaturité de la classe ouvrière qui a été forcée de faire une transition rapide de ses luttes pour des réformes à la lutte pour la révolution, alors qu'elle portait encore en elle beaucoup d'illusions profondes sur la possibilité d'améliorer le régime capitaliste grâce au vote démocratique, à la nationalisation des industries clés ou à la gratuité des avantages sociaux pour les couches les plus pauvres de la société. De plus, la classe ouvrière a été gravement traumatisée par les horreurs de la guerre, dans laquelle la fine fleur de la jeunesse avait été décimée, et en est sortie avec de profondes divisions entre ouvriers des nations "victorieuses" et "vaincues".

En Russie, le parti bolchevique, confronté à l'isolement, à la guerre civile, et à l'effondrement économique, et plus encore, impliqué dans l'appareil de l'État soviétique, a fait une série d'erreurs désastreuses qui l'ont de plus

en plus conduit à des conflits violents avec la classe ouvrière, notamment la politique de la "terreur rouge" qui impliquait la suppression des manifestations et des organisations politiques, culminant dans l'écrasement de la révolte de Cronstadt en 1921, quand cette dernière réclamait la restauration du pouvoir authentique des soviets qui avait existé en 1917. Au niveau international, l'Internationale Communiste, qui était aussi de plus en plus liée aux besoins de l'État soviétique plutôt qu'à ceux de la révolution mondiale, a commencé à recourir à des politiques opportunistes qui ont sapé sa clarté originelle, comme la tactique du front unique adoptée en 1922.

Cette dégénérescence a suscité l'émergence d'une opposition de Gauche importante, notamment dans les partis allemand et italien. Et c'est à partir de cette dernière que la Fraction italienne a été capable, à la fin des années 1920, de dégager les leçons de la défaite finale de la révolution.

4. La défaite de la vague révolutionnaire mondiale a donc confirmé les mises en garde des révolutionnaires en 1917-18 à propos des conséquences d'un tel échec : un nouvel enfoncement dans la barbarie. La dictature du prolétariat en Russie, a non seulement dégénéré, mais s'est transformée en dictature capitaliste contre le prolétariat, un processus qui a été confirmé (alors qu'il avait déjà commencé avant) par la victoire de l'appareil stalinien avec sa doctrine du "socialisme dans un seul pays". La "paix" mise en place pour en finir avec la menace de la révolution a rapidement mené à de nouveaux conflits impérialistes qui ont été accélérés et intensifiés par l'éclatement de la crise de surproduction en 1929, un signe supplémentaire du fait que l'expansion du capital entraine en collision avec ses propres limites. La classe ouvrière dans les pays centraux du système, spécialement aux États-Unis et en Allemagne, a pleinement subi les coups de la dépression économique, mais ayant tenté et échoué de faire la révolution une décennie avant, c'était fondamentalement une classe défaite, malgré certaines expressions réelles de résistance de classe, comme aux États-Unis et en Espagne. Elle a donc été incapable de s'opposer à une nouvelle marche vers la guerre mondiale.

5. La fourche de la contre révolution

avait trois dents principales : le stalinisme, le fascisme, la démocratie, chacune d'entre elles a laissé des profondes cicatrices dans la psyché de la classe ouvrière.

La contre-révolution a atteint sa plus grande profondeur dans les pays où la flamme révolutionnaire s'était élevé le plus haut. Mais partout, confrontée à la nécessité d'exorciser le spectre prolétarien, pour faire face à la plus grande crise économique de son histoire, et pour préparer la guerre, le capitalisme a pris une forme toujours plus totalitaire, pénétrant par tous les pores de la vie sociale et économique. Le régime stalinien donnait le ton : une économie de guerre complète, la répression de tous les dissidents, des taux d'exploitation monstrueux, un vaste camp de concentration. Mais le pire legs du stalinisme – de son vivant tout autant que des décennies après son effondrement – est qu'il a pris le masque du véritable héritier de la révolution d'octobre. La centralisation du capital dans les mains de l'État a été vendue au monde comme du socialisme, l'expansion impérialiste comme de l'internationalisme prolétarien. Bien que, dans les années où la révolution d'octobre était encore un souvenir vivant, beaucoup d'ouvriers aient continué à croire au mythe de la mère patrie socialiste, beaucoup plus s'étaient détournés de toute idée de révolution avec les révélations successives de la véritable nature du régime stalinien. Les dégâts qu'a faits le stalinisme à la perspective du communisme, à l'espérance que la révolution de la classe ouvrière puisse inaugurer une forme supérieure d'organisation sociale, sont incalculables, et pas moins parce que le stalinisme n'est pas tombé du ciel sur le prolétariat mais a été rendu possible par la défaite internationale du mouvement de classe et surtout la dégénérescence de son parti politique. Après la trahison traumatisante des partis sociaux-démocrates en 1914, pour la seconde fois, en l'espace de moins de 20 ans, les organisations que la classe ouvrière avait travaillé puissamment à créer et à défendre ont trahi et son devenues son pire ennemi. Pouvait-il y avoir un plus grand coup porté à la confiance en lui du prolétariat, à sa conviction dans la possibilité d'amener l'humanité à un niveau de vie sociale plus élevé ?

Le fascisme, initialement un mouvement d'exclus des classes dominantes

et moyennes, et même de renégats du mouvement ouvrier, a pu être adopté par les factions les plus puissantes du capital allemand et italien parce qu'il coïncidait avec leurs besoins : achever l'écrasement du prolétariat et la mobilisation pour la guerre. Il s'était spécialisé dans l'utilisation de techniques "modernes" pour déchaîner les sombres forces de l'irrationalité qui reposent sous la surface de la société bourgeoise. Le nazisme, en particulier, le produit d'une défaite beaucoup plus dévastatrice de la classe ouvrière en Allemagne, a atteint de nouveaux niveaux dans l'irrationalité, en étatisant et industrialisant le pogrom médiéval et en conduisant les masses démoralisées dans une marche folle vers leur autodestruction. La classe ouvrière, dans son ensemble, n'a pas succombé à une quelconque croyance positive dans le fascisme – au contraire, elle était beaucoup plus vulnérable au leurre de l'antifascisme, qui était le principal cri de ralliement de la guerre à venir. Mais l'horreur sans précédent des camps de la mort nazis n'en a pas moins été, que le goulag stalinien, un coup porté à la confiance dans le futur de l'humanité – et donc à la perspective du communisme.

La démocratie, la forme dominante de la domination bourgeoisie dans les pays industriels avancés, s'est présentée comme l'opposante à ces formations "totalitaires" - ce qui ne l'empêchait pas de soutenir le fascisme quand il achevait le mouvement ouvrier révolutionnaire, ou en s'alliant avec le régime stalinien dans la guerre contre l'Allemagne d'Hitler. Mais la démocratie s'est avérée être une forme beaucoup plus intelligente et durable de totalitarisme que le fascisme, qui s'est effondré dans les décombres de la guerre, ou le stalinisme qui (à l'exception notable de la Chine et du régime atypique de la Corée du Nord) allait tomber sous le poids de la crise économique et de son incapacité à être compétitif sur le marché mondial, dont il avait essayé de contourner les lois par décret d'État.

Les gestionnaires du capitalisme démocratique ont aussi été forcés par la crise du système d'utiliser l'État et le pouvoir du crédit pour faire plier les forces du marché, mais ils n'ont pas été obligés d'adopter la forme extrême de centralisation de haut en bas des régimes du bloc de l'Est, imposée par une situation de faiblesse matérielle et

stratégique. La démocratie a survécu à ses rivaux et est devenue la seule option dans les pays centraux capitalistes d'occident. Jusqu'à aujourd'hui, c'est choquant de remettre en question la nécessité d'avoir soutenu la démocratie contre le fascisme durant la 2^{ème} Guerre Mondiale, et ceux qui disent que derrière la façade démocratique il y a la dictature de la classe dominante sont rejetés comme étant des théoriciens du complot. Déjà, pendant les années 1920 et 1930, le développement des media de masse dans les démocraties constituait un modèle pour la diffusion de la propagande officielle qui faisait envie à un Goebbels, tandis que la pénétration des rapports marchands dans les sphères des loisirs et de la vie de famille, introduite par le capitalisme américain, fournissait un canal plus subtil à la domination totalitaire du capital que le simple recours aux mouchards et à la terreur sans fard.

6. Contrairement aux espoirs de la minorité révolutionnaire très réduite qui maintenait des positions internationalistes pendant les années 1930 et 1940, la fin de la guerre n'a pas conduit à un nouveau surgissement révolutionnaire. Au contraire, ce fut la bourgeoisie, avec Churchill à l'avant-garde, qui a tiré les leçons de 1917 et détruit dans l'œuf toute possibilité de révolte prolétarienne, avec son tapis de bombes sur les villes allemandes et sa politique de "laisser les italiens mariner dans leur propre jus", lors du resurgissement de grèves massives au Nord de l'Italie en 1943. La fin de la guerre a donc approfondi la défaite de la classe ouvrière. Et, de nouveau contrairement aux attentes de beaucoup de révolutionnaires, la guerre n'a pas été suivie par une nouvelle dépression économique et une nouvelle marche à la guerre mondiale, même si les antagonismes impérialistes entre "blocs victorieux" subsistaient comme une menace permanente pesant sur l'humanité. La période post-guerre a vu, à la place, une phase de réelle expansion des rapports capitalistes sous le leadership américain, même si une partie du marché mondial (le bloc russe et la Chine) tentait de se fermer à toute pénétration de capital occidental. La poursuite de l'austérité et de la répression dans le bloc de l'Est a provoqué des révoltes ouvrières importantes (Allemagne de l'Est, 1953 ; Pologne et Hongrie, 1956), mais à l'ouest, après quelques expressions de mécontente-

ment, comme les grèves de 1947 en France, il y a eu une atténuation graduelle de la lutte de classe, à un point tel que les sociologues ont pu commencer à théoriser "l'embourgeoisement" de la classe ouvrière, conséquence de l'expansion du consumérisme et du développement de l'État Providence. Et d'ailleurs, ces deux aspects du capitalisme après 1945 ont constitué un poids supplémentaire important affectant la possibilité de la classe ouvrière de se reconstituer en force révolutionnaire : le consumérisme atomise la classe ouvrière, et répand l'illusion que chacun peut atteindre le paradis de la propriété individuelle ; le providentialisme – qui a souvent été introduit par les partis de gauche et présenté comme une conquête de la classe ouvrière, est un instrument encore plus significatif du contrôle capitaliste. Il sape la confiance de la classe ouvrière en elle-même et la rend dépendante de la bienveillance de l'État ; et plus tard, dans une phase d'immigration massive, son organisation par l'État-nation allait signifier que la question de l'accès aux soins, aux logements, et autres prestations deviendrait un puissant facteur de bouc-émissarisation des immigrés et de divisions dans la classe ouvrière. En même temps, de pair avec la disparition apparente de la lutte de classe dans les années 1950 et 1960, le mouvement politique révolutionnaire s'était réduit au plus grand isolement de son histoire.

7. Certains de ces révolutionnaires qui ont maintenu une activité pendant cette période noire, ont commencé à dire que le capitalisme avait, grâce à une gestion bureaucratique étatique, appris à contrôler les contradictions économiques analysées par Marx. Mais d'autres, plus clairvoyants, comme le groupe Internationalismo au Venezuela, ont reconnu que les vieux problèmes – les limites du marché, la tendance à la chute du taux de profit – ne pouvaient être conjurés, et que les difficultés financières subies à la fin des années 1960, marquaient une nouvelle phase de crise économique ouverte. Ils ont aussi salué la capacité d'une nouvelle génération de prolétaires de répondre à la crise par la réaffirmation de la lutte de classe – une prédiction amplement confirmée par le formidable mouvement de mai 1968 en France, et la vague de luttes internationales qui a suivi, qui ont démontré que les dé-

cennies de contre-révolution arrivaient à leur fin, et que la lutte du prolétariat devenait un obstacle à l'ouverture par la nouvelle crise d'un cours à la guerre mondiale.

8. Le surgissement prolétarien de la fin des années 60 et du début des années 70, avait été précédé par une fermentation politique croissante au sein de larges couches de la population dans les pays capitalistes avancés et, en particulier, chez les jeunes. Aux États-Unis, les manifestations contre la guerre au Vietnam et la ségrégation raciale, les mouvements chez les étudiants en Allemagne qui manifestaient un intérêt pour une démarche plus théorique de l'analyse du capitalisme contemporain ; en France, l'agitation des étudiants contre la guerre au Vietnam et le régime répressif dans les universités ; en Italie, les "opéraïstes" ou tendances autonomes qui réaffirmaient l'inévitabilité de la lutte de classe quand les sages sociologues proclamaient qu'elle était obsolète. Partout, une insatisfaction grandissante vis-à-vis de la vie déshumanisée présentée comme le fruit délicieux de la prospérité économique d'après-guerre. Une petite minorité, portée par le surgissement des luttes combattives en France et dans d'autres pays industriels, a pu participer à la formation d'une avant-garde politique consciente, internationaliste, et pas moins parce qu'une minorité en son sein avait commencé à redécouvrir la contribution de la Gauche Communiste.

9. Comme nous ne le savons que trop, le rendez-vous entre la minorité et le mouvement de classe plus large n'a eu lieu qu'épisodiquement pendant les mouvements de la fin des années 60 et début 70. C'était en partie le résultat du fait que la minorité politisée était lourdement dominée par une petite bourgeoisie mécontente : le mouvement étudiant, en particulier, n'avait pas cette forte composante prolétarienne qui est apparue du fait des changements dans l'organisation du capitalisme au cours des quelques décennies suivantes. Et malgré des mouvements de classe puissants dans le monde, malgré de sérieuses confrontations entre les ouvriers et les forces de contrôle en leur sein – syndicats et partis de gauche – la majorité des luttes de classe sont restées des luttes défensives et n'ont que rarement posé directement des questions

politiques. De plus, la classe ouvrière a été confrontée à des divisions importantes dans ses rangs comme classe mondiale : le "rideau de fer" entre l'Est et l'Ouest, et les divisions entre les travailleurs soi-disant "privilegiés" des centres du capital et les masses déshéritées dans les anciennes zones coloniales. Tandis que la maturation d'une avant-garde politique était freinée par une vision d'une révolution immédiate, et des pratiques activistes, typiques de l'impatience petite bourgeoise, qui ne réussissaient pas à saisir le caractère à long terme du travail révolutionnaire et le niveau gigantesque des tâches théoriques auquel faisait face la minorité politisée. La prédominance de l'activisme a rendu de grandes parties de la minorité vulnérable à la récupération par le gauchisme ou, quand les luttes ont faibli, à la démoralisation. En même temps, ceux qui rejetaient le gauchisme étaient souvent entravés par des notions conseillistes qui rejetaient l'ensemble du problème de la construction de l'organisation. Cependant, une petite minorité a été capable de surmonter ces obstacles et de se réapproprier la tradition de la Gauche communiste, initiant une dynamique de croissance et de regroupement qui s'est maintenue au cours des années 1970, mais qui a connu sa fin au début des années 1980, marquée symboliquement par l'arrêt des Conférences Internationales. L'échec des luttes de cette période à atteindre un plus haut niveau politique, à jeter les graines de ce qui, dans les rues et les réunions de 1968 avait posé le problème du remplacement du capitalisme à l'Est et à l'Ouest par une nouvelle société, allait avoir des conséquences très significatives dans la décennie suivante.

Néanmoins, cet énorme poussée d'énergie prolétarienne "n'était pas seulement à bout de souffle", mais a requis un effort concerté de la classe dominante pour la dévoyer, la faire dérailler, et la réprimer. Fondamentalement, cela eut lieu au niveau politique, en utilisant au maximum les forces de la gauche capitaliste et les syndicats qui ont eu une influence considérable dans la classe ouvrière. Que ce soit par la promesse d'élire des gouvernements de gauche, ou par une stratégie plus tardive de "gauche dans l'opposition" couplée au développement du syndicalisme radical au cours des deux décennies qui ont suivi 1968, l'instrumentalisation des organes que les ouvriers voyaient

dans une certaine mesure comme leurs était indispensable à l'encadrement des luttes de la classe. En même temps, la bourgeoisie tirait tous les avantages qu'elle pouvait des changements structurels que lui imposait la crise mondiale: d'une part, l'introduction de changements technologiques qui ont remplacé la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée dans des industries comme les docks, l'automobile et l'imprimerie; d'autre part, le mouvement vers la "mondialisation" du processus de production, qui a décimé des réseaux industriels entiers dans les vieux centres du capital et déplacé la production vers les régions périphériques où la main-d'œuvre était incomparablement moins chère et les profits beaucoup plus importants. Ces changements dans la composition de la classe ouvrière dans le cœur du capitalisme, qui touchaient souvent des secteurs qui avaient été au centre de la lutte dans les années 70 et au début des années 80, devinrent des facteurs supplémentaires dans l'atomisation de la classe et la destruction de son identité de classe.

10. Malgré certaines pauses, la dynamique de lutte enclenchée en 1968 s'est maintenue au cours des années 70. Le point culminant dans la maturation de la capacité du prolétariat de s'auto-organiser et d'étendre sa lutte fut atteint dans les grèves de masse en Pologne en 1980. Cependant, ce zénith a aussi marqué le début d'un déclin. Bien que les grèves en Pologne aient révélé l'interaction classique entre revendications économiques et politiques, à aucun moment, les ouvriers en Pologne n'ont posé le problème d'une nouvelle société. Sous cet aspect, les grèves étaient "en dessous" du mouvement de 68, quand l'auto-organisation était encore quelque peu embryonnaire, mais qui fournissait un contexte à un débat beaucoup plus radical sur la nécessité de la révolution sociale. Le mouvement en Pologne, à quelques exceptions près très limitées, considérait "l'occident libre" comme la société alternative qu'il voulait, l'idéal de gouvernements démocratiques, les "syndicats libres", et tout le reste. En occident même, il y avait eu quelques expressions de solidarité avec les grèves en Pologne, et à partir de 1983, face à une crise économique qui s'approfondissait rapidement, nous avons vu une vague de luttes qui étaient de plus en plus simultanées et globales dans leur ampleur ; dans un

grand nombre de cas, elles montraient un conflit croissant entre travailleurs et syndicats. Mais la juxtaposition des luttes dans le monde ne signifiait pas automatiquement qu'il y avait une conscience de la nécessité de l'internationalisation consciente de la lutte, ni que la confrontation avec les syndicats, qui font bien sur partie de l'État, impliquait une politisation du mouvement dans le sens d'une prise de conscience que l'État doit être renversé, ni une capacité grandissante de mettre en avant une perspective pour l'humanité. Même encore plus que dans les années 1970, les luttes des années 80 dans les pays avancés sont restées sur le terrain des revendications sectorielles, et en ce sens, sont restées vulnérables au sabotage par les formes radicales de syndicalisme. L'aggravation des tensions impérialistes entre les deux blocs au cours de cette période a certainement fait naître une préoccupation croissante envers la menace de guerre, mais cela a été largement dévoyé vers des mouvements pacifistes qui empêchaient effectivement le développement d'une connexion consciente entre résistance économique et danger de guerre. En ce qui concerne les petits groupes de révolutionnaires qui maintenaient une activité organisée pendant cette période, bien que capables d'intervenir plus directement dans certaines initiatives de la classe ouvrière, ils allaient, à un niveau plus profond, à contre-courant face à la méfiance de la "politique" qui prévalait dans la classe ouvrière dans son ensemble - et ce fossé grandissant entre la classe et la minorité politique a lui-même été un facteur supplémentaire de l'incapacité de la classe à développer sa propre perspective.

L'impact de la décomposition

11. La lutte en Pologne, et sa défaite, allaient s'avérer fournir un résumé du rapport de force global entre les classes. Les grèves ont clairement indiqué que les ouvriers d'Europe de l'Est n'étaient pas prêts à combattre dans une guerre au nom de l'empire russe, et cependant, ils n'étaient pas capables d'offrir une alternative révolutionnaire à la crise du système qui s'approfondissait. D'ailleurs, l'écrasement physique des ouvriers polonais a eu des conséquences politiques extrêmement négatives dans toute cette région pour la classe ouvrière absente en tant que classe dans les soulèvements qui ont initié la

disparition des régimes staliniens, et de ce fait vulnérable à une vague sinistre de propagande nationaliste qui est personnifiée aujourd'hui dans les régimes autoritaires qui règnent en Russie, Hongrie et Pologne. La classe dominante stalinienne, incapable de traiter la crise et la lutte de classe sans répression brutale, a montré qu'elle manquait de flexibilité politique pour s'adapter aux circonstances historiques changeantes. Ainsi, en 1980-1981, la scène était déjà préparée pour l'effondrement du bloc de l'Est dans son ensemble, marquant une nouvelle phase dans le déclin historique du capitalisme. Mais cette nouvelle phase, que nous définissons comme celle de la décomposition du capitalisme, a ses origines dans un blocage beaucoup plus ample entre les classes. Les mouvements de classe qui ont surgi dans les pays avancés après 1968 marquaient la fin de la contre-révolution, et la résistance maintenue de la classe ouvrière constituait un obstacle à la "solution" de la bourgeoisie à la crise économique : la guerre mondiale. Il était possible de définir cette période comme un "cours à des affrontements de classe massifs", et d'insister sur le fait qu'un cours à la guerre ne pouvait s'ouvrir sans une défaite directe d'une classe ouvrière insurgée. Dans la nouvelle phase, la désintégration des deux blocs impérialistes a éliminé la guerre mondiale de l'ordre du jour indépendamment du niveau de la lutte de classe. Mais cela signifiait que la question du cours historique ne pourrait plus être posée dans les mêmes termes. L'incapacité du capitalisme à dépasser ses contradictions signifie toujours qu'il ne peut offrir à l'humanité qu'un futur de barbarie, dont on peut déjà préfigurer les contours dans une combinaison infernale de guerres locales et régionales, de désastres écologiques, de pogromes et de violence sociale fratricide. Mais à la différence de la guerre mondiale, qui requiert une défaite physique directe tout autant qu'idéologique de la classe ouvrière, cette "nouvelle" descente dans la barbarie opère de manière plus lente, plus insidieuse, qui peut embrigader graduellement la classe ouvrière et la rendre incapable de se reconstituer en tant que classe. Le critère pour évaluer l'évolution du rapport de force entre les classes ne peut plus être celui d'empêcher la guerre mondiale, et est devenu en général, plus difficile à définir.

12. Dans la phase initiale de la renaissance du mouvement communiste après 1968, la thèse de la décadence du capitalisme avait gagné de nombreux adeptes et fournissait le socle programmatique d'une gauche communiste revivifiée. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas : la majorité des nouveaux éléments qui cherchent dans le communisme une réponse aux problèmes auxquels est confrontée l'humanité trouvent toutes sortes de raisons pour résister au concept de décadence. Et quand on en arrive à la notion de décomposition, que nous défendons, comme phase finale du déclin du capitalisme, le CCI semble plus ou moins être seul. D'autres groupes acceptent l'existence des principales manifestations de la nouvelle période – la mêlée générale inter-impérialiste, le retour d'idéologies profondément réactionnaires comme le fondamentalisme religieux, et le nationalisme rampant, la crise dans les rapports entre l'homme et le monde naturel – mais peu d'entre eux tirent la conclusion que cette situation dérive d'une impasse dans le rapport de force entre les classes ; peu d'entre eux également sont d'accord que tous ces phénomènes sont des expressions d'un changement qualitatif dans la décadence du capitalisme, de toute une phase ou période qui ne peut se renverser que par la révolution prolétarienne. Cette opposition au concept de décomposition prend souvent la forme de diatribes contre les tendances "apocalyptiques" du CCI, puisque nous en parlons comme de la phase terminale du capitalisme, ou contre notre "idéalisme" puisque, bien que nous voyions les conséquences à long terme de la crise économique comme un facteur clef de la décomposition, nous ne voyons pas simplement les facteurs économiques comme l'élément décisif dans l'entrée dans cette nouvelle phase. Derrière ces objections, il y a un échec de la compréhension du fait que le capitalisme, comme dernière société de classe dans l'histoire, est voué à cette espèce d'impasse historique, du fait que, à la différence des sociétés de classe antérieures, lorsqu'elles entraînent en déclin, le capitalisme ne peut pas donner naissance en son sein à un nouveau mode de production plus dynamique, alors que la seule voie vers une forme supérieure de vie sociale doit être construite, non pas sur le produit automatique de lois économiques, mais sur un mouvement conscient de

l'immense majorité de l'humanité, qui est par définition la tâche la plus difficile jamais entreprise dans l'histoire.

13. La décomposition était le produit du blocage de la bataille entre les deux principales classes. Mais elle s'est aussi révélée comme un facteur actif dans les difficultés croissantes de la classe ouvrière depuis 1989. Les campagnes très bien orchestrées sur la mort du communisme qui ont accompagné la chute du bloc russe – qui montrait la capacité de la classe dominante d'utiliser les manifestations de la décomposition contre les exploités – ont été un élément très important dans le travail de sape de la confiance en soi de la classe et de sa capacité à réaffirmer sa mission historique. Le communisme, le marxisme, la lutte de classe même ont été déclarés dépassés, rien de plus que de l'histoire morte. Mais les effets négatifs énormes et durables des événements de 1989 sur la conscience, la combativité et l'identité de classe du prolétariat ne sont pas seulement le résultat de la gigantesque campagne anti-communiste. L'efficacité de cette campagne doit elle-même être expliquée. Elle ne peut être comprise que dans le contexte du développement spécifique de la révolution et de la contre-révolution depuis 1917. Avec l'échec de la contre-révolution militaire contre l'URSS elle-même et, en même temps, la défaite de la révolution mondiale, a émergé une constellation complètement inattendue, sans précédent : celle d'une contre-révolution venant de l'intérieur d'un bastion prolétarien, et d'une économie capitaliste en Union soviétique sans aucune classe capitaliste historiquement développée. Ce qui en a résulté, ce n'est nullement l'expression d'une nécessité historique plus élevée, mais une aberration historique : la direction d'une économie capitaliste par une bureaucratie d'État bourgeois contre-révolutionnaire, une bureaucratie totalement non qualifiée et non adaptée à une telle tâche. Bien que l'économie à direction stalinienne se soit montrée efficace pour l'URSS dans l'épreuve de la seconde guerre mondiale, elle a échoué complètement, au long terme, à générer un capital national compétitif.

Bien que les régimes staliniens aient été des formes particulièrement réactionnaires de la société bourgeoise décadente, non pas une rechute dans un quelconque type de régime féodal ou

despotique, ils n'étaient en aucun sens du terme des économies capitalistes "normales". Avec son effondrement, le stalinisme a rendu un dernier service à la classe dominante. Par-dessus tout, les campagnes sur la mort du communisme ont semblé trouver une confirmation dans la réalité elle-même. Les déviations du stalinisme par rapport à un capitalisme fonctionnant correctement étaient si graves et considérables, qu'il semblait effectivement ne pas être capitaliste aux yeux de la population. Avant cela, et aussi longtemps qu'il avait été capable de se maintenir, il semblait prouver que des alternatives au capitalisme sont possibles. Même si cette alternative particulière au capitalisme était tout sauf attirante pour la majorité des ouvriers, son existence, néanmoins laissait une brèche potentielle dans l'armure idéologique de la classe dominante. La résurgence de la lutte de classe dans les années 1960 fut capable de tirer profit de cette brèche pour développer la vision d'une révolution qui serait à la fois anticapitaliste et antistalinienne et basée, non sur une bureaucratie d'État ou sur un parti-État, mais sur les conseils ouvriers. Si, durant les années 1960 et 1970, la révolution mondiale était vue par beaucoup comme une utopie irréalisable, un songe-creux, c'était le résultat de l'immense pouvoir de la classe dominante ou de ce qui était considéré comme la marque égoïste et destructive inhérente à notre espèce. Cependant, de tels sentiments de désespoir pouvaient trouver, et trouvaient quelquefois un contrepoids dans les luttes massives et la solidarité du prolétariat. Après 1989, avec l'effondrement des régimes "socialistes", un facteur qualitatif nouveau a surgi : l'impression de l'impossibilité d'une société moderne non basée sur des principes capitalistes. Dans ces circonstances, il est bien plus difficile pour le prolétariat de développer, non seulement sa conscience et son identité de classe, mais aussi ses luttes économiques défensives, dans la mesure où la logique des besoins de l'économie capitaliste pèse beaucoup plus si elle semble n'avoir aucune alternative.

En ce sens, bien qu'il ne soit certainement pas nécessaire que toute la classe ouvrière devienne marxiste, ou développe une claire vision du communisme, pour faire une révolution prolétarienne, la situation immédiate de la lutte de classe est considérablement altérée, dépendant du fait si oui

ou non de larges secteurs de la classe voient le capitalisme comme pouvant être remis en question.

14. Mais, œuvrant d'une façon plus sournoise, l'avancée de la décomposition en général et "en elle-même" a érodé dans la classe ouvrière son identité de classe et sa conscience de classe. C'était particulièrement évident chez les chômeurs de longue durée ou les couches employées à temps partiel "laissées pour compte" par les changements structureaux introduits dans les années 1980 : Alors que dans le passé, les chômeurs avaient été à l'avant-garde des luttes ouvrières, dans cette période, ils étaient beaucoup plus vulnérables à la lumpénisation, au gangstérisme et à la diffusion d'idéologies comme le djihadisme ou le néofascisme. Comme le CCI l'avait prévu dans la période immédiatement après les événements de 89, la classe allait entrer dans une longue période de recul. Mais la longueur et la profondeur de ce recul se sont même avérées plus grandes que ce à quoi nous nous étions attendus. D'importants mouvements d'une nouvelle génération de la classe ouvrière en 2006 (le mouvement anti-CPE en France) et entre 2009 et 2013 dans de nombreux pays à travers le monde (Tunisie, Égypte, Israël, Grèce, États-Unis, Espagne...) en même temps qu'une certaine résurgence d'un milieu intéressé par les idées communistes, ont rendu possible de penser que la lutte de classe allait de nouveau, une fois de plus, occuper le centre de la scène, et qu'une nouvelle phase du développement du mouvement révolutionnaire allait s'ouvrir. Mais de nombreux développements au cours de la dernière décennie ont justement montré à quel point les difficultés auxquelles sont confrontées la classe ouvrière et son avant-garde sont profondes.

15. Les luttes autour de 2011 étaient explicitement liées aux effets de la crise économique qui s'approfondissait, leurs protagonistes se référant souvent, par exemple, à la précarité de l'emploi et au manque d'opportunités pour les jeunes, même après plusieurs années d'études universitaires. Mais il n'y a pas de lien automatique entre l'aggravation de la crise économique et le développement qualitatif de la lutte de classe – une leçon essentielle des années 1930, quand la Grande Dépression a eu tendance à mener à plus

de démoralisation, dans une classe qui était déjà défaite. Et, étant données les longues années de recul et de désorientation qui l'ont précédé, le tremblement de terre financier de 2007-2008, allait avoir un impact largement négatif sur la conscience du prolétariat.

Un élément important à cet égard a été la prolifération du système de crédit lui-même, qui avait été au cœur de l'expansion économique des années 1990 et 2000 mais dont les contradictions intrinsèques accéléraient maintenant le crash. Ce processus de "financiarisation" opérait alors non seulement au niveau des grandes institutions financières mais aussi de la vie de millions de travailleurs. À ce niveau, la situation est très différente de celle des années 1920 et 1930, quand pour la plus grande partie, les soi-disant classes moyennes (petits propriétaires, professions libérales, etc.) mais pas les ouvriers, avaient des économies à perdre ; et quand la protection de l'État suffisait à peine à empêcher les prolétaires de mourir de faim. Si, d'un côté, la situation matérielle immédiate de beaucoup de travailleurs dans de tels pays est donc toujours moins dramatique qu'il y a 8 ou 9 décennies, par ailleurs, des millions de travailleurs, précisément dans de tels pays, se retrouvent dans un pétrin qui n'existait que très peu dans les années 1930 : ils sont devenus des débiteurs, souvent à un niveau important. Pendant le 19^{ème} siècle, et encore dans une grande mesure avant 1945, les seuls qui faisaient crédit aux travailleurs étaient le bar local, le café et l'épicerie. Les travailleurs devaient avoir recours à leur solidarité de classe dans les moments d'épreuves particulières. Faire crédit aux prolétaires a commencé à grand échelle avec les crédits au logement et à la construction, mais a ensuite explosé dans les dernières décennies avec le développement du crédit à la consommation à l'échelle des masses. Le développement toujours plus raffiné, rusé et perfide de cette économie de crédit pour une grande partie de la classe ouvrière, a eu des conséquences extrêmement négatives pour la conscience de classe prolétarienne. L'expropriation du revenu de la classe ouvrière par la bourgeoisie est cachée et apparaît incompréhensible quand elle prend la forme d'une dévaluation de l'épargne, de la faillite des banques ou des régimes d'assurance, ou la confiscation de la propriété de la maison sur le marché.

La précarité croissante des assurances de "l'État Providence" et de leur financement, facilite la division des travailleurs entre ceux qui paient pour ces systèmes publics, et ceux qui en bénéficient sans avoir payé d'équivalent. Et le fait que des millions de travailleurs soient tombés dans l'endettement, est un moyen nouveau, supplémentaire et puissant pour discipliner le prolétariat.

Même si le résultat du crash a été l'austérité pour la plupart et un transfert encore plus éhonté de richesse au profit d'une petite minorité, le résultat global du crash n'a pas été d'aiguiser ou de développer une compréhension du fonctionnement du système capitaliste : le ressentiment contre l'inégalité croissante a été dans une grande mesure dirigé contre "l'élite urbaine corrompue", un thème qui est devenu le principal fonds de commerce du populisme de droite. Et même quand la réaction à la crise et aux injustices qui y sont liées ont fait naître des formes plus prolétariennes de lutte, comme le mouvement Occupy aux États-Unis, ces dernières étaient dans une très grande mesure plombées par une tendance à faire porter le chapeau aux banquiers cupides ou même à des sociétés secrètes qui ont délibérément manigancé le crash pour renforcer leur contrôle sur la société.

16. La vague révolutionnaire de 1917-1923, comme les mouvements insurrectionnels précédents de la classe ouvrière (1871, 1905), avaient été déclenchés par une guerre impérialiste, conduisant les révolutionnaires en pointe à considérer que la guerre provoquait les conditions les plus favorables à la révolution prolétarienne. En réalité, la défaite de la vague révolutionnaire a montré que la guerre pouvait créer des divisions profondes dans la classe, en particulier entre les prolétaires des nations "victorieuses" et ceux des nations "vaincues". De plus, comme l'ont démontré les événements à la fin de la 2^{ème} Guerre Mondiale, la bourgeoisie a tiré les leçons nécessaires de ce qui est arrivé en 1917, et a montré sa capacité à limiter les possibilités de réactions prolétariennes à la guerre impérialiste, notamment en développant des stratégies et des formes de technologie militaire qui rendent la fraternisation entre armées opposées de plus en plus difficile.

Contrairement aux promesses de la classe dominante occidentale après la chute du bloc impérialiste russe, la

nouvelle phase historique qui s'ouvrait n'était en aucune façon une époque de paix et de stabilité mais de la propagation du chaos militaire, de guerres de plus en plus insolubles qui ont ravagé des pans entiers de l'Afrique et du Moyen Orient et ont même frappé aux frontières de l'Europe. Mais tandis que la barbarie qui se déployait en Irak, Afghanistan, Rwanda et maintenant Yémen et Syrie, a certainement suscité l'horreur et l'indignation de sections notables du prolétariat mondial – y compris dans les centres capitalistes où la bourgeoisie a été directement impliquée dans ces guerres – les guerres de la décomposition n'ont que très rarement donné naissance à des formes prolétariennes d'opposition. Dans les pays les plus directement affectés, la classe ouvrière a été trop faible pour s'organiser contre les gangsters militaires locaux et leurs sponsors impérialistes. C'est flagrant dans la guerre actuelle en Syrie, qui a non seulement vu un carnage sans merci de la population par les bombardements aériens et autres, surtout par les forces officielles de l'État, mais aussi le dévoiement d'un mécontentement social initial par la création de fronts militaires et l'embrigadement des opposants au régime dans une myriade de gangs armés, chacun plus brutal que l'autre. Dans les centres capitalistes, de tels scénarios épouvantables ont surtout engendré des sentiments de désespoir et d'impuissance – notamment parce qu'il peut sembler que toute tentative de se rebeller contre le système actuel ne peut qu'aboutir à une situation encore pire. Le triste sort du "printemps arabe" a pu être utilisé facilement contre la possibilité de révolution. Mais le démembrement sauvage de pays tout entiers à la périphérie de l'Europe a, au cours des dernières années, commencé à avoir un effet boomerang sur la classe ouvrière au centre du système. Ceci peut être résumé en deux questions : d'un côté, le développement de plus en plus chaotique à l'échelle mondiale d'une crise des réfugiés qui est vraiment planétaire dans son étendue, et de l'autre, le développement du terrorisme.

17. Le moment déclencheur de la crise des réfugiés en Europe, a été l'ouverture des frontières de l'Allemagne (et de l'Autriche) aux réfugiés de la "route des Balkans" à l'été 2015. Les motifs de cette décision de la chancelière Me-

rkel étaient doubles. D'abord, la situation économique et démographique en Allemagne (une industrie florissante confrontée à la perspective d'une pénurie de main d'œuvre qualifiée et "motivée"). Deuxièmement, le danger de l'effondrement l'ordre public en Europe du Sud-Est du fait de la concentration de centaines de milliers de réfugiés dans des pays incapables de les gérer.

La bourgeoisie allemande avait cependant mal calculé les conséquences de sa décision unilatérale sur le reste du monde, en particulier en Europe. Au Moyen Orient et en Afrique, des millions de réfugiés et d'autres victimes de la misère capitaliste ont commencé à faire des plans pour gagner l'Europe, l'Allemagne en particulier. En Europe, les règles de l'UE, telles que "Schengen" ou le "Pacte de Dublin pour les réfugiés" a fait du problème de l'Allemagne celui de l'Europe dans son ensemble. Un des premiers résultats de cette situation, en conséquence, a été une crise de l'Union Européenne – peut être la plus grave de son histoire jusqu'à ce jour.

L'arrivée de tant de réfugiés en Europe a rencontré au début une vague spontanée de sympathie au sein de larges secteurs de la population – un élan qui est encore fort dans des pays comme l'Italie ou l'Allemagne. Mais cet élan a très vite été étouffé par une réaction xénophobe en Europe orchestrée non seulement par les populistes mais aussi par les forces de sécurité et les défenseurs professionnels de la loi et de l'ordre bourgeois, qui étaient alarmés par l'afflux soudain et incontrôlé de personnes non identifiées. La peur d'une arrivée d'agents terroristes allait de pair avec la crainte que l'arrivée de tant de musulmans ne renforce le développement des sous-communautés d'immigrants au sein de l'Europe, qui ne s'identifient pas à l'État nation du pays où ils vivent. Ces peurs se sont encore renforcées avec l'accroissement d'attaques terroristes en France, Belgique, Allemagne. En Allemagne même, il y a eu un net accroissement des attaques terroristes de droite contre les réfugiés. Dans des parties de l'ancienne RDA, une véritable atmosphère de pogrom s'est développée. En Europe de l'ouest dans son ensemble, après la crise économique, la "crise des réfugiés" est devenue le second facteur (accru par le terrorisme fondamentaliste) attisant les flammes du populisme de

droite.

Comme la crise économique après 2008 avait créé de graves divisions au sein de la bourgeoisie sur la meilleure façon de gérer l'économie mondiale, l'été 2015 a marqué le début de la fin de son consensus sur l'immigration. La base de cette politique jusqu'à maintenant avait été le principe de la frontière semi-perméable. Le mur contre le Mexique que veut construire Donald Trump existe déjà, tout comme celui qui entoure l'Europe (également sous la forme de bateaux militaires de patrouille et de prisons dans les aéroports). Mais le but des murs actuels est de ralentir et de réguler l'immigration, pas de l'empêcher. Faire rentrer illégalement des immigrés les criminalise, les obligeant ainsi à travailler pour un salaire de misère dans des conditions abominables sans aucun droit aux avantages sociaux. De plus, en obligeant les gens à risquer leur vie pour obtenir l'admission, le régime frontalier devient une sorte de mécanisme de sélection barbare, où seuls passent les plus audacieux, déterminés et dynamiques.

L'été 2015 marque en fait le début de l'effondrement du système d'immigration existant. Le déséquilibre entre le nombre sans cesse croissant de ceux qui cherchent à rentrer d'un côté et la demande faiblissante de force de travail dans le pays où ils entrent de l'autre, (l'Allemagne constituant une exception) est devenu intenable. Et comme d'habitude, les populistes ont une solution facile à portée de main : la frontière semi-perméable doit être rendue imperméable, quel que soit le niveau de violence requis. Là, de nouveau, ce qu'ils proposent semble très plausible du point de vue bourgeois. Elle n'équivaut à rien d'autre que l'application de la logique des "communautés fermées" à l'échelle de pays entiers.

Là de nouveau, les effets de cette situation pour la conscience de la classe ouvrière sont, pour le moment, très négatifs. La chute du bloc de l'est était présentée comme le triomphe ultime du capitalisme démocratique occidental. Face à cela, il y avait l'espoir, du point de vue du prolétariat, que la crise de la société capitaliste, à tous les niveaux, allait contribuer à la fin à ternir cette image du capitalisme comme le meilleur système possible. Mais aujourd'hui – et malgré le développement de la crise – le fait que des

millions de gens (pas seulement des réfugiés) soient prêts à risquer leur vie pour avoir accès aux vieux centres capitalistes que sont l'Europe et l'Amérique du Nord, ne peut que renforcer l'impression que ces zones sont (au moins comparativement), sinon un paradis, au moins des îlots de prospérité et stabilité relative.

A la différence d'avec l'époque de la Grande Dépression des années 1930, quand l'effondrement de l'économie mondiale était centré sur les États-Unis et l'Allemagne, aujourd'hui, grâce à une gestion globale capitaliste d'État, les pays capitalistes centraux semblent être vraisemblablement les derniers à s'effondrer. Dans ce contexte, une situation qui ressemble à celle d'une forteresse assiégée s'est créée en particulier (mais pas seulement) en Europe et aux États-Unis. Le danger est réel que la classe ouvrière dans ces zones, même si elle n'est pas mobilisée activement derrière l'idéologie de la classe dominante, cherche la protection de ses "propres" exploiters ("l'identification avec l'agresseur" pour utiliser un terme psychologique) contre ce qui est perçu comme étant un danger commun venant de l'extérieur.

18. Le "contrecoup" des attaques terroristes résultant des guerres au Moyen Orient a commencé bien avant la crise actuelle des réfugiés. Les attaques d'Al-Qaïda contre les Twin Towers en 2001, suivies d'autres atrocités dans les transports à Madrid et à Londres, montraient déjà que les principaux États capitalistes allaient récolter ce qu'ils avaient semé en Afghanistan et Irak. Mais la série plus récente de meurtres attribués à l'État Islamique en Allemagne, France, Belgique, Turquie, aux États-Unis, et ailleurs, bien qu'ayant souvent apparemment un caractère plus amateur et même de hasard, dans lequel il devient de plus en plus difficile de distinguer un "soldat" terroriste entraîné d'un individu isolé et perturbé, et se produisant en conjonction avec la crise des réfugiés, a encore intensifié les sentiments de méfiance et de paranoïa dans la population, l'amenant à se tourner vers l'État pour demander sa protection vis-à-vis d'un "ennemi de l'intérieur" informe et imprévisible. En même temps, l'idéologie nihiliste de l'État Islamique et de ses émules offre un court moment de gloire aux jeunes immigrants rebelles qui ne voient pas de futur pour eux dans les semi-ghet-

tos des grandes villes occidentales. Le terrorisme qui, dans la phase de décomposition, est de plus en plus devenu un moyen de faire la guerre entre États et proto-États, rend beaucoup plus difficile l'expression de l'internationalisme.

19. La montée actuelle du populisme a donc été alimentée par ces différents facteurs – la crise économique de 2008, l'impact de la guerre, du terrorisme, et de la crise des réfugiés – et apparaît comme une expression concentrée de la décomposition du système, de l'incapacité de l'une et l'autre des principales classes de la société à offrir une perspective pour le futur à l'humanité. Du point de vue de la classe dominante, cela signifie l'épuisement du consensus "néo-libéral" qui avait permis au capitalisme de se maintenir et même d'élargir l'accumulation depuis le début de la crise économique ouverte dans les années 1970, et en particulier, de l'épuisement des politiques keynésiennes qui avaient prédominé dans le boom d'après-guerre. Dans le sillage du crash de 2008, qui avait déjà élargi l'immense décalage de prospérité entre les rares très riches et la grande majorité, la dérégulation et la globalisation, de même que la "libre circulation" du capital et du travail dans un cadre inventé par les États les plus puissants du monde, ont été remis en question par une partie croissante de la bourgeoisie, dont la droite populiste est typique, même si elle peut simultanément mélanger néo-libéralisme et néo-keynésianisme dans le même discours de campagne. L'essence de la politique populiste est la formalisation politique, administrative et judiciaire de l'inégalité de la société bourgeoise. Ce que la crise de 2008 a contribué en particulier de mettre en évidence, c'est que cette égalité formelle est le véritable fondement d'une inégalité sociale plus éclatante que jamais. Dans une situation dans laquelle le prolétariat est incapable de mettre en avant sa solution révolutionnaire – l'instauration d'une société sans classe – la réaction populiste est de vouloir remplacer la pseudo-égalité hypocrite existante par un système "honnête" et ouvert de discrimination légale. C'est le creuset de la "révolution conservatrice" que plaide le conseiller en chef du président Trump, Steve Bannon.

Une première indication de ce que veulent dire des slogans tels que "l'Amérique d'abord" est donnée par

le programme électoral "la France d'abord" du Front National. Il propose de privilégier les citoyens français, au niveau des emplois, de l'impôt et des avantages sociaux, par rapport aux ressortissants d'autres pays de l'Union Européenne, qui, à leur tour, seraient prioritaires par rapport aux autres étrangers. Il existe un débat similaire en Grande-Bretagne sur la question de savoir si, après Brexit, les citoyens de l'UE devraient bénéficier d'un statut intermédiaire entre les nationaux et les autres étrangers. Au Royaume Uni, l'argument principal émis en faveur du Brexit n'était pas une objection à la politique commerciale de l'UE ou un quelconque élan protectionniste britannique à l'égard de l'Europe continentale, mais la volonté politique de "reconquérir la souveraineté nationale" en ce qui concerne l'immigration et le marché national de la main d'œuvre. La logique de cette argumentation est que, en l'absence d'une perspective de croissance à plus long terme pour l'économie nationale, les conditions de vie des autochtones ne peuvent être plus ou moins stabilisées que par une discrimination à l'encontre de tous les autres.

20. Au lieu d'être un antidote au reflux long et profond de la conscience de classe, de l'identité de classe et de la combativité après 1989, la prétendue crise financière et de l'Euro a eu l'effet opposé. En particulier, les effets pernicioeux de la perte de solidarité dans les rangs du prolétariat se sont considérablement accrus. Plus particulièrement, nous voyons la montée du phénomène de bouc-émissarisation, une façon de penser qui accuse les personnes – sur lesquelles on projette tout le mal du monde – de tout ce qui va mal dans la société. De telles idées ouvrent la porte au pogrom. Aujourd'hui, le populisme est la manifestation la plus frappante, mais loin d'être la seule, de ce problème, qui tend à imprégner tous les rapports sociaux. Au travail et dans la vie quotidienne de la classe ouvrière, de façon croissante, il affaiblit la coopération, et renforce l'atomisation, et le développement de la méfiance mutuelle et du mobbing.

Le mouvement ouvrier marxiste a depuis longtemps défendu les visions théoriques qui contribuent à faire contrepoids à cette tendance. Les deux visions les plus essentielles étaient les suivantes : a) que dans le capitalisme,

l'exploitation est devenue impersonnelle, puisqu'elle fonctionne selon les "lois" du marché (loi de la valeur), les capitalistes eux-mêmes étant obligés de se soumettre à ces lois ; b) malgré ce caractère de machine, le capitalisme est un rapport social entre classes, puisque ce "système" est basé et maintenu par un acte de volonté de l'État bourgeois (la création et le renforcement de la propriété privée capitaliste) ; la lutte de classe n'est donc pas personnelle mais politique. Au lieu de combattre des personnes, elle lutte contre un système et la classe qui l'incarne pour transformer les rapports sociaux. Ces visions n'ont jamais immunisé même les couches les plus conscientes du prolétariat contre la bouc-émissarisation. Mais elle le rend plus résilient. Cela explique en partie pourquoi, même au cœur de la contre-révolution, y compris en Allemagne, le prolétariat a résisté à l'explosion d'antisémitisme, d'avantage et plus longtemps que d'autres parties de la société. Ces traditions prolétariennes ont continué à avoir des effets positifs, même quand les ouvriers ne se sont plus identifiés de manière consciente au socialisme. La classe ouvrière reste donc la seule véritable barrière à l'extension de ce type de poison, même si certaines de ses parties ont été sérieusement affectées.

21. Tout cela a entraîné un changement dans la disposition politique de la société bourgeoise dans son ensemble ; laquelle, cependant, n'est pas du tout pour le moment en faveur du prolétariat. Dans des pays comme les États-Unis ou la Pologne, où les populistes sont maintenant au gouvernement, les manifestations importantes dans les rues ont surtout défendu la démocratie capitaliste existante et sa réglementation "libérale". Une autre question qui mobilise les masses est la lutte contre la corruption, au Brésil, en Corée du Sud, en Roumanie ou en Russie. Le mouvement des "5 étoiles" en Italie est principalement animé par la même question. La corruption, endémique dans le capitalisme, prend des proportions épidémiques dans sa phase terminale. Dans la mesure cela nuit à la productivité et à la compétitivité, ceux qui luttent contre elles sont les meilleurs défenseurs des intérêts du capital national. Les quantités de drapeaux nationaux brandis lors de telles manifestations ne sont pas le fruit du hasard. Il y a aussi un renouveau de l'intérêt dans le processus

électoral bourgeois. Certaines parties de la classe ouvrière sont en proie à voter pour les populistes, sous l'influence du repli de la solidarité, ou comme une sorte de protestation contre la classe politique établie. L'un des obstacles au développement de la cause de l'émancipation est aujourd'hui l'impression qu'ont ces travailleurs qu'ils peuvent davantage ébranler et faire pression sur la classe dominante au moyen d'un vote pour les populistes plutôt que par la lutte prolétarienne. Mais le danger le plus grand, peut-être, est que les secteurs les plus modernes et globalisés de la classe, au cœur du processus de production, puissent, par indignation contre la vile exclusion prônée par le populisme, ou à partir d'une compréhension plus ou moins claire que ce courant met en danger la stabilité de l'ordre existant, tomber dans le piège de la défense du régime capitaliste démocratique régnant.

22. La montée du populisme et de l'anti-populisme présente certaines similitudes avec les années 1930, quand la classe ouvrière a été prise dans le cercle vicieux du fascisme et de l'antifascisme. Mais malgré ces similitudes, la situation historique actuelle n'est pas la même que dans les années 1930. À cette époque, le prolétariat en Union Soviétique et en Allemagne avait subi non seulement un revers politique mais aussi une défaite physique. À l'opposé, la situation aujourd'hui n'est pas une situation de contre-révolution. Pour cette raison, la probabilité que la classe dominante tente d'imposer une défaite physique au prolétariat n'est à l'heure actuelle que très faible. Il y a une autre différence avec les années 1930 : l'adhésion idéologique des prolétaires au populisme ou à l'anti-populisme n'est nullement définitive. Beaucoup d'ouvriers qui, aujourd'hui, votent pour un candidat populiste peuvent, du jour au lendemain, se retrouver en lutte aux côtés de leurs frères de classe, et la même chose vaut pour les ouvriers entraînés dans des manifestations antipopulistes. La classe ouvrière aujourd'hui, surtout dans les vieux centres du capitalisme, n'est pas prête à sacrifier sa vie pour les intérêts de la nation, malgré l'influence grandissante du nationalisme sur certains secteurs de la classe, ni n'a perdu la possibilité de combattre pour ses intérêts propres et ce potentiel continue à affleurer, même si c'est de façon beaucoup plus dispersée et éphé-

mère que pendant la période 68-69 et celle entre 2006 et 2013. En même temps, un processus de réflexion et de maturation au sein d'une minorité du prolétariat se poursuit en dépit des difficultés et des reculs, et cela, en retour reflète un processus plus souterrain qui a lieu au sein de couches plus larges du prolétariat.

Dans ces conditions, la tentative de terroriser la classe serait potentiellement dangereuse et très probablement contre-productive. Elle pourrait fortement éroder chez les ouvriers les illusions qui existent sur le capitalisme démocratique, qui constituent un des plus importants avantages idéologiques des exploiters.

Pour toutes ces raisons, il est beaucoup plus dans l'intérêt de la classe capitaliste d'utiliser les effets négatifs de la décomposition et l'impasse du capitalisme, contre la classe ouvrière.

1917, 2017 et la perspective du communisme

23. Un des principales lignes d'attaque de la bourgeoisie "libérale" contre la révolution d'octobre 1917 a été, et continuera à être, les prétendus contrastes entre les espérances démocratiques du soulèvement de février, et le "coup d'État" d'octobre des Bolcheviks, qui a plongé la Russie dans le désastre et la tyrannie. Mais la clef pour comprendre la révolution d'octobre est qu'elle se fondait sur la nécessité de casser le front de guerre impérialiste, qui était maintenu par toute les factions de la bourgeoisie et notamment son aile "démocratique", et donc donner le premier coup de la révolution mondiale. C'était la première réponse claire du prolétariat mondial à l'entrée du capitalisme dans son époque de déclin, et c'est à ce niveau surtout qu'octobre 1917, loin de constituer une relique des temps anciens, est le poteau indicateur du futur de l'humanité.

Aujourd'hui, après tous les contre-coups qu'elle a subis de la part de la bourgeoisie mondiale, la classe ouvrière semble très éloignée de la reconquête de son projet révolutionnaire. Et, pourtant : "dans un sens, la question du communisme est au cœur même de la situation difficile de l'humanité aujourd'hui. Il domine la situation mondiale sous la forme du vide qu'il a créé par son absence". (Rapport sur la situation mondiale). Les multiples actes de barbarie des 20^e et 21^e

siècles, d'Hiroshima et Auschwitz à Fukushima et Alep, sont le lourd prix que l'humanité a payé pour l'échec de la révolution communiste au cours de toutes ces décennies ; et si, en ce temps avancé de la décadence de la civilisation bourgeoise, les espoirs de transformation révolutionnaire étaient définitivement brisés, les conséquences pour la survie de la société seraient encore plus graves. Et cependant, nous sommes convaincus que ces espoirs sont toujours vivants, toujours fondés sur des possibilités réelles.

D'un côté, ils sont fondés sur la possibilité et la nécessité objectives du communisme, qui est contenue dans le clash qui s'accroît entre les forces de production et les rapports de production. Ce clash est devenu plus aigu précisément parce que le capitalisme décadent en décomposition, en opposition avec les sociétés de classe antérieures qui ont subi toute une période de stagnation, n'a pas arrêté son expansion globale et sa pénétration de tous les pores de la vie sociale. On peut voir cela à plusieurs niveaux :

- Dans la contradiction entre le potentiel contenu dans la technologie moderne et son utilisation actuelle dans le capitalisme : le développement de la technologie de l'information et de l'intelligence artificielle, qui pourraient être utilisées pour contribuer à libérer l'humanité du travail fastidieux et raccourcir énormément la journée de travail, a conduit à la suppression d'emplois d'un côté, et à prolonger la journée de travail de l'autre.

- Dans la contradiction entre le caractère associé à l'échelle mondiale de la production capitaliste et la propriété privée qui, d'un côté, met en lumière la participation de millions de prolétaires dans la production de la richesse sociale et son appropriation par une petite minorité dont l'arrogance et le gaspillage deviennent un affront aux conditions de vie qui stagnent ou carrément à l'appauvrissement que vit la grande majorité. Le caractère objectivement global de l'association du travail s'est accru de manière spectaculaire dans les dernières décennies, en particulier, avec l'industrialisation de la Chine et d'autres pays d'Asie. Ces nouveaux bataillons prolétariens, qui se sont souvent montrés extrêmement combattifs, constituent potentiellement une grande source nouvelle de force pour la lutte de classe globale, même si le prolé-

ariat d'Europe occidentale reste la clef de la maturation politique de la classe ouvrière vis à vis d'une confrontation révolutionnaire avec le capital.

- Dans la contradiction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange qui s'exprime surtout dans la crise de surproduction et tous les moyens qu'utilise le capitalisme pour la surmonter, en particulier, le recours massif à la dette. La surproduction, cette absurdité intrinsèque au capitalisme, met en évidence en même temps la possibilité de l'abondance et l'impossibilité d'y arriver sous le capitalisme. Un exemple de développement technologique met encore en évidence cette absurdité : Internet a rendu possible de distribuer toutes sortes de biens gratuitement (musique, livres, films, etc.) et cependant, le capitalisme, à cause du besoin de maintenir le système de profit, a dû créer une énorme bureaucratie pour s'assurer qu'une telle libre distribution demeure restreinte ou n'opère principalement que comme un forum faisant de la publicité pour des marchandises. De plus, la crise de surproduction se traduit par des attaques continues contre le niveau de vie de la classe ouvrière et l'appauvrissement de la masse de l'humanité.

- Dans la contradiction entre l'expansion globale du capital, et l'impossibilité d'aller au-delà de l'État-nation. La place particulière de la globalisation qui a commencé dans les années 1980, nous a plus que jamais rapproché du point prédit par Marx dans les *Grundrisse* : "l'universalité vers laquelle il tend irrésistiblement rencontre des barrières dans sa nature même, qui, à une certaine étape de son développement, lui permettront d'être reconnu comme étant lui-même la plus grande barrière à cette tendance, et conduira donc à partir de là à son propre dépassement"¹. Cette contradiction, bien sûr, pouvait déjà être perçue par les révolutionnaires au temps de la première guerre mondiale, puisque la guerre elle-même était la première expression claire qu'alors que l'État nation se survivait à lui-même, le capitalisme ne pouvait pas réellement aller au-delà. Et aujourd'hui, nous savons que la disparition – en fait la chute – du capital ne prendra pas une forme purement économique : plus il se rapproche d'une impasse économique, plus grande sera sa dérive vers

1. Cahier IV, Le chapitre sur le capital.

"la survie" au détriment des autres par des moyens militaires. La belligérance ouvertement nationaliste des Trump, Poutine, et autres signifie que la globalisation capitaliste, loin d'unifier l'humanité, nous pousse toujours plus près de l'autodestruction, même si la descente aux enfers ne prendra plus nécessairement la forme d'une guerre mondiale.

- Dans la contradiction entre la production capitaliste et la nature, qui était considérée comme un "cadeau gratuit" depuis les débuts du capitalisme (Adam Smith) et qui a atteint des niveaux sans précédent dans la phase de décomposition. Cela s'exprime de la façon la plus évidente dans le vandalisme ouvert de ceux qui nient le changement climatique et qui sont au contrôle aux États-Unis et dans la montée de leur ennemi juré, la Chine, où la recherche frénétique de croissance à tout prix a donné le jour à des villes où l'air n'est pas respirable, en plus du danger d'envol du réchauffement global, et - dans une combinaison bizarre de superstition antique et de capitalisme moderne gangster - qui a accéléré la destruction complète en Afrique et ailleurs, d'espèces, prisées pour les vertus curatives magiques de leurs cornes ou de leurs peaux. Le capitalisme ne peut exister sans cette manie de croissance mais il est incompatible avec la santé de l'environnement naturel dans lequel vit et respire l'humanité. La perpétuation même du capital menace donc l'existence de l'espèce humaine, et pas seulement au niveau militaire mais aussi au niveau de ses rapports avec la nature.

- L'aiguïssement insupportable des contradictions citées ci-dessus les mène toutes à une seule solution : la production mondiale associée pour l'usage et pas pour le profit, une association pas seulement entre êtres humains mais une association entre êtres humains et la nature. Peut-être que la plus grande expression de ce potentiel aujourd'hui - pour cette transformation- est-elle donc qu'au sein des secteurs les plus modernes et les plus centraux du prolétariat mondial, la jeune génération, bien que de plus en plus consciente de la gravité de la situation historique, ne partage plus la désespérance du "no future" des décennies précédentes. Cette confiance est fondée sur la reconnaissance de la productivité associée de chacun : sur le potentiel représenté par

le progrès scientifique et technique, sur "l'accumulation" de connaissances et des moyens d'y accéder, et sur la croissance d'une compréhension plus profonde et plus critique de l'interaction entre l'humanité et le reste de la nature. En même temps, cette partie du prolétariat - comme nous l'avons vu dans les mouvements, en Europe occidentale en 2011, qui à leur point culminant ont brandi le slogan de "révolution mondiale" - est beaucoup plus consciente du caractère international de l'association du travail aujourd'hui, et donc plus capable de saisir les possibilités de l'unification internationale des luttes.

Mais l'unification globale du prolétariat est une solution que le capital doit éviter à tout prix, même quand il doit adopter des moyens qui montrent les limites inhérentes à la production pour l'échange. Le développement du capitalisme d'État dans l'époque de décadence est, en un sens, une sorte de recherche désespérée d'une façon de maintenir une société unie par des moyens totalitaires, une tentative de la classe dominante d'exercer son contrôle sur la vie économique dans une période où le développement des "lois naturelles" du système le pousse vers son propre effondrement.

24. Alors que le capitalisme ne peut conjurer la nécessité du communisme, nous savons que le nouveau mode de production ne peut surgir automatiquement, mais requiert l'intervention consciente de la classe révolutionnaire, le prolétariat. En dépit des difficultés extrêmes auxquelles est confrontée la classe aujourd'hui, de son incapacité apparente à faire resurgir sa "propriété" du projet communiste, nous avons déjà souligné nos raisons pour insister sur le fait que ce renouveau, cette reconstitution du prolétariat en classe pour le communisme, est encore possible aujourd'hui. Parce que, de la même manière que le capitalisme ne peut conjurer la nécessité objective du communisme, il ne peut supprimer entièrement les aspirations subjectives à une nouvelle société, ou la recherche de la compréhension de comment y arriver, au sein de la classe de l'association, le prolétariat.

La mémoire de ce que signifiait réellement l'octobre rouge et bien sur la mémoire que la révolution allemande et la vague révolutionnaire mondiale déclenchée par octobre se sont produites

ne peuvent entièrement disparaître. Cela a été, pour ainsi dire, réprimé, mais tous les souvenirs réprimés sont destinés à réapparaître quand les conditions sont mures. Et il y a toujours, au sein de la classe ouvrière, une minorité qui a maintenu et élaboré l'histoire réelle et ses leçons à un niveau conscient, prête à fertiliser la réflexion de la classe quand elle redécouvrira la nécessité de donner un sens à sa propre histoire.

La classe ne peut atteindre ce niveau de recherche à une échelle de masse sans passer par la dure école des luttes pratiques. Ces luttes, en réponse aux attaques croissantes du capital, sont la base de granite du développement de la confiance en soi et de la solidarité sans limite qui sont générées par la réalité du travail associé.

Mais l'impasse atteinte dans les batailles économiques, purement défensives, du prolétariat depuis 1968 demande aussi, d'un côté, une lutte théorique, une recherche pour comprendre son passé "en profondeur" et son futur possible, une recherche qui ne peut que conduire à la nécessité pour le mouvement de classe de passer du local et du national à l'universel, de l'économique au politique, de la défensive à l'offensive. Alors que la lutte immédiate de la classe est plus ou moins un fait de la vie dans le capitalisme, il n'y a aucune garantie que ce pas suivant, vital, soit fait. Mais elle se manifeste, peu importe jusqu'à quel point avec ses limitations et confusions, par les luttes de la génération actuelle de prolétaires, surtout dans des mouvements comme celui des Indignados en Espagne qui était d'ailleurs une expression d'indignation authentique contre le système tout entier, - un système "obsolète" comme le proclamaient les manifestants sur leurs banderoles - d'un désir de comprendre comment fonctionne ce système, et ce qui pourrait le remplacer, et en même temps, de découvrir les moyens organisationnels qui peuvent être employés pour s'échapper des institutions de l'ordre existant. Ces moyens n'étaient pas essentiellement nouveaux : la généralisation des assemblées de masse, l'élection de délégués mandatés, c'était un écho bien clair de l'époque des soviets en 1917. C'était une claire démonstration du travail en profondeur de la "vieille taupe" dans les soubassements de la vie sociale.

Cela donnait aussi un premier aperçu d'un potentiel pour un développement

de ce qu'on peut appeler la dimension politique-morale de la lutte prolétarienne : l'émergence d'un profond rejet du mode de vie et de comportement existant de la part de plus larges secteurs de la classe. L'évolution de ce moment est un facteur très important dans la préparation et la maturation à la fois de luttes massives sur un terrain de classe et d'une perspective révolutionnaire.

En même temps, l'échec du mouvement des Indignados à restaurer une réelle identité de classe souligne la nécessité de lier cette politisation naissante dans la rue et sur les places, à la lutte économique, au mouvement sur les lieux de travail, où la classe ouvrière a encore son existence la plus distincte. Le futur révolutionnaire ne repose pas sur une "négation" de la lutte économique comme le proclament les modernistes, mais sur une véritable synthèse des dimensions politiques et économiques du mouvement de classe, comme c'est observé et défendu dans Grève de masse de Luxemburg.

25. En développant cette capacité de voir le lien entre les dimensions politiques et économiques des luttes, les organisations politiques communistes ont un rôle indispensable à jouer, et c'est pourquoi la bourgeoisie fera tout ce qu'elle peut pour discréditer le rôle du parti bolchevik en 1917, en le présentant comme une conspiration de fanatiques et d'intellectuels intéressés seulement à s'approprier le pouvoir. La tâche de la minorité communiste n'est pas de provoquer les luttes ou de les organiser à l'avance, mais d'intervenir en leur sein pour éclaircir les méthodes et les buts du mouvement.

La défense de l'Octobre rouge exige aussi, bien sûr, la démonstration que le stalinisme, loin de représenter une

quelconque continuité avec lui, était la contre-révolution bourgeoise contre lui. Cette tâche est d'autant plus nécessaire aujourd'hui face au poids des idées que l'effondrement du stalinisme aurait prouvé l'infaisabilité économique du communisme. Les effets négatifs de ce poids sur les minorités politiques en recherche – le milieu instable entre la gauche communiste et la gauche du capital – est considérable. Alors qu'avant 1989, des idées confuses mais manifestement anticapitalistes, par exemple de la variété conseilliste ou autonomiste, étaient relativement influentes dans de tels cercles, il y a eu depuis une avancée importante des conceptions basées sur la formation de réseaux d'échange mutuel au niveau local, sur la préservation et l'extension d'aires d'économies de subsistance ou sur les "communes" existant encore. L'avancée de telles idées indique que même les secteurs les plus politisés du prolétariat aujourd'hui sont souvent incapables de même imaginer une société au-delà du capitalisme. Dans ces circonstances, un des facteurs nécessaires préparant l'émergence d'une future génération de révolutionnaires est que les minorités révolutionnaires existant aujourd'hui exposent de la manière la plus profonde et convaincante (sans tomber dans l'utopisme) pourquoi aujourd'hui le communisme est non seulement une nécessité, mais aussi une possibilité très réelle et faisable.

Étant donnée la nature réduite et dispersée de la gauche communiste aujourd'hui, et les difficultés énormes auxquelles est confronté un plus large milieu d'éléments en recherche de clarté politique, il est évident qu'une distance énorme devra être parcourue entre le petit mouvement révolutionnaire actuel et toute capacité future d'agir comme une avant-garde authen-

tique dans des mouvements de classe massifs. Les révolutionnaires et les minorités politisées ne sont pas simplement des produits passifs de cette situation, puisque leurs propres confusions contribuent à aggraver encore plus la désunion et la désorientation. Mais fondamentalement, la faiblesse de la minorité révolutionnaire est une expression de la faiblesse de la classe dans son ensemble, et il n'y a pas de recettes organisationnelles ou de mots d'ordre activistes qui soient capables d'y remédier.

Le temps n'est plus en faveur de la classe ouvrière, mais elle ne peut pas être plus rapide que son ombre. Elle est bien sur contrainte de récupérer beaucoup de ce qu'elle a perdu pas seulement depuis 1917, mais aussi des luttes de 1968-89. Pour les révolutionnaires, cela exige un travail patient, à long terme, d'analyse du mouvement réel de la classe et des perspectives révélées par la crise du mode de production capitaliste ; et sur la base de cet effort théorique, de fournir des réponses aux questions posées par ces éléments qui se rapprochent des positions communistes. L'aspect le plus important de ce travail est qu'il doit être vu comme une partie de la préparation politique et organisationnelle du futur parti, quand les conditions objectives et subjectives viendront de nouveau poser le problème de la révolution. En d'autres termes, les tâches de l'organisation révolutionnaire aujourd'hui sont semblables à celles d'une fraction communiste, comme cela a été élaboré très lucidement par la fraction Italienne de la gauche Communiste dans les années 1930.



29 août 1917: Les marins de Kronstadt et de Vyborg arrivent à Petrograd pour combattre la tentative militaire de Kornilov d'écraser la révolution à Petrograd.

Manifeste sur la Révolution d'Octobre ... (suite de la page 22)

Son renversement est largement en retard, et toute future révolution ne sera pas capable de réussir sans tirer toutes les leçons de l'expérience gigantesque que notre classe a vécue en Russie, comme en Allemagne, en Hongrie, en Italie et dans le reste du monde, il y a maintenant un siècle. C'est la tâche et la responsabilité de la minorité des révolutionnaires, des organisations politiques prolétariennes, d'étudier, d'élaborer et de diffuser ces leçons aussi profondément et largement que possible.

CCI, septembre 2017

**SOUSCRIPTION PERMANENTE
DE SOUTIEN A LA PRESSE
REVOLUTIONNAIRE**



L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre presse et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants et aux souscriptions de ses sympathisants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Abonnements (tous les prix sont en Euros)	ZONES POSTALES				
	France	Belgique	Europe	Monde	Monde Par avion
Révolution Internationale (11 n°s)	18,50			20,50	21,50
Revue Internationale (4 n°s)	18,50	18,50		18,50	18,50
Internationalisme (11 n°s)		13,00	17,50	18,60	24,80
ABONNEMENTS COUPLÉS					
Révolution Internationale / Revue Internationale	35			38	38
Internationalisme / Revue Internationale		28,00	32,25	33,50	44,65
ABONNEMENTS DIFFUSEURS					
	France		Belgique		
Journal seul (RI ou Internationalisme)	45,00 (3 n°s) 73,00 (5 n°s)		0,65 par n° supplémentaire		
Revue Internationale	31,00 (2 n°s) 45,00 (3 n°s)		2,50 par n° supplémentaire		
ABONNEMENTS DE SOUTIEN					
	France		Belgique		
Internationalisme OU Revue Internationale			24,80		
Internationalisme ET Revue Internationale			50,00		
Paiement en France	RI – CCP523544Y – Rouen à l'adresse : Mail Boxes 153, 108 rue Damrémont, 75018 Paris				
Paiement en Belgique	Internationalisme, BP 94, 2600, Berchem BELGIQUE				

**LISEZ NOS LIVRES
ET BROCHURES**

Dans la série "Contributions à une histoire du mouvement révolutionnaire"

**LA GAUCHE COMMUNISTE
D'ITALIE**

LA GAUCHE HOLLANDAISE

**LA GAUCHE COMMUNISTE
DE FRANCE**

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(€2,5 + frais d'envoi :

France €1,5 / Etranger €3).

La décadence du capitalisme

(€2,5 + €1,5 / €3)

Les syndicats contre

la classe ouvrière (€2,5 + €1,5 / €3)

Nation ou classe (€2,5 + €1,5 / €3)

Le trotskisme contre

la classe ouvrière (€4,5 + €1,5 / €3)

Organisation communiste

et conscience de classe

(€4 + €1,5 / €3)

L'Etat dans la période

de transition (€3 + €1,5 / €3)

Guerre du Golfe (€2,5 + €1,5 / €3)

La Gauche communiste d'Italie

(€8 + €3,5 / €5)

La Gauche hollandaise

(€12 + €3,5 / €5)

La Gauche communiste de France

(€6,5 + €1,5 / €3)

L'effondrement du stalinisme

(€3 + €1,5 / €3)

La Révolution russe (€2,5 + €1,5 / €3)

Bilan de la lutte des infirmières

Octobre 1988 (€3 + €1,5 / €3)

**Luttes dans la fonction publique
de décembre 95**

Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière
(€3 + €1,5 / €3)

**Fascisme et démocratie,
deux expressions de la dictature
du capital** (€4,5 + €1,5 / €3)

**Comment le PCF est passé
au service du capital** (€3 + €1,5 / €3)

**La terreur stalinienne :
un crime du capitalisme,
pas du communisme** (€3 + €1,5 / €3)

**Les élections:
un piège pour la classe ouvrière**
(€2 + €1,5 / €3)

Le communisme n'est pas un bel idéal
(€3 + €1,5 / €3)

**Octobre 1917 début de la révolution
mondiale** (€3,5 + €1,5 / €3)

N° 153 1^e semestre 2014

**Les guerres de l'été 2014
illustrent l'avancée de la désintégration
du système**

**1914 : Le chemin vers la trahison
de la Social-démocratie allemande**

**Sur la nature et la fonction
du parti politique du prolétariat
(Internationalisme n° 38 – octobre 1948)**

**La guerre d'Espagne
met en évidence les lacunes fatales
de l'anarchisme
(Bilan 46, Décembre-Janvier 1938)**

N° 155 Été 2015

Éditorial

Naissance de la démocratie totalitaire
**La propagande
pendant la Première Guerre mondiale**

*Première Guerre mondiale,
conférence de Zimmerwald*

**Les courants centristes
dans les organisations politiques
du prolétariat**

*Contribution à une histoire du mouvement ouvrier
en Afrique du Sud*

**De la Seconde Guerre mondiale
au milieu des années 1970**

N° 157 Été 2016

Présentation de la Revue

Brexit, Trump
**Des revers pour la bourgeoisie
qui ne présagent rien de bon pour le prolétariat**

Contribution sur le problème du populisme

*Conférence des sections du CCI en Allemagne,
Suisse et Suède*

La situation en Allemagne

Il y a cents ans l'insurrection de Pâques à Dublin
L'insurrection de Dublin en 1916

N° 154 2^e semestre 2014

Éditorial **100 ans après la Première Guerre mondiale,
la lutte pour les principes prolétariens
demeure pleinement d'actualité**

Première Guerre mondiale
**Comment s'est produite la faillite
de la Deuxième internationale**

Conférence internationale extraordinaire du CCI
**La "nouvelle" de notre disparition
est grandement exagérée !**

**La guerre d'Espagne met en évidence
les lacunes fatales de l'anarchisme
(Des voix dissidentes
au sein du mouvement anarchiste)**

*Contribution à une histoire
du mouvement ouvrier en Afrique du Sud*
**De la naissance du capitalisme
à la veille de la Seconde Guerre mondiale**

N° 156 Hiver 2015

40 ans après la fondation du CCI
**Quel bilan et quelles perspectives
pour notre activité ?**

Rapport sur le rôle du CCI en tant que "Fraction"
**La notion de Fraction
dans l'histoire du mouvement ouvrier**

Résolution sur la situation internationale

Rapport sur la lutte de classe

N° 158 Premier semestre 2017

**Russie 1917
et mémoire révolutionnaire de la classe ouvrière**

**L'élection de Trump
et le délitement de l'ordre capitaliste mondial**

Le communisme est à l'ordre du jour de l'histoire
**Les années 1950 et 60 :
Damen, Bordiga et la passion du communisme**

*Contribution à une histoire du mouvement ouvrier
en Afrique du Sud*

**Du mouvement de Soweto en 1976
à l'arrivée au pouvoir de l'ANC en 1993**

NOS POSITIONS

• Depuis la 1^{re} guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative à ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec les conditions données par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du 20^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place sur l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'"*indépendance nationale*", de "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "*démocratie*", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "*ouvriers*", "*socialistes*", "*communistes*" (les ex-"*communistes*" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de

l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "*front populaire*", "*front anti-fasciste*" ou "*front unique*", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "*officielles*" ou "*de base*", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des Conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les Conseils ouvriers ne signifie ni "*auto-gestion*", ni "*nationalisation*" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "*prendre le pouvoir*" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

• Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-1852), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-1872, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-1928), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-1930 de la 3^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Pour écrire au C.C.I.

*Aux adresses suivantes
en fonction du pays*

Espagne, France, Brésil
Mail Boxes 153, 108 rue Damrémont
75018 Paris,

Mexico, Venezuela, Pérou, Equateur
Apartado Postal 15-024, C.P 02600,
Distrito Federal, Mexico, Mexique

Belgique, Hollande
BP 94, 2600, Berchem, Belgique

Grande-Bretagne, Australie, Etats-Unis
BM Box 869,
LONDON WC1 N 3 XX
Grande-Bretagne

Inde, Philippines
POB 25, NIT, Faridabad, 121001,
Haryana, Inde

Italie
CP 469, 80100 NAPOLI, Italie

Allemagne, Suisse, Suède, Turquie
Internationale Revue
Postfach 2124
CH-8021 Zurich, Suisse